

Débats

Sécurité routière

Pour mille morts de moins...

par PIERRE DENIZET *

AVEC 10 % de tués en moins représentés par 1 000 vies humaines épargnées, le bilan 1987 de la sécurité routière est le meilleur depuis 1961, malgré un trafic routier multiplié par 3,5 en vingt-six ans. Cela démontre que, si on veut, on peut combattre le fléau des accidents de la route. Ils coûtent 80 milliards de francs par an à notre économie, soit 1,8 % du produit national brut. Les jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans sont les plus frappés, puisqu'ils représentent à eux seuls le quart des victimes. Les causes en sont connues : alcoolisme, vitesse, non-port de la ceinture, mauvaise formation, mais elles ne sont pas fatales. Notre société doit-elle offrir un tribut en vies humaines au dieu de la bagnole, comme les Mayas à Chichen-Itza ?

En Europe, la France reste dans le peloton de queue en matière de sécurité routière : onzième sur douze en nombre de tués par million d'habitants, soit deux fois plus qu'en Grande-Bretagne, pas de quoi être fiers !

Tous les pays qui ont de meilleurs résultats que nous (Etats-Unis, RFA, Danemark...) disposent d'une police de la route plus nombreuse et mieux équipée que la nôtre et d'une justice plus rapide et plus sévère. Pourquoi et comment, nous, peuple d'Astérix, pourrions-nous nous en dispenser ? L'analyse des résultats de 1987 par département montre une corrélation entre le nombre des accidents et des victimes et l'action des forces de l'ordre et des préfets. La plupart se sont fortement mobilisés ; certains s'en fient. Ne pourrait-on juger le corps préfectoral autant sur les résultats concrets que sur les humeurs ou les capacités protocolaires ?

Les infractions aux règles du stationnement sont vénielles à côté de celles qui mettent en cause la vie d'autrui : vitesse, feu rouge, alcool,

franchissement de ligne continue. Il serait juste que la prochaine loi d'amnistie fasse clairement la distinction et ne concerne que les premières. Les cris d'orfraie poussés au nom de la tradition républicaine après la proposition faite par M. Méhaignerie ont choqué des milliers de victimes encore vivantes, leurs familles et celles des tués. Les lettres et témoignages qui décrivent la douleur physique et la détresse morale en ramèneraient plus d'un à un peu plus de pudeur.

Avec le carré de la vitesse...

Nombre d'automobilistes se prennent pour Fangio et considèrent que chacun doit pouvoir rouler à la vitesse qu'il estime correspondre à ses capacités. Au nom de la « conduite juste », Jean-Pierre Beltoise tient des propos irresponsables. Sur l'espace public de la route, la coexistence, pour ne pas dire la survie, des conducteurs jeunes ou vieux, malades ou en pleine forme, au volant de voitures rapides ou lentes, est bien une responsabilité de l'Etat. Les limitations de vitesse sont une régulation sociale incontournable, parce que l'énergie cinétique à absorber dans un choc croît avec le carré de la vitesse. Les lois de la physique restent en vigueur ! N'en déplaise à certains.

Les automobilistes de ce pays devront le comprendre et en tirer les conclusions dans leur manière de conduire, sans rester l'œil rivé sur les mortelles autoroutes allemandes. L'absence de limitation de vitesse y provoque, en effet, de très nombreux accidents, et seule la pression des constructeurs automobiles allemands maintient cette « liberté de se tuer » anachronique et unique en Europe contre l'avis des respon-

sables de la sécurité routière, de la gendarmerie et de plusieurs Länder. Cette situation dans un seul pays membre crée à son profit les conditions d'une concurrence industrielle déloyale sur le marché de l'automobile. Avant 1992, il faudra bien mettre un terme à cette anomalie dans le cadre de la nécessaire harmonisation des règles de circulation routière en Europe. D'ici là, il est souhaitable que l'industrie automobile comprenne que les consommateurs n'attendent pas d'elle qu'elle mette toute son énergie à audier la puissance et vitesse sans se soucier d'éléments essentiels de confort comme la climatisation, pratiquement inaccessible en France, et en tout cas hors de prix. Qui accepte aujourd'hui de voyager dans un train non climatisé ? Partir en vacances avec femme et enfants, fenêtres ouvertes par 30° de température, est aussi inconfortable que prendre un autorail entre Rodéz et Capdenac dans les années 50.

Pas de relâchement contre la barbarie

La prise de conscience des dangers de la route doit se faire à l'école dès l'enfance. Les enseignants se mobilisent progressivement pour apprendre aux jeunes la route et les règles de leur comportement sur la route, respect de l'autre et esprit civique. L'action de la Prévention routière doit venir en appui de ce travail pédagogique et ne donner son plein effet qu'en s'associant à des enseignants qui se sentent parfois déchargés de cette responsabilité éminente après le passage annuel de la piste de circulation.

(*) Délégué interministériel à la Sécurité routière de 1985 à 1987.

L'apprentissage de la conduite automobile se rénove lentement. La réussite de l'apprentissage anticipé de la conduite des seize ans démontre que c'est l'expérience de la conduite qui manque aux jeunes et non l'âge. Enfin, il faut s'adresser aux 30 millions de conductrices et conducteurs en utilisant massivement la radio, la télévision et la presse écrite pour délivrer une information concrète, pratique et ciblée sans trop chercher à moraliser ou à éduquer. L'augmentation importante des tarifs de publicité à la télévision en 1987 a réduit considérablement les possibilités d'action du budget, déjà étié, de la Sécurité routière. Qui s'en soucie ?

Pour lutter efficacement contre les accidents de la route, la détermination des pouvoirs publics et la mobilisation de l'opinion sont également nécessaires. Depuis 1983, les équipes REAGIR ont mobilisé des milliers de bénévoles, réveillés l'opinion et fait monter un front du refus de la fatalité meurtrière. Quelques héros comme Geneviève Jurgensen et Christiane Cellier, et quelques apôtres comme Claude Gout ont donné visage et voix à ce puissant mouvement d'opinion.

Combattre l'inertie, mobiliser policiers et gendarmes sur le terrain, fonctionnaires et magistrats dans les préfectures et les tribunaux, convaincre tous les acteurs que c'est un combat pour la vie et que le respect du code de la route ne peut souffrir aucun passe-droit, tel est le rôle du gouvernement.

Dix mille tués chaque année dans une société dite développée, c'est une barbarie ! Tout relâchement est immédiatement payé de nombreuses victimes inutiles. La complaisance est intolérable, même en période électorale. C'est notre intégrité physique, et donc notre dignité, qui est en jeu.

BIBLIOGRAPHIE

« Des armes pour l'Irak »
par Walter De Bock et Jean-Charles Deniau

Un complot européen

UN livre à donner le frisson ou la nausée, comme on voudra, tant ce qu'il décrit, d'une façon presque chirurgicale par la précision de son analyse, morde combien les marchands d'armes, dans un monde qui ne les contrôle plus, ont réussi à convaincre les Etats, à les persuader et à les gruger avec ou sans leur complicité indirecte. Au nom de leurs propres intérêts, qui exigent d'entretenir la guerre des autres, c'est-à-dire la mort mercantile, comme on ravitaillerait le foyer d'un gigantesque holocauste.

Ainsi se présente *Des armes pour l'Irak*, un livre de deux journalistes, Walter De Bock et Jean-Charles Deniau, qu'ils ont sous-titré *l'irangate européen* pour rappeler, avec leur récit des livraisons d'armes et de poudres européennes à l'Irak, le trafic d'armes fournies militaires entre les Etats-Unis et l'Irak pour financer, clandestinement, l'aide américaine aux adversaires du régime en place au Nicaragua.

A la manière d'un rapport de police qui se voudrait exhaustif pour bien établir les faits et gestes de chacun et, du même coup, leurs responsabilités individuelles ou collectives, le livre fait la synthèse de tout ce qui s'est dit, écrit ou lu et qui fut révélé par la presse internationale sur le commerce illégal de munitions et d'explosifs entre l'Irak et plusieurs entreprises européennes.

Même la Suède

A l'origine, un rapport de plus de huit mille pages des autorités suédoises qui enquêtèrent sur l'existence, non reconnue par les intéressés, d'un cartel des sociétés européennes des poudres et d'explosifs pour organiser leurs marchés avec l'Irak. Un document démontre les ramifications d'un pays à l'autre, les transferts illégaux, les falsifications de pièces administratives, les intermédiaires ou les prête-noms, mais aussi les tentatives, avortées, pour aller encore plus loin sur la voie des transactions combinées.

La France n'échappe pas à ce triste palmarès des pays qui ignorent ou feignent d'ignorer ce qui se trame dans leur dos.

lorsque la « grande » politique (ou ce qui en tient lieu) leur interdit d'admettre officiellement ce qu'ils tolèrent ou, parfois, encouragent en sous-main au nom d'une politique « réaliste ». Les livraisons, couvertes ou non par l'intérêt supérieur de la nation, d'obus et de matières explosives à l'Irak, par Luchaire et par la Société nationale des poudres et explosifs (SNPE), sont là pour rappeler qu'aucun régime n'est durablement à l'abri de ces manigances.

Mais la France n'est pas la seule brebis galeuse. L'Italie, l'Espagne, le Portugal, l'Allemagne fédérale, les Pays-Bas, la Belgique ou la Royaume-Uni ont participé au complot. Sans oublier la Suède, qui se veut pays pacifiste.

C'est le mérite de Walter De Bock et de Jean-Charles Deniau que d'en avoir apporté la preuve patiemment, au terme d'un long travail, et avec rigueur, n'hésitant pas à éviter de conclure quand, seuls, de simples soupçons les ont guidés dans leurs recherches. A peine peut-on leur reprocher cette abstention, rapide, à un quelconque « irangate » à l'américaine. Pour leurs fournitures militaires à l'Irak, les Européens n'ont voulu ni négocier le rachat de leurs otages, ni contribuer au financement d'un maquis.

De même, les deux auteurs de *Des armes pour l'Irak* auraient-ils pu, au-delà du seul paragraphe qu'ils consacrent aux livraisons d'armes à l'Irak, relativiser les marchés avec l'Irak ? Pour scabreux qu'ils soient, ces contrats n'équilibrent pas le trafic, légal ou moins légal, avec Bagdad. A commencer par la France, qui a longtemps été le « fin du fin » de la technologie, qui a conçu des matériels spéciaux pour son client ou qui est allée jusqu'à prêter aux Irakiens matériellement et sans cesse contrôlé, ses propres équipements, comme le Super-Etandard.

Un « irangate » reste à écrire, avec, en fond de tableau, ce formidable imbroglio politico-industriel-militaire-financier qui suggère la nature des relations avec la France.

JACQUES ISNARD.
(*) *Des armes pour l'Irak*, 298 pages, 95 francs, Gallimard.

Au courrier du Monde

CLARTE

Sur le « consentement à l'horrible »...

Sans prétendre à critiquer la décision de justice (le Monde du 30 janvier) condamnant M. Le Pen à un franc de dommages et intérêts envers le MRAP et d'autres associations antiracistes pour le mot « détail » appliqué à l'ethnocide juif, j'avoue ne pas comprendre l'expression « consentement à l'horrible » employée par les juges, s'appliquant au suffixe.

Etymologiquement, consentir, c'est « tomber d'accord », le consentement étant l'action de favoriser l'accomplissement d'un acte. Il y a le consentement des futurs époux à leur mariage.

Or, je n'ai pas souvenir d'avoir entendu, en aucun moment médiatique, M. Le Pen dire qu'il soit « tombé d'accord » sur l'ethnocide juif : s'il s'est borné à l'« enregistrer » comme un « détail », selon une appréciation aussi contestée que contestable, il ne l'a pas approuvé.

Ces observations ne sont que langages, certes.

Mais si « ce qui se conçoit bien s'énonce clairement », l'attitude du jugement sur le « consentement » est, peut-être, bien conçue, mais, sûr, ment, mal énoncée.

PIERRE BOURGET (Paris.)

GRÈVE

Un arrêt définitif

L'arbitre ne doit pas prendre la place des joueurs, vient de rappeler

AMES

Montesquieu et les Noirs

Pour allécher le public, un de vos annonceurs a prêté à Montesquieu, dans un placard de couleur noire, la formule : « Dieu ne peut pas avoir mis une âme dans un corps noir. » C'est insulter la mémoire de Montesquieu, et scandaliser vos lecteurs, notamment les Africains.

Voici ce qu'a écrit en réalité l'auteur de *L'Esprit des Lois*, dont on connaît les procédés ironiques : « Ceux dont il s'agit sont noirs depuis les pieds jusqu'à la tête ; et ils ont le nez si écrasé qu'il est

la cour d'appel de Paris à propos des grèves du personnel d'Air Inter. Va-t-elle se heurter à la Cour de cassation, comme le redoutent Alain Faujas et Guy Herzig dans le Monde du 29 janvier ? C'est peu probable, compte tenu de la technique juridique particulière utilisée par la Cour de cassation dans son arrêt de principe du 8 juillet 1986.

En effet la Cour de cassation ne s'est pas prononcée sur le fond du litige : elle a décidé que la solution

relevait du pouvoir souverain des « juges du fond » : entendez les juges de référé et les cours d'appel, et qu'à l'avenir elle ne contrôlerait plus l'exercice de ce pouvoir. Ce qui revient à dire en clair que le dernier mot appartient désormais à la cour d'appel. A l'époque cet arrêt avait légitimé une solution de type « Crétail-Bobigny » : il interdisait tout autant aujourd'hui de remettre en cause les deux arrêts de la cour d'appel de Paris.

Si d'aventure un pourvoi en cassation était formé contre ces arrêts, la Cour suprême reproduirait la formule énoncée de façon très solennelle — en assemblée plénière — le 8 juillet 1986.

Aucun conflit donc entre la Cour de cassation et la cour d'appel de Paris. Bien au contraire, la leçon de droit social opportunément infligée aux juges de Crétail et de Bobigny par la cour de Paris n'en prend que plus d'éclat.

PATRICE DE CHARETTE
(rédacteur en chef de Justice, revue du Syndicat de la magistrature).

CONSTANTIN MELNIK

Constantin Melnik

1000 JOURS A MATIGNON

Des révélations explosives...

Gérard Conyeyrou / Europe 1

"Ce livre, c'est à proprement parler de la dynamite. M. Melnik fait sauter la façade, la légende, le mythe gauchistes pour montrer ce qu'il y a derrière".
Philippe Alexandre / RTL

"Le Dieu vivant sonné par un enfant de chœur en a pour tout le monde".
Le Congrès Enchaîné

"Le maître de l'ombre a choisi de dévoiler dans ses mémoires quelques affaires".
L'Evénement du Jeudi

"Constantin Melnik raconte, dévoile, dénude. Terrible!".
La France

GRASSET

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter
du 10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Méry, fondateurs.

Administrateur général :
Bernard Wozniak.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Copédacteur en chef :
Claude Salas.

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)
L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapez LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS PAR MINTEL

36-15 - Tapez LEMONDE, code d'accès ABO
365 jours par an. 24 heures sur 24

Conseil de sécurité des Nations Unies

Le Conseil de sécurité des Nations Unies a tenu, le 5 février, sa 3586^e séance. Elle a été présidée par le représentant de la France, M. Jean-Pierre Giscard d'Estaing. Le Conseil a examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Iran. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Irak. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Liban. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Syrie. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Turquie. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Grèce. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Espagne. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Italie. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en France. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Allemagne. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Belgique. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Pays-Bas. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Royaume-Uni. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Finlande. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Finlande. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Finlande. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Finlande. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Finlande. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Finlande. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Finlande. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Finlande. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Finlande. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Finlande. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Finlande. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Finlande. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Finlande. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Finlande. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Finlande. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Finlande. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Finlande. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Finlande. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Finlande. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Finlande. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Finlande. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Finlande. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Finlande. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Finlande. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Finlande. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Finlande. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Finlande. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Finlande. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Finlande. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Finlande. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Finlande. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Finlande. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Finlande. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Finlande. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Finlande. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Finlande. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Finlande. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Finlande. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Finlande. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Finlande. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Finlande. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Finlande. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Suède. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Danemark. Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, sur la situation en Norvège. Le Conseil a également examiné le

Etranger

L'ONU et la guerre du Golfe

Le Conseil de sécurité élabore une nouvelle résolution prévoyant des sanctions contre l'Iran

NEW-YORK
(Nations unies)
de notre correspondant

Bien que les efforts du Conseil de sécurité concernant les deux principaux dossiers diplomatiques du moment — le Golfe et le Proche-Orient — semblent bloqués, ses cinq membres permanents (Etats-Unis, Union soviétique, Chine, France, Grande-Bretagne) continuent de travailler sur une possible relance du processus de paix entre l'Iran et l'Irak envisagé par la résolution 598, en date du 20 juillet dernier.

Des sources proches du groupe des Cinq confirment que la Grande-Bretagne, tirant les conclusions du refus de l'Iran d'accepter les termes de la résolution déjà adoptée, et s'appuyant sur la volonté affichée par les Cinq de procéder au « deuxième stade » du processus, vient de proposer, il y a quelques jours, un projet de résolution sur l'adoption de sanctions à l'égard de Téhéran.

Le projet comporterait cinq points : 1) reconnaissance explicite du refus de l'Iran de se conformer aux dispositions de la résolution 598 et de la responsabilité des autorités de Téhéran dans la poursuite de la guerre ; 2) décision d'édicter un embargo sur les livraisons de matériel militaire à l'Iran ; 3) création d'un comité de vérification du respect de l'embargo par l'ensemble

des pays membres de l'ONU ; 4) limitation de l'embargo à une période de deux ans ; 5) décision de conserver le dossier sur l'agenda du Conseil de sécurité.

Bien entendu, les membres du Conseil seraient libres d'ajouter d'autres considérations, à condition de ne pas dénaturer le fait essentiel, à savoir que le Conseil considère désormais l'Iran comme la partie qui refuse la paix et que l'embargo, même limité dans le temps, demeure la seule issue envisageable à ce stade de la procédure.

La position soviétique

Bien qu'il s'agisse d'un projet britannique, plusieurs sources affirment que celui-ci tient d'abord compte des opinions très fermes exprimées par la France et les Etats-Unis, qui rejettent clairement la responsabilité de la poursuite des hostilités sur le gouvernement de Téhéran. A l'origine, Londres proposait un texte « mou », tendant à incriminer les deux parties belligérantes (alors que l'Irak a déjà accepté l'ensemble des dispositions de la résolution 598) et laissant la porte ouverte à des interprétations aussi diverses qu'acceptables par l'Union soviétique, principal allié de Téhéran au Conseil de sécurité.

Paris et Washington ayant fait comprendre aux Britanniques que leur texte pourrait, à la rigueur, pas-

ser pour une « fâcheuse coproduction soviéto-britannique », l'ambassadeur Crichton Tickle a fini par se rallier à ses partenaires occidentaux. L'adoption éventuelle de ce deuxième texte sera aussi difficile que fut son élaboration. En effet, plusieurs tactiques se sont fait jour lors des travaux menés en privé par les Cinq, à commencer par celle de l'Union soviétique. Les efforts du Kremlin paraissent centrés sur la présence des flottes occidentales (américaine, française, britannique, allemande et italienne, chargées de protéger les navires battant pavillon de ces cinq pays) dans les eaux internationales du Golfe.

Afin de forcer ces « flottes de l'OTAN » à quitter une « zone ne relevant pas du pacte atlantique », Moscou propose leur remplacement par une force navale neutre, placée sous le commandement des Nations unies. A la suite de demandes répétées de la part des Occidentaux, l'Union soviétique a fini par synthétiser sa proposition en ces termes : 1) il est nécessaire de constituer une force navale dans le golfe Persique ; 2) il convient de déterminer, d'un commun accord, le nombre et le type de navires dont la force sera composée ; 3) les fonctions de cette force devront être clairement définies ; 4) l'élaboration des détails sera confiée aux spécialistes militaires des Nations unies. Après avoir pris connaissance de ces « prévisions » soviétiques, certains diplo-

mates occidentaux auraient conclu que « Moscou se moque de ses partenaires et ne souhaite pas avancer ».

En effet, l'Union soviétique ne cache pas sa volonté d'obliger les Occidentaux à entamer la préparation d'une conférence de paix au Proche-Orient, en échange de concessions dans l'affaire de sanctions à l'égard de l'Iran.

Les représentants chinois, pourtant avertis en confidences, ne cachent pas leur opposition à la poursuite des consultations « à cinq ». Ils soulignent la position particulière de Pékin « représentant des non-alignés au sein des Cinq ». Au sein des dix membres non permanents du Conseil, d'autres Etats pourraient trouver excessive la condamnation directe de l'Iran, pour des raisons qui leur sont propres : l'Algérie, dont la position demeure celle d'un médiateur potentiel ; le Sénégal, qui s'apprête à accueillir le sommet de la conférence islamique et ne souhaite sans doute pas mécontenter les membres non arabes de cette organisation ; l'Allemagne fédérale et l'Italie, favorables à des sanctions simultanées contre les deux parties.

Le texte britannique a été remis aux membres du Conseil, qui se réuniront, dit-on, « dès que l'ensemble des missions concernées auront reçu les instructions de leurs gouvernements ».

CHARLES LESCAUT.

Le raid à la frontière libanaise (deux soldats israéliens tués)

Les Palestiniens de l'extérieur entendent manifester leur solidarité avec ceux des territoires occupés

Un Palestinien du camp de réfugiés de Jahalin, dans la bande de Gaza, est décédé jeudi 4 février des suites de ses blessures, a indiqué le bureau de presse palestinien PPS. Mohammed Badran, trente-quatre ans, avait été blessé par balles le 9 décembre. Un colon israélien de Cisjordanie, en outre, été grièvement blessé à coups de pierres par des Palestiniens jeudi soir. D'autre part, des tracts ont appelé la population palestinienne à observer une grève générale le 8 février. Ces tracts portent l'es-tête « Communiqué n° 6 » et sont signés : « OLP, direction nationale unifiée du soulèvement populaire dans les territoires occupés ».

et s'est soldée par la mort de deux soldats israéliens, est venue confirmer ces craintes. Elle s'est déroulée à quelques kilomètres plus au sud qu'une précédente infiltration, le 19 janvier, près du kibboutz Memara.

Que deux opérations de ce type aient eu lieu en moins d'un mois marque une nette volonté des « organisations de l'extérieur » de manifester leur solidarité — mais aussi leur poids — avec un mouvement, en Cisjordanie et à Gaza, qui a surpris les autorités israéliennes tout comme les responsables de l'OLP.

Une opération de prise d'otages

L'opération — revendiquée par le Fatah — est intervenue dans le secteur oriental de la frontière israélo-libanaise, près du kibboutz Ystah. Selon un communiqué officiel, une patrouille qui longeait la frontière s'est trouvée face à face avec un commando infiltré. Des deux côtés, on a ouvert le feu : deux soldats israéliens ont été tués, un troisième blessé. Un des membres du commando a été tué et un autre capturé. Des armes légères et des missiles ont été trouvés en possession des deux hommes qui, selon un porte-parole militaire, s'apprêtaient à « une opération de prise d'otages ».

Le 19 janvier, lors de l'infiltration près du kibboutz Memara, trois Palestiniens avaient été tués ; un soldat israélien grièvement atteint devait succomber à ses blessures quelques jours plus tard.

Cette série d'opérations à la frontière avait commencé le 25 novembre avec « la nuit des ULM » : lors d'une attaque à laquelle ont participé au moins deux de ces engins, un Palestinien qui s'était posé près d'une base militaire, non loin de Kiriat-Shmoné, avait tué six militaires israéliens avant d'être à son tour mortellement blessé. A en croire certains milieux officiels israéliens, ce raid aérien a suscité l'enthousiasme des jeunes Palestiniens des territoires occupés et, galvanisant leur militantisme, il aurait été un des facteurs à l'origine de la vague de violence que connaissent la Cisjordanie et Gaza depuis le 9 décembre.

ALAIN FRACHON.

Un complot européen

« Des armes pour l'Irak »
de Walter De Bock et Jean-Charles...

Le livre de Walter De Bock et Jean-Charles... raconte l'histoire d'un complot européen pour fournir des armes à l'Irak. L'auteur expose les manœuvres diplomatiques et militaires menées par certains pays européens pour contourner l'embargo des Nations Unies. Il dénonce les intérêts économiques et géopolitiques qui motivent ces actions, ainsi que les risques pour la stabilité régionale et internationale.

La France va vendre des Mirage-2000 à la Jordanie et moderniser sa flotte ancienne de Mirage-F 1

Les Français mettent la dernière main à un contrat avec les Jordaniens pour la livraison d'avions de combat Mirage-2000. Entre les deux pays, les discussions, longtemps difficiles et même hésitantes, durent depuis quelques années, compte tenu d'une offensive commerciale des Britanniques (pour le Tornado) et des Soviétiques (pour leur dernier-né à l'exportation, le Mig-29). Le contrat avec la France porte sur une première tranche de vingt exemplaires du Mirage-2000.

A l'origine, les Jordaniens s'étaient exprimés en faveur du F-16 américain, mais, sous la pression israélienne, le Congrès des Etats-Unis a écarté l'éventualité d'un tel accord qui aurait permis à la Jordanie de disposer d'un appareil déjà commandé par Israël.

Plus récemment, les Britanniques, s'appuyant sur le fait que l'un des bailleurs de fonds de la Jordanie, en la circonstance l'Arabie saoudite, est déjà doté de Tornado, ont proposé à Amman de bécotter de combat qu'ils coproduisent avec l'Allemagne fédérale et l'Italie.

Face à ces deux offres, l'Union soviétique n'est pas demeurée en reste, et, comme pour l'Iraq, qui vient d'en acquiescer, elle a proposé le Mig-29, son avion le plus proche de la technologie occidentale, à des conditions de prix et de prêt à long terme particulièrement attractives pour la Jordanie. Les Américains ont répliqué ce message de suspens de leur assistance militaire aux Jordaniens, qui comprend la logistique des missiles antiaériens Hawk, des avions F-5 ou des chars de combat.

Première commande depuis deux ans

Après de longues conversations pleines de péripéties et de rebondissements, les Français et les Jordaniens sont en passe d'achever la rédaction d'un accord, qui, en réalité, ira plus loin que la seule vente à Amman de Mirage-2000, puisqu'il inclura aussi un engagement de la France à rénover les anciens Mirage-F1. Le premier ministre français et le roi Hussein en ont annoncé, jeudi soir 4 février, le principe, qui fait de la Jordanie la première commande à l'exportation de Mirage-2000 depuis deux ans.

La première partie de l'accord consiste en la commande d'une première tranche de vingt Mirage-2000 et, dans deux ans, en celle de vingt autres exemplaires.

La seconde partie du même accord fait participer l'industrie aéronautique française à la rénovation des Mirage-F1 commandés, il y a une décennie, par la Jordanie. Le contrat avait porté sur quarante appareils, dont trente-deux exemplaires seraient, aujourd'hui, encore,

en service dans des escadrons opérationnels de l'armée de l'air jordanienne. Le projet franco-jordanien permettra de confier à ces Mirage-F1, qui ont essentiellement des capacités d'interception aérienne, une aptitude au combat air-sol et à servir dans des opérations tactiques.

Devenus multirôles, les Mirage-F1 jordaniens seraient d'un emploi comparable à celui que les Irakiens ont donné, dans le Golfe, à leurs propres Mirage-F1. C'est même vraisemblablement l'expérience irakienne de transformation des Mirage-F1 qui a inspiré la Jordanie.

Le même souci guide du reste l'armée de l'air française, qui a découvert les performances air-sol du Mirage-F1, avec la version CR

de reconnaissance tactique de ses Mirage-F1-CR basés normalement à Strasbourg. C'est pourquoi l'état-major français envisage, lui aussi, de disposer de six Mirage-F1 dans ses forces aériennes tactiques.

Par avance, dans les milieux compétents en France, on estime que la commande jordanienne de Mirage-2000 ne devrait pas inquiéter l'armée israélienne si, en se concluant, elle procurait à l'aviation jordanienne un atout supplémentaire dans le domaine de l'attaque au sol. Les Israéliens connaissent assez bien les performances des Mirage en combat et, en particulier, ils pourraient avoir une idée précise des capacités de contre-mesures de guerre électronique à leur bord.

JACQUES ISNARD.

MM. Mitterrand et Chirac renouvellent leur soutien au projet de conférence internationale sur le Proche-Orient

La visite du roi Hussein de Jordanie à Paris, où il avait été précédé en début de semaine par le président Mitterrand, a donné l'occasion, le jeudi 4 février, tant à M. Mitterrand qu'à M. Chirac, de rappeler le soutien français à une conférence internationale de paix au Proche-Orient.

« Le message de la situation, dans les graves événements survenus ces dernières semaines en Cisjordanie et à Gaza, est l'expression, rappelle-t-il, d'un espoir de solution juste à tous les peuples de cette région et donc de continuer à œuvrer, malgré les obstacles, à la réunion d'une conférence internationale », a indiqué M. Mitterrand au lendemain de ses entretiens avec le roi Hussein.

M. Chirac, dont le souverain était l'hôte à dîner jeudi soir, a critiqué la position américaine sur le sujet,

déplorant le veto des Etats-Unis à un projet de résolution du Conseil de sécurité des Nations unies destiné à préparer le terrain à une telle conférence internationale. Il s'agit, a-t-il dit, d'une « mauvaise appréciation des choses de la part des Etats-Unis ».

Pour sa part, le roi Hussein, qui devait quitter Paris vendredi pour l'Autriche avant de rencontrer, le 8 février à Bonn, les ministres des affaires étrangères de la CEE, a déclaré ignorer « ce qu'est le dernier plan américain » et a souligné qu'il « ne participerait jamais à des conversations sur l'autonomie des territoires occupés car il est clair que le lien pour l'examen de pareilles questions est la conférence internationale, dans le cadre des résolutions 338 et 242 du Conseil de sécurité ».

Le Monde

Publicité pour Le Monde, incluant des informations sur les abonnements et les services offerts.

Publicité pour Fiction & Cie, présentant une collection de livres et de portraits d'auteurs.

FICTION & CIE

Portraits et titres de livres : Bertrand Vieage Angelica, Michel Deguy La poésie n'est pas seule, Thomas Pynchon L'arc-en-ciel de la gravité, Jacques Derrida Signéponge.

Editions du Seuil

Proche-Orient

La croix des coptes

(Suite de la première page.)

En effet, les grands coups de foudre qui ont fini en 1981 par abattre Sadate continuent périodiquement d'embraser l'Université, au Caire ou à Assiout (1).

Assiout, précisément (400 000 habitants au centre du pays) veut dire « gardienne des frontières ». En développant cette ville, en y construisant une université, Nasser avait voulu endiguer l'exode vers Le Caire. Villages couverts, grands propriétaires fonciers : Assiout était autrefois un bastion de la chrétienté. Il n'en reste plus que des ombres poussiéreuses.

A légère majorité musulmane, la ville est hétéroclite de minorités, œuvre du gouverneur Mohamed Ouanan Ismail. C'est lui qui, à la faveur d'expropriations massives, a entrepris la construction d'un complexe islamique de 90 hectares, extension de l'université El-Azhar du Caire, capable d'accueillir plusieurs milliers d'étudiants, mais fermée aux musulmans. « Ce sera la *Madrasa Fide de l'islam* », dit un prêtre, faisant allusion à la célèbre congrégation romaine d'où sont parties des générations de missionnaires catholiques dans tous les continents.

Mais depuis plusieurs années déjà, à l'université laïque d'Assiout comme au Caire, des étudiants chrétiens se plaignent régulièrement d'être les victimes d'examinateurs islamistes et de militants extrémistes qui, au début des cours, s'emparent de micros et lancent des slogans politiques et religieux. En cinquième année de médecine, sur cent soixante étudiants, une centaine sont voilés, certaines gantées : « Elles nous évitent », raconte un chrétien, « dans l'emploi occupé ostensiblement les premiers rangs ». Des étudiants musulmans paient le professeur, en travaux pratiques de gynécologie, pour éviter d'avoir à examiner une femme. Des enseignants chrétiens sont boycottés, et toute conversion fille-garçon interrompue par des « barbus ».

« Vous n'avez qu'à changer de nom », s'entendent répondre les étudiants chrétiens, à qui certains grades universitaires seraient accessibles, comme les candidats malheureux à un emploi ou à un logement victimes, eux aussi, de la « préférence musulmane ». Tel évêque orthodoxe, telle religieuse catholique, dignes de foi, disent qu'ils se font désormais insulter dans la rue.

A Minieh, autre ville de Haute-Egypte de souche copte, le siège d'une association mixte de jeunes chrétiens a été récemment investi par des adolescents porteurs de chaînes de vélo. Des pierres ont été jetées contre un bateau de touristes en rade sur le Nil. L'école des jésuites porte encore les traces d'un cocktail Molotov lancé le Jour de l'an. Pas loin de là, à Ghanayem, une librairie chrétienne a été saccagée.

« Tout peut arriver, mais j'ai bon espoir que rien n'arrive » : dans son évêché, militairement gardé comme tous ceux du pays, Mgr Antonios Naguib, évêque copte-catholique de Minieh, traduit l'impression générale.

Plus au sud encore, à Hagaza, la petite église copte menace ruine. L'icône est rongée par les vers. Le permis de reconstruction a été délivré, mais dans cette ville de cinquante mille habitants, où les chrétiens ne sont que deux mille et où la directrice de l'école copte ne peut sortir que voilée, le démarrage des travaux est impossible à cause de la proximité de la mosquée. Toute construction d'église est soumise à un décret du président de la République. « On obtient toujours le permis, dit un prêtre, mais dès qu'on badgeonne un mur et qu'on plante un clou, les tracasseries commencent ».

Fraternisation

Plus que tel incident précis — et souvent grossi — c'est le climat général du pays, créé par les prêches des mosquées, les publications islamistes, les appels, même limités, à l'application de la *charia* (loi islamique), qui explique l'inquiétude des communautés chrétiennes, le mouvement puissamment amorcé de conversion à l'islam (douze mille par an, de source catholique) et un début de reprise de l'émigration copte.

Le sentiment d'isolement et d'insécurité n'est cependant pas partagé par tous les chrétiens. « L'islamisation de la société égyptienne est un phénomène très marginal et la peur de la communauté chrétienne tout à fait exagérée », assure l'un des trois membres chrétiens du gouvernement.

Une poignée de coptes et de musulmans fait même profession de foi de maintenir envers et contre tout un dialogue interconfessionnel. « Ce n'est pas la première fois qu'on essaie de nous diviser. Mais les balles anglaises, hier, ne distinguent pas entre les chrétiens et les musulmans ! », dit au Caire le docteur Abdou Sallam, fondateur d'une association La Fraternité religieuse qui réunit à parité des représentants qualifiés des deux confessions. Hélas ! sans influence.

Dans les villages de Haute-Egypte, les expériences de fraternisation ne sont pas rares. L'Association chrétienne de Haute-Egypte qui, bien avant l'envoie scolaire sous Nasser, a joué un rôle de pionnier dans l'insurrection du pays, accueille encore 25 % d'élèves musulmans dans ses trente-huit écoles primaires (2).

A Bouci, village près d'Assiout, le curé fait le jeûne de ramadan avec les familles musulmanes, les traces d'un cocktail Molotov lancé le Jour de l'an. Pas loin de là, à Ghanayem, une librairie chrétienne a été saccagée.

pas concerné par les barbus d'Assiout, dit-il. On veut nous diviser parce que nous sommes un peuple de pauvres et d'analphabètes, mais ceux qui veulent libérer l'Egypte font fausse route. Leurs idées sont totalement étrangères à nos traditions ».

Une nouvelle génération de talks ?

Du pape Chénouda III à M. Boutros-Ghali, ministre d'Etat aux affaires étrangères, en passant par un nombre croissant de personnalités chrétiennes, l'espoir est mis dans une participation plus grande des coptes à la vie politique, sociale, professionnelle du pays. Pour cela, il faudrait que se reconstitue l'élite copte, si active avant Nasser.



En participant à la Révolution de 1919, en soutenant à ses débuts le nationalisme nassérien, les dirigeants coptes avaient d'une certaine manière voulu encourager la « sécularisation » d'un pays qui, face à la pression de l'islam, devenait la principale garantie de leur existence. Les laïcs se sont découragés à l'époque de Nasser, marquée déjà par des mesures antichrétiennes comme l'interdiction aux non-musulmans d'enseigner l'arabe. En disparaissant de la scène, ils ont laissé le champ libre aux chefs ecclésiastiques.

La laïcité redevient un débat à la mode en Égypte. Pour certains intellectuels, elle est le planche de salut. Un avocat musulman, M. Farag Foda, en fait même le point fort d'un nouveau parti d'opposition qui préconise le retrait complet des forces religieuses du champ politique et social. Mais ce débat est déjà dépassé pour ceux qui se demandent comme l'écrivain Magdi Wahba, unique chrétien à l'Académie de langue arabe du Caire, si l'Égypte ne devra pas un jour, pour expurger ses vieux démons, en passer par l'expérience islamique.

Plus que la passivité ou la résignation, le principal danger qui, à terme, menace la communauté chrétienne est, peut-être, la perte d'un certain enracinement de la foi. Les maisons coptes sont les reliques d'images de la Sainte Vierge et du Sacré-Cœur. Un renouveau de la

participation aux liturgies et aux écoles du dimanche est attesté par les chiffres fournis par les Églises. Les séminaires et les monastères n'auraient jamais été aussi pleins.

Mais quand se construit une église, s'élèvent cent mosquées. Les coptes ne sont plus comme hier les chefs et les conseillers des villages. Ils sont pauvres et modestement formés. Les évêques sont arrochés sur leurs vieilles traditions et divaguent. Les liturgies sont toujours aussi belles et fastueuses, mais aussi longues — cinq heures pour un Vendredi saint — et découragent parfois les jeunes.

Dans l'impossibilité de divorcer, des hommes passent à l'islam pour pouvoir « répudier » leur femme. Un certain syncrétisme guette les enfants qui continuent de se signer ou de se faire tatouer le bras d'une croix copte, mais fredonnent les chants musulmans que diffusent inlassablement les radios.

Il y a vingt ans, les chefs des Églises chrétiennes s'ignoraient superbement. Sans cas isolés, ils se parlaient aujourd'hui et se rendent visite, mais un fossé d'incompréhension sépare encore. De loin les plus puissants, les orthodoxes obligent, avant un mariage mixte, un conjoint catholique ou protestant à se faire à nouveau baptiser dans leur rite. L'intercommunion reste interdite.

En reconstruisant Paul VI en 1973, Chénouda III avait été le premier patriarche d'Alexandrie à se rendre à Rome depuis la rupture du cinquième siècle (concile de Chalcedoine en 451). Alors que plus aucune différence doctrinale sérieuse ne les oppose, le dialogue théologique entre orthodoxes et catholiques se résume pour le moment à des passes d'armes sur le Purgatoire ou la procession du Saint-Esprit... Les défis de la société égyptienne — montée de l'islam, sous-développement, pression démographique (3), promotion féminine — méritent infiniment mieux.

HENRI TINCO.

(1) Les musulmans (sunnites) représentent 92 % de la population. Les chrétiens orthodoxes sont environ 8 millions. Conduits par le nouveau patriarche Stephanos II (Mgr Andros Ghattas), les coptes-catholiques sont de l'ordre de cent cinquante mille. L'ensemble des démoscristiens protestants (presbytériens-réformés, pentecôtistes, anglicans, méthodistes, etc.) représente à peu près deux cent mille baptisés.

(2) Fondée en 1941, l'Association chrétienne de Haute-Egypte scolaire douze mille huit cents élèves et soutient de nombreux projets de développement (sané, promotion féminine, développement rural) en collaboration avec une trentaine d'organisations non gouvernementales de développement dans le monde (avec en France le Comité catholique contre la faim et pour le développement), A.C.H.E., 85, avenue Ramée, Le Caire.

(3) Il naît un million d'Égyptiens tous les huit mois. La population est de 52 millions d'habitants, contre 14 millions en 1945.

Amériques

NICARAGUA : le rejet par le Congrès américain de l'aide à la Contra

Les sandinistes expriment un soulagement mitigé

Le président Reagan s'est déclaré jeudi 4 février « très déçu » après le refus de la Chambre des représentants d'accorder de nouveaux crédits aux rebelles nicaraguayens de la Contra. Le chef de la Maison Blanche a cependant lancé cet avertissement : « Le régime communiste de Managua ne devrait pas interpréter le vote de la Chambre comme le signe qu'il peut revenir sur l'application des engagements contractés aux termes de l'accord de paix », signé en août dernier par cinq chefs d'États d'Amérique centrale. Mince consolation pour M. Reagan : le Sénat s'est prononcé jeudi soir, par 51 voix contre 48, pour son projet d'aide à la Contra. Mais ce vote a une portée toute symbolique du fait du rejet exprimé, la veille, par la Chambre des représentants. Pour être adoptée, l'aide aurait dû être approuvée par les deux Chambres du Congrès.

MANAGUA de notre correspondant en Amérique centrale

« La guerre continue », a déclaré, jeudi, le président nicaraguayen, M. Daniel Ortega, au cours d'une conférence de presse, à la suite du refus du Congrès des États-Unis.

Partiellement soulagé par ce vote, qui crée un certain « espoir » et devrait « contribuer à l'établissement de relations de respect entre le Nicaragua et les États-Unis », M. Ortega a cependant souligné que « deux cent onze représentants avaient voté en faveur de la poursuite de la guerre » en appuyant la demande de nouveaux crédits en faveur de la Contra (le projet d'aide n'a été rejeté que par 219 voix contre 211).

« Nous ne baisserons pas la garde », a ajouté M. Ortega. Toutefois, il a réitéré sa demande d'un « dialogue direct » avec Washington « pour négocier les questions de sécurité mutuelle » en tenant compte des intérêts stratégiques des États-Unis (départ des conseillers militaires étrangers en Amérique centrale, engagement de ne pas autoriser l'installation de bases étrangères, limitation des armements dans la région, etc.).

Au cours des derniers jours, toutes les organisations de masse et la presse officielle avaient concentré leurs énergies pour dénoncer le projet d'aide du président Reagan, tandis que M. Ortega faisait une tournée européenne (Espagne, Vatican, Norvège et Suède) pour chercher des appuis de dernière minute. Les dirigeants sandinistes s'étaient préparés en prévision d'un vote du Congrès en faveur de la Contra. Une grande manifestation était prévue à Managua, et il a donc fallu l'annuler. M. Ortega semblait lui-même un peu surpris par les résultats du vote, ce qui explique le ton plutôt pessimiste de ses propos. La presse officielle a exprimé une satisfaction étonnamment modérée.

« Nous constatons », a déclaré M. Ortega, que le président Reagan cherche déjà de nouvelles formules pour continuer la guerre. Il fait ainsi allusion au projet d'aide « humanitaire » en faveur des rebelles, préparé par les démocrates du Congrès, rappelant qu'il n'était pas opposé à cette forme d'assistance « à condition qu'elle serve à réintégrer les « contras » dans la vie civile ».

Il a confirmé que la deuxième phase du dialogue avec les luteristes (la première a eu lieu au Costa-Rica à la fin janvier) aurait lieu, comme prévu, à Guatemala le 10 février et que les discussions seraient limitées strictement aux modalités d'un cessez-le-feu. Les rebelles veulent aborder les questions politiques qui, selon eux, sont à l'origine de la guerre déclenchée en 1982. M. Ortega a également invité les quinze partis de l'opposition légale à renouer le « dialogue » interrompu en décembre, à la suite du refus du gouvernement de négocier un projet de réforme en profondeur de la Constitution. Ces partis ont réagi jeudi en annonçant qu'ils ne participeraient pas au dialogue tant que les sandinistes maintiendraient leur position sur ce point.

L'opposition politique a réagi avec prudence au vote du Congrès : aucun de ses dirigeants n'a pris le risque de dire publiquement qu'il regretterait le résultat du vote. En privé, certains dirigeants n'hésitent pourtant pas à reconnaître que l'affaiblissement de l'opposition armée pourrait avoir des répercussions négatives pour l'opposition interne. « Nous venons de perdre la protection relative que nous avions grâce aux « contras », nous a dit l'un d'eux. Mais il est vrai aussi qu'un vote positif du Congrès aurait déclenché une vague de répression immédiate contre nous. Les sandinistes vont d'abord en finir avec les contras : pour s'attaquer ensuite à nous ».

Le quotidien d'opposition *la Prensa* estime que le vote du Congrès est l'occasion de mettre les sandinistes au défi : « La balle est dans leur camp, ils ne peuvent plus reculer », écrit le journal.

BERTRAND DE LA GRANGE.

■ ÉTATS-UNIS : le Sénat confirme la nomination du juge Kennedy. — A l'unanimité, les sénateurs ont approuvé, le 4 février, la nomination à la Cour suprême du juge Anthony Kennedy, cinquante et un ans, considéré comme un conservateur modéré. M. Kennedy était le troisième choix du président Ronald Reagan pour ce poste vacant depuis juin dernier à la suite de la démission du juge Lewis Powell. Deux tentatives de M. Reagan de nommer un juge plus conservateur avaient échoué l'an dernier, au grand embarras du président. — (AFP.)

Les sages-femmes de Bayadeya

BAYADEYA de notre envoyé spécial

Ne cherchez pas Bayadeya sur la carte, vous ne la trouverez pas. Ce village de Haute-Egypte compte dix-huit mille âmes et les enfants y sont, dit Yousef, le vieux poète local, « plus nombreux que les étoiles dans le ciel ». Les coptes coptes sont toujours les poignants et les peints à l'entrée des maisons. Car Bayadeya est un village entièrement chrétien. Une citadelle de la foi copte. Héritage des temps de persécution, il vit quasiment reclus, sans administration, à l'écart des routes asphaltées et presque de la civilisation.

Elles s'appellent Samia, Afaf, Rasmia, Saida, Hanyia. Leurs maris sont tous partis travailler au Koweït, en Arabie saoudite, en Irak. Quand ils reviennent au pays, c'est pour leur faire des enfants. Bayadeya est gouverné par les oncles et par les sages-femmes.

De peur du « mauvais œil », celles-ci viennent les mains vides pour l'accouchement, qui se fait encore en position accroupie et en public. Le cordon ombilical est tranché avec la lame de rasoir achetée chez le barbier du coin. Un enfant sur quatre meurt du tétanos néo-natal. Il est enterré, à même le sol en terre battue de la maison, dans une sorte de jarre remplie de sel.

S'il ne meurt pas de tétanos, ce sera de dysenterie, de déshydratation, de manque de lait, de brûlures provoquées par les feux de fortune qui, les nuits d'hiver, embrasent les villages. Pour conjurer le mauvais sort, on ne doit pas tuer d'animal pendant la semaine suivant la naissance, y

compris les cafards, les moustiques, les mouches, les rats qui dans les maisons en pite, en brique ou dans les nids de maïs et de sucre séchées sur le toit, s'en donnent à cœur joie.

La moyenne des familles est de sept à huit enfants, mais celle des grossesses d'une vingtaine par mère. L'enfant vivra si l'eau de son premier bain a été jetée sous un palmier ou s'il a été éloigné chez une nourrice pendant ses huit premiers jours, une chienne meuble venant alors soulager les montées de lait de la maman.

L'un des premiers gestes de l'enfant, le matin, est d'aller chercher, par les chemins éventaillés, les excréments de bétail qui, séchés, serviront à la cuisson de la galette de maïs et de blé. Celle-ci est le nourriture de base, relevée par du fromage et, un ou deux jours par semaine, par du riz et des fèves. De grands adolescents ont des mines d'enfants de huit ans. Leurs mains chassent les mouches. Leurs blouses d'écolier cachent des vêtements déchirés et poisseux. A force de sucer les cannes à sucre, pour épaisir la faim, seules leurs dents sont éclatantes.

Les fées du logis

Les jeunes filles, les femmes, dans leur *muhababa* noires dont elles enveloppent leurs bébés, vieillissent précocement, ne connaissent pas leur âge. Ou plutôt on le leur a caché. Car l'État et les Églises interdisent le mariage à moins de quinze ans, mais la loi est régulièrement enfreinte. Dans les petites classes de l'école chrétienne, des filles de dix et neuf ans ont déjà à l'oreille le penda-

tif doré annonçant qu'elles sont fiancées. Elles découvrent leur futur mari devant le bijoutier chargé de la transaction dont elles ont le droit. Le montant de la dot était de 30 livres égyptiennes il y a trente ans. C'est aujourd'hui de 1 500. L'inflation oblige. Le salaire minimum dans le pays n'atteint pas 50 livres par mois.

Il n'y a pas d'eau courante et c'est dans le Nil qu'à tour de rôle, se baignent les hommes et les femmes, qu'on lave tout à la fois la vaisselle, le linge et le bétail. Grâce au barrage d'Assouan, l'électricité est arrivée il y a cinq ans jusqu'à Bayadeya. Alors les hommes ramènent du Koweït la télévision, le magnétoscope, le climatiseur, nouvelles fées du logis dans ces maisons sans lit, sans table, sans chaise et que l'on pose à même le sol, entre des montagnes de débris et le fourrage du bétail.

Un habitant seulement sur dix, à Bayadeya, sait lire et écrire. Les sons, l'alphabetisation, les cours primaires sont donnés par des religieuses du Sacré-Cœur et des frères des écoles chrétiennes. Dans un garage, une quarantaine de jeunes filles suivent pour la première fois des cours dits de promotion féminine : hygiène, coupe, couture, lecture, écriture, catéchisme et contrôle des naissances. Les religieuses leur parlent de la pilule, en donnent à leur mère. La hiérarchie ferme les yeux : « L'Église donne des principes, dit un évêque, elle ne regarde pas dans le détail ». Ce n'est qu'un début de prise de conscience, lente, patiente, pour faire face à la pression sociale et coutumière.

H.T.

■ Un million pour les réfugiés libanais. — Au cours d'une cérémonie au Sénat, en présence d'un tiers de la majorité et de l'opposition, vient d'être mis en place, sous la présidence de M. Alain Poirer, un comité de soutien à la Fondation (libanaise) de solidarité sociale. Créée en 1987 à Beyrouth à l'initiative des Forces libanaises (chrétiennes), cette fondation se propose d'« aider cent mille familles de déplacés de toutes confessions » : elle vient de réunir, à travers le comité de soutien français, près de 1 million de francs provenant de la mairie de Paris (800 000 francs) et de diverses autres municipalités, de SOS-Christiens du Liban (100 000 francs), de Midi-Phénicie et de plusieurs autres associations humanitaires. (Comité de soutien à la FSS, 4, rue Auguste-Perret, 75013 Paris.)

■ La mission de M. Bitterlin. — M. Bitterlin, président de l'Association de solidarité franco-arabe, devait quitter Beyrouth, le vendredi 5 février, après plus de quatre jours de négociations sans résultat avec le groupe d'Abou Nidal qui détient toujours en otages huit passagers français et belges du bateau *Sico*, dont l'arraisonnement avait été annoncé le 8 novembre dernier.

« La décision de libérer sans condition les deux petites filles de M^{lle} Valérie, Virginie et Marie-Laure, tient toujours, nous a affirmé M. Bitterlin, mais leur mère ne veut pas se séparer d'elles. » (Corresp.)

GOLFE : NAISSANCE

D'UNE PUISSANCE CCG... Derrière cette abréviation se profile une nouvelle entité homogène, qui rassemble six États de la péninsule arabique : le Conseil de coopération du Golfe. Yasser Hawary, ministre égyptien et souligne le rôle régional éminent de cette confédération.

Dans le numéro de février d'ARABIES, en kiosque et en librairie 78, rue Jouffroy, 75017 Paris

Revue d'études Palestiniennes

AU SOMMAIRE DU N° 26

ILAN HALEVI
Hypocrisies : du bon usage du révisionnismeGERMAIN AYACHE
La minorité juive dans le Maroc précolonialSAMI MUSALLAM
L'Europe et la paix au Proche-OrientIBRAHIM ABU LUGHOD
L'opinion publique américaine et la PalestinePHILIPPE CARDINAL
La Bible et l'ArabieDossier
Le terrorisme d'État israélien en mer

Le N° 55 F - Abonnement 1 an (quatre numéros), 180 F
Étudiants (sur justification), 155 F
Réglement au nom des Éditions de Minuit (CCP Paris 180-437)

Revue trimestrielle publiée par l'Institut des Études palestiniennes
Diffusion : les Éditions de Minuit 7 rue Bernard Palissy 75006 Paris

مكتبة الأمل

Amériques

PARAGUAY : le rejet par le Congrès de l'aide à la Commission

Les sandinistes expriment un soulagement mitigé

Le président Reagan s'est déclaré prêt à fournir des armes à la Commission de l'Amérique centrale. Les sandinistes ont cependant refusé de recevoir ces armes. Ils ont déclaré que si le Congrès américain ne leur fournit pas d'armes, ils ne pourront pas continuer leur lutte.

Le Congrès américain a rejeté l'aide à la Commission de l'Amérique centrale. Les sandinistes ont exprimé un soulagement mitigé.

Le Congrès américain a rejeté l'aide à la Commission de l'Amérique centrale. Les sandinistes ont exprimé un soulagement mitigé.

Le Congrès américain a rejeté l'aide à la Commission de l'Amérique centrale. Les sandinistes ont exprimé un soulagement mitigé.

Le Congrès américain a rejeté l'aide à la Commission de l'Amérique centrale. Les sandinistes ont exprimé un soulagement mitigé.

Le Congrès américain a rejeté l'aide à la Commission de l'Amérique centrale. Les sandinistes ont exprimé un soulagement mitigé.

Le Congrès américain a rejeté l'aide à la Commission de l'Amérique centrale. Les sandinistes ont exprimé un soulagement mitigé.

Le Congrès américain a rejeté l'aide à la Commission de l'Amérique centrale. Les sandinistes ont exprimé un soulagement mitigé.

Le Congrès américain a rejeté l'aide à la Commission de l'Amérique centrale. Les sandinistes ont exprimé un soulagement mitigé.

Le Congrès américain a rejeté l'aide à la Commission de l'Amérique centrale. Les sandinistes ont exprimé un soulagement mitigé.

Le Congrès américain a rejeté l'aide à la Commission de l'Amérique centrale. Les sandinistes ont exprimé un soulagement mitigé.

Le Congrès américain a rejeté l'aide à la Commission de l'Amérique centrale. Les sandinistes ont exprimé un soulagement mitigé.

Le Congrès américain a rejeté l'aide à la Commission de l'Amérique centrale. Les sandinistes ont exprimé un soulagement mitigé.

Le Congrès américain a rejeté l'aide à la Commission de l'Amérique centrale. Les sandinistes ont exprimé un soulagement mitigé.

Le Congrès américain a rejeté l'aide à la Commission de l'Amérique centrale. Les sandinistes ont exprimé un soulagement mitigé.

Le Congrès américain a rejeté l'aide à la Commission de l'Amérique centrale. Les sandinistes ont exprimé un soulagement mitigé.

Le Congrès américain a rejeté l'aide à la Commission de l'Amérique centrale. Les sandinistes ont exprimé un soulagement mitigé.

Le Congrès américain a rejeté l'aide à la Commission de l'Amérique centrale. Les sandinistes ont exprimé un soulagement mitigé.

Le Congrès américain a rejeté l'aide à la Commission de l'Amérique centrale. Les sandinistes ont exprimé un soulagement mitigé.

Le Congrès américain a rejeté l'aide à la Commission de l'Amérique centrale. Les sandinistes ont exprimé un soulagement mitigé.

Le Congrès américain a rejeté l'aide à la Commission de l'Amérique centrale. Les sandinistes ont exprimé un soulagement mitigé.

Le Congrès américain a rejeté l'aide à la Commission de l'Amérique centrale. Les sandinistes ont exprimé un soulagement mitigé.

Le Congrès américain a rejeté l'aide à la Commission de l'Amérique centrale. Les sandinistes ont exprimé un soulagement mitigé.

Le Congrès américain a rejeté l'aide à la Commission de l'Amérique centrale. Les sandinistes ont exprimé un soulagement mitigé.

Le Congrès américain a rejeté l'aide à la Commission de l'Amérique centrale. Les sandinistes ont exprimé un soulagement mitigé.

Le Congrès américain a rejeté l'aide à la Commission de l'Amérique centrale. Les sandinistes ont exprimé un soulagement mitigé.

Le Congrès américain a rejeté l'aide à la Commission de l'Amérique centrale. Les sandinistes ont exprimé un soulagement mitigé.

Le Congrès américain a rejeté l'aide à la Commission de l'Amérique centrale. Les sandinistes ont exprimé un soulagement mitigé.

Le Congrès américain a rejeté l'aide à la Commission de l'Amérique centrale. Les sandinistes ont exprimé un soulagement mitigé.

Le Congrès américain a rejeté l'aide à la Commission de l'Amérique centrale. Les sandinistes ont exprimé un soulagement mitigé.

Le Congrès américain a rejeté l'aide à la Commission de l'Amérique centrale. Les sandinistes ont exprimé un soulagement mitigé.

Europe

CHYPRE : l'élection présidentielle du 14 février

M. Spyros Kyprianou aura du mal à obtenir un troisième mandat

NICOSIE de notre correspondant

Nal ne s'aventure à Chypre à prédire qui sortira vainqueur de l'élection présidentielle du 14 février. Pour la première fois depuis l'indépendance de l'île en 1960, le jeu est complètement ouvert. Trois des quatre candidats qui se disputent les voix de quelque trois cent cinquante mille électeurs sont susceptibles d'accéder à la magistrature suprême. Un deuxième tour le 21 février - c'est aussi une nouveauté - sera nécessaire pour désigner le gagnant.

Le président Spyros Kyprianou, qui avait été élu en 1983 avec 56,54 % des voix et le soutien du parti communiste Akel, aura cette fois beaucoup de mal à obtenir un mandat pour la troisième fois consécutive. En effet, les communistes, qui représentent environ 30 % de l'électorat, ont décidé cette année d'apporter leur appui à un candidat indépendant, M. Georges Vassiliou, économiste et homme d'affaires. Seul candidat nouveau de cette campagne, il représente la grande inconnue. Les deux autres personnalités en lice, qui s'étaient déjà présentées en 1983, sont M. Glavcos Cléridis, président du Rassemblement démocratique (droite conservatrice), et M. Vassos Lyssaridès, dirigeant du parti socialiste EDEK et président de l'Assemblée nationale. Si les chances de M. Lyssaridès, qui avait obtenu moins de 10 % des voix à l'élection de 1983, et dont le parti avait recueilli moins de 10 % également aux législatives de 1985, sont minimes, le report des voix de son électorat au deuxième tour ne sera pas négligeable. Le vieux leader socialiste - soixante-huit ans - a cependant le handicap de la « voix perdue » : dans la mesure où l'accolade de M. Cléridis au deuxième tour est considérée comme la plus probable par les analystes politiques, le choix réel ne réside qu'entre le président sortant et M. Vassiliou pour s'opposer à lui au deuxième tour.

M. Kyprianou se heurte aux tirs croisés de ses trois adversaires, qui lui reprochent en bloc son attentisme sur le problème de la partition de l'île ainsi que des affaires de corruption et de clientélisme au sein de son parti DIKO. Le président fait

campagne sur le thème de l'expérience acquise, du refus de l'inconnu. Le fait qu'il soit au pouvoir et rompu aux luttes électorales, constitue pour lui un indéniable avantage, comme celui de se présenter comme l'ancien collaborateur de l'archevêque Makarios, le père de l'indépendance. La deuxième crise cardiaque dont il a été victime en novembre dernier ne semble pas en tout cas avoir beaucoup troublé son électorat.

Le problème national

A l'inverse, M. Vassiliou se veut l'homme du changement, du « souffle nouveau ». Depuis septembre dernier ses affiches recouvrent toute l'île, et pour se faire connaître est homme de cinquante-sept ans, manager polyglotte - il parle, outre le grec, l'anglais, le français, le russe, l'allemand et l'italien, - n'a pas hésité à faire la tournée de tous les villages pour s'adresser directement à un électorat dont le conservatisme le porte peu à faire confiance à la nouveauté. Outre le soutien du parti communiste, M. Vassiliou a obtenu l'appui de quelques personnalités connues, dont d'anciens collaborateurs de Mgr Makarios.

Le problème national, c'est-à-dire la division de l'île, l'occupation par les troupes turques et la proclamation de l'indépendance de la partie nord de Chypre (reconnue uniquement par Ankara), constitue bien évidemment un thème central de la campagne. Mais, si tous les candidats sont d'accord pour proclamer leur volonté d'aboutir à la réunification de l'île, la constitution d'une fédération et le retour des réfugiés dans leurs foyers, les moyens pour y parvenir divergent. MM. Kyprianou et Cléridis refusent des négociations avant le départ des troupes et des colons turcs. D'autres, comme M. Vassiliou, pensent que l'on peut se montrer plus souple pour l'ouverture des discussions. En fait, chacun a conscience que le temps joue contre la réunification et que la coupe depuis quatorze ans bientôt de l'île risque de devenir un fait accompli et d'éloigner encore un peu plus les Chypriotes turcs des Chypriotes grecs. Comme le souligne un proche de M. Vassiliou, les jeunes ne se connaissent plus et n'auront bientôt plus rien à se dire.

Tous les candidats veulent relancer les négociations pour remettre le problème chypriote à l'ordre du jour international, sans toutefois expri-

mer clairement leur façon de le faire. Pour aborder cette question fondamentale, M. Cléridis a déjà déclaré son intention de former, une fois élu, un gouvernement d'unité nationale qui regrouperait des représentants de tous les partis, au prorata des voix obtenues lors des législatives. Pour sa part, M. Vassiliou préfère un gouvernement d'union, formé d'hommes compétents venus d'horizons différents, mais pas forcément délégués par leur parti. Les trois candidats reprochent en tout cas à M. Kyprianou d'avoir pratiquement enterré le « conseil national », dont le rôle, affirmé-ils, était essentiel pour représenter l'opinion de Chypre sur la scène internationale.

Cette campagne présidentielle s'est largement déroulée jusqu'à présent sans moyens d'informations audiovisuels du fait de la grève de la radio et de la télévision. Une affaire devenue politique, dans la mesure où les candidats d'opposition rejettent sur l'intransigence du gouvernement la responsabilité de cette grève. Ils l'accusent de vouloir ainsi priver les candidats des moyens d'expression nationaux.

FRANÇOISE CHIPAUX.

URSS

Les activités privées ne sont pas autorisées dans l'édition confirme-t-on à Moscou

MOSCOU de notre envoyée spéciale

La « glasnost » et la nouvelle législation encourageant le travail privé en Union soviétique n'ont pas jusqu'à permis l'éclatement de maisons d'édition coopératives qui fonctionneraient indépendamment des éditions d'Etat : c'est ce qui ressort de décisions communiquées récemment à des citoyens soviétiques qui tentaient de mettre sur pied de telles entreprises.

Le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Guennadi Guerassimov, a confirmé à des journalistes occidentaux qu'il avait été décidé d'interdire l'édition des activités des coopératives, « en raison du

manque de papier et de matériel d'imprimerie ». Pour M. Guerassimov, les Soviétiques disposent à présent de suffisamment de canaux pour exprimer leur diversité d'opinions à travers les médias. C'était déjà les arguments avancés, en marge de la Foire du livre à Moscou, en septembre, pour justifier les réticences officielles à l'égard des coopératives d'édition.

M. Sergueï Grigoriant, ancien député politique et rédacteur en chef de Glasnost, un bulletin indépendant tiré à une centaine d'exemplaires grâce à des moyens artisanaux (bien que modernisés depuis, les premiers numéros étaient tirés à la machine à l'encre), a indiqué que les coopératives d'édition avaient été inter-

dités par une décision prise en conseil des ministres le 23 octobre 1987, sous l'autorité du chef du gouvernement, M. Mikhaïl Ryjkov.

C'est aussi ce qu'a réussi à savoir un groupe d'intellectuels géorgiens qui avaient créé, en juillet de l'année dernière, une coopérative d'édition à Tbilissi. Ils affirmèrent avoir obtenu l'autorisation de la municipalité de Tbilissi, puis avoir ouvert un compte en banque avec un crédit d'Etat de 5 000 roubles (50 000 F). Deux livres sur l'histoire géorgienne ont été préparés pour publication et soumis à la censure, ou gl'avit, à l'échelon local. C'est alors que l'autorisation de publication a été refusée.

Les Géorgiens contestent ces décisions, qui, estimant-ils, n'ont pas valeur de loi, et ont remarqué que, jusqu'ici, la fameuse politique de « glasnost » ne repose sur aucune base légale.

Un problème technologique

En attendant, leurs livres n'ont pas été publiés, pas plus que ceux d'autres projets de coopératives d'édition, notamment à Moscou et à Novosibirsk. Plus prudent, des écrivains ouzbèges ont récemment qu'ils préféreraient attendre de voir « comment ça se passerait à Moscou » avant de s'aventurer à créer une coopérative d'édition en Ouzbékistan. Seules les républiques baltes semblent, pour l'instant, passer à travers l'interdiction selon M. Grigoriant.

Lors d'une conférence de presse, le 14 janvier dernier, le président de la commission officielle des droits de l'homme, M. Fiodor Bourlatski, a d'abord affirmé ne disposer d'aucune information sur les problèmes d'enregistrement rencontrés par les rédacteurs en chef de bulletins indépendants, comme MM. Grigoriant et Lev Timofeev. Puis, interrogé sur les perspectives d'amélioration de l'accès des citoyens soviétiques au matériel de photocopie et de réimpression, il a répondu qu'il n'y avait rien de tel. Il n'a formulé aucun espoir, se contentant de justifier les restrictions actuelles par « le nombre insuffisant de machines ». « Nous sommes terriblement en retard sur ce plan, a-t-il dit. Ce n'est pas un problème politique mais technologique. »

SYLVIE KAUFFMANN.

● Appel de dissidents de l'Europe de l'Est en faveur des contestataires de RDA. - Plusieurs organisations de dissidents de Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie et d'Union soviétique, ont publié, le jeudi 4 février, un appel réclamant la libération immédiate de cinq citoyens est-allemands emprisonnés pour leurs opinions politiques : il s'agit de Bärbel Bohley, Lotte et Wolfgang Templin, Ralf Hirsch et Werner Fischer, militants de l'initiative pour la paix et les droits de l'homme en RDA.

Cet appel a été signé notamment par les trois porte-parole actuels de la charte 77 en Tchécoslovaquie, par soixante-dix-huit membres de Solidarité en Pologne, dont Zbigniew Bujak et Jacek Kuron, par le club de presse Glaspis en URSS et par différentes personnalités littéraires et religieuses en Hongrie et en Yougoslavie.

GERARD LEMARQUIS.

Francophonie

L'utilisation du français à l'ONU a progressé depuis le sommet de Québec

NEW-YORK de notre correspondant

« Il paraît qu'il n'y a jamais eu dans le monde autant de gens parlant français, du fait non seulement de la démographie, mais aussi de la scolarisation. Le moins que l'on puisse dire est qu'à l'ONU ce progrès n'est pas encore très sensible. » Gardant les pieds sur terre, le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Pérez de Cuellar (Pérou), francophone de cour, constate que « dans le travail, le recours à la langue dominante a tendance à se généraliser ». Au point que même de hauts fonctionnaires français préfèrent rédiger leurs rapports en anglais, de peur de ne pas être compris par leurs supérieurs.

Les vigoureuses recommandations du sommet francophone de Québec en septembre ont cependant incité le groupe francophone à proposer une résolution sur la « parité » des langues aux Nations unies qui a été adoptée par la dernière Assemblée générale.

Le texte n'introduit aucune nouveauté radicale, mais il réaffirme avec force non seulement l'égalité

des six langues officielles (anglais, français, espagnol, arabe, russe, chinois), mais aussi l'obligation d'en conserver l'usage « paritaire » malgré les coupes dans le budget de l'organisation. Sur les quatre cents postes dont dispose actuellement le département de la traduction, une cinquantaine étaient menacées de disparition. Les traductions en anglais étant les moins demandées, ce sont les cinq autres langues qui auraient souffert de cette disposition.

La proportion de discours prononcés en français lors de la dernière Assemblée générale a été de 19 % au lieu de 17 % en 1986. On estime à environ 35 % le nombre de fonctionnaires de l'ONU pratiquant le français, mais, bien que les traductions de textes en français paraissent désormais avec une plus grande rapidité, le nombre de documents rédigés d'abord en anglais semble s'accroître. De nombreux fonctionnaires soulignent cependant le renforcement du groupe francophone, dont l'activité s'est salutairement structurée et améliorée depuis le sommet de Québec.

Ch. L.

Les sourires inattendus de Téhéran

« La distension des rapports avec les pays francophones ne saurait être à notre avantage. Le recul du français ne nous assure pas une plus grande indépendance ni un renforcement de notre langue maternelle. Seul en profiterait l'anglais, de jour en jour plus envahissant. »

Le discours émouvant de Gaullé

Afin de montrer qu'il ne s'agit pas de paroles en l'air, l'ancien président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, a prononcé un discours émouvant à Téhéran, en Iran, le 24 novembre 1987. Les annales des Presses universitaires de Téhéran précisent que les nations francophones devraient être les premières à bénéficier de ce dégel.

Cela n'est pas extrait du discours de quelque écrivain congolais ou libanais parlant dans un colloque à Québec ou à Liège (mais de la revue *Lugman* (1), publiée en français chaque semestre depuis trois ans par les Presses universitaires de Téhéran, et qui vient de consacrer un numéro spécial de cent cinquante pages au « français en Iran » (2).

Avant la révolution khéméniste, le français, introduit en Perse dès 1650 par le prêtre belge Raphaël du Mans, était largement pratiqué par les Pahlévi et par l'élite sociale ; le *Journal de Téhéran* paraissait chaque jour en français ; le lycée Razi, voulu par de Gaulle, et l'Institut français brillaient de tous leurs feux. Tout cela a été emporté. Seul l'Institut, rapatrié à Paris en 1983, continue d'exister et de publier *Abstracts Iranica* dont la revue *Lugman* fait d'ailleurs la publicité...

Le dossier consacré au français et à la francophonie, préparé avant la rupture diplomatique franco-iranienne de juillet 1979, mais publié alors que la « guerre des ambassades » n'était pas encore achevée, et qui vient seulement de parvenir en Europe, s'efforce de démontrer que nombreux sont les liens, notamment au sein de l'Université, favorables à la promotion des études françaises dans la République islamique.

Auteur de l'article au ton militant, cité plus haut, M. Nasrollah Pourjavady, quadragénaire formé aux Etats-Unis, professeur d'université sous le chah et aujourd'hui directeur des Presses universitaires iraniennes, poursuit : « La présence du français en Iran n'est pas une dépendance politique. Son recul entraînerait de nombreuses conséquences néfastes, dans les domaines culturel, scientifique, économique voire politique. On préfère acheter les produits d'un pays dont on connaît la langue et la culture. Et il est clair que l'entente politique suit de près les relations culturelles et économiques. »

M. Pourjavady conclut : « Tout recul d'une langue européenne confirmerait chez nous la dépendance culturelle, économique et politique par rapport aux pays anglophones, en tête desquels les Etats-Unis. Ne cultiver qu'une langue étrangère entraînerait aussi un affaiblissement de notre présence sur la scène internationale. »

Dès la conférence de l'UNESCO, à Paris, il s'agit de l'autonomie, il était clair que des trépassés éclairés, ceux qui ne vivent pas leur islam comme le siècle dans le siècle, étaient favorables. Y compris certains hauts responsables politiques, à un rapprochement culturel sans

diffusé dans neuf départements universitaires (dont cinq dans la capitale), le français continue également de l'être dans le cycle secondaire (près de trois mille élèves de bon niveau dans la seule ville de Téhéran). A l'université Ferdowsi de Meshed, le nombre d'étudiants en français, qui était tombé à quatre en 1983, après la « révolution culturelle », a dépassé les quatre-vingts depuis 1985, doublant ses effectifs par rapport à l'époque du chah, selon *Lugman*.

Mais, se lamente la revue, après avoir rappelé « le discours émouvant de Charles de Gaulle en visite en Iran, en 1963 », le programme de coopération « a été interrompu après la mort de de Gaulle, d'où l'insuffisance du nombre d'enseignants de français en Iran ». Et de fustiger « l'immobilisme et le manque d'intérêt que Paris manifeste à l'égard de la langue française dans notre pays ».

Sans doute les responsables français pourraient-ils rétorquer que ce ne sont pas eux qui ont « défrancisé » le lycée Razi ou que les cris de mort à l'endroit de la France, longtemps poussés sur le campus de Téhéran, n'étaient guère de nature à favoriser l'envoi de coopérants. Mais sans doute le plaidoyer de *Lugman* montre-t-il aussi qu'une partie de l'intelligentsia iranienne est prête à utiliser la plus petite éclaircie politique pour renouer des liens culturels longtemps fructueux.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) *Lugman* ou *Lokman*, fabuliste antéislamique, célèbre par sa sagesse et que cite en exemple le coran.
(2) *Lugman*, Presses universitaires d'Iran, BP 15875-4748, Téhéran.

Revue d'études Palestiniennes

- ILAN HALIWI
- GERMAIN AVACHI
- NAMI MUHAMMAD
- IBRAHIM ANI LUGMAN
- PHILIPPE CARDINAL

Afrique

TUNISIE

La visite du colonel Kadhafi consacre la réconciliation avec Tripoli

TUNIS
de notre correspondant

Le colonel Kadhafi effectue à Tunis, depuis le jeudi 4 février, une visite de quarante-huit heures qui consacre la réconciliation tuniso-libyenne après deux ans et demi de crise et le récent rétablissement des relations diplomatiques (le Monde du 30 décembre 1987).

Si « le guide de la révolution » libyenne est arrivé de façon relativement discrète à l'aéroport de Tunis-Carthage, sans sa cohorte habituelle de gardes du corps dont les Tunisiens ont encore en mémoire le curieux comportement lors de sa dernière venue, en août 1983, le langage est demeuré le même : « Je suis heureux de me trouver parmi les miens et dans mon pays bien-aimé », a-t-il déclaré alors qu'il était accueilli par le président Ben Ali. « Nous aurons à décider de ce qu'il convient de faire pour unifier la nation arabe, cette nation dispersée, divisée, humiliée, déchirée, agitée et dont l'heure est venue de se réunifier. »

Les dirigeants tunisiens, eux, plaçant cette visite dans un cadre plus restreint : d'abord régler les points encore en suspens du contentieux né de la crise de l'été 1985, ensuite relancer la coopération économique, commerciale et technique « dans le cadre du respect mutuel et de l'intérêt commun ».

L'évolution des rapports au sein du Maghreb après les visites à Tunis du président algérien Chadli Bendjedid, et, ces derniers jours, de M. Azzeddine Laraki, premier ministre marocain, est également inscrite à l'ordre du jour des conversations. Le colonel Kadhafi en profitera-t-il pour évoquer son éventuelle adhésion à « traité de fraternité et de concorde » tuniso-algéro-marocain en faveur de laquelle Alger milite depuis de longs mois ?

La Tunisie ne s'y opposera pas si toutefois elle reçoit des assurances formelles sur le respect des clauses édictées dans ce véritable pacte de non-agression qui, de surcroît, en consacrant l'indépendance et l'intangibilité des frontières des pays signataires forme la porte au rêve unitaire libyen.

MICHEL DEURE.

AFRIQUE DU SUD

Assassinat d'un militant anti-apartheid

Un militant politique noir sud-africain a été trouvé mort près de sa maison, trois jours après avoir été libéré de prison, où il avait passé six semaines détenu sans jugement, a annoncé le Comité de soutien des détenus (DESCOM), le jeudi 4 février, à Johannesburg.

Le militant, Linda Brakvis, vingt-quatre ans, a été tué vendredi dernier dans le ghetto noir de Helmoed, près de Welcom, dans la province de l'Etat libre d'Orange (Centre-Est). Selon le DESCOM, il était membre du mouvement noir anti-apartheid

légal UDF (Front démocratique uni). Il avait été arrêté le 13 décembre dernier.

Il s'agit, selon le DESCOM, du vingt-troisième militant politique tué dans des circonstances non élucidées ou disparu depuis 1978.

Cet assassinat est intervenu une semaine après celui du jeune militant noir Bicele Dhlolo, dix-huit ans, tué d'une balle dans la tête à Soweto, la grande cité noire proche de Johannesburg. — (AFP).

ANGOLA

Cuba ne rapatriera son contingent qu'après le retrait des Sud-Africains

Cuba a annoncé, jeudi 4 février, le retrait de son contingent d'Angola supposant un départ préalable de l'armée sud-africaine de Namibie et l'indépendance de l'ancienne colonie allemande.

En énonçant ces conditions dans un article publié à la « une » de l'organe du Parti communiste, *Granma*, Cuba a ainsi rompu le silence qu'il observait depuis les derniers pourparlers entre les Etats-Unis et l'Angola sur le sujet, la semaine dernière à Luanda.

Les Etats-Unis, dont la délégation était conduite par le secrétaire d'Etat adjoint chargé des affaires africaines, M. Chester Crocker, ont annoncé que l'Angola avait, à cette occasion, accepté pour la première fois le principe du retrait des quarante mille soldats cubains stationnés sur son territoire dans le cadre d'un accord régional.

Des représentants cubains ont assisté à une partie de ces pourparlers à court desquels l'Angola a, selon *Granma*, posé les conditions suivantes : arrêt de l'aide américaine et sud-africaine aux rebelles angolais de l'UNITA ; retrait des forces sud-africaines du sud-est et du sud de l'Angola ; application de la résolution 435 de l'ONU sur l'indépendance de la Namibie, administrée par l'Afrique du Sud au mépris du droit international ; garanties internationales pour éviter de nouvelles agressions contre l'Angola. — (Reuters).

● NIGERIA : arrestation des assassins d'un diplomate libyen. — La police a annoncé le jeudi 4 février, avoir arrêté les assassins de M. Abubakar Kanna, le chargé d'affaires libyen au Nigeria, tué le 23 janvier dans un faubourg de Lagos. Les assassins, un « gang conduit par un criminel notoire et dangereux », ont été arrêtés « il y a quelques jours », et leurs identités n'ont pas encore été révélées. Ils avaient couronné d'opérer dans le secteur du « mile 2 », à la sortie de Lagos en direction de Cotonou, le capital du Bénin, distante d'environ 120 km. — (AFP).

Asie

INDE : les élections locales

Le parti de M. Gandhi met fin à dix ans de pouvoir communiste au Tripura

NEW-DELHI
de notre correspondant

« L'effet Rajiv » jouerait-il encore ? Les résultats des élections du mardi 2 février dans deux Etats du nord-est de l'Inde, le Tripura et le Meghalaya, montrent que les Castes, qui, depuis plusieurs mois, soulevaient l'irrésistible baisse de popularité du premier ministre et de son parti, le Congrès (Indira), faisaient, au moins, preuve de précipitation.

An Tripura, M. Gandhi remporte un succès d'autant plus net qu'il était attendu, le Congrès-I et son allié local, le TJUS, obtenant trente et un sièges (vingt-quatre et sept respectivement) sur les soixante-quinze sièges de l'assemblée locale, soit trois de plus que la coalition sortante composée du Parti communiste (CPI-M) et d'une petite formation d'extrême gauche, le RSP (vingt-six et deux sièges respectivement). Victoire, certes, à l'arraché, mais qui

met fin à dix ans de pouvoir communiste dans cet Etat, où le Congrès avait été majoritaire jusqu'en 1977.

Au Meghalaya, le parti de M. Gandhi, bien qu'arrivé en tête, a subi une forte érosion de son audience (vingt et un sièges contre trente-six dans l'assemblée sortante), au profit des formations régionalistes. La plus importante d'entre elles, l'Union des peuples des collines (HPU), a enlevé dix-neuf sièges, ce qui signifie qu'aucun parti n'est en mesure de former, seul, un gouvernement. Dès jeudi soir, deux des deux partis arrivés en tête à la suite d'intenses négociations avec les formations minoritaires et les neuf élus « indépendants », afin de constituer avant son rival une coalition gouvernementale. Lors des élections de 1983, c'est par ce biais — qui consiste à déboucher les « bédouins » — que le Congrès-I, qui n'avait obtenu que vingt-cinq sièges, avait pu former un gouvernement. Le scrutin du Tripura ne peut être

considéré comme un test national en raison des facteurs régionalistes et tribaux communs aux Etats du Nord-Est. Mais ce succès relatif de M. Gandhi, intervenant après la cuisante défaite subie par le Congrès-I lors des élections dans l'Haryana, en juin 1987, constitue probablement sa victoire politique la plus significative depuis deux ans. Celui du Nagaland, où le Congrès l'avait emporté en novembre, avait été entaché, en effet, par une distribution massive de subventions.

Sur le plan national, la « leçon » du Tripura ne sera pas oubliée par New-Delhi. Loin d'être considéré comme une manifestation de l'autoritarisme du gouvernement central, l'appel à l'armée — dépêché sur place le 30 janvier — a été bien accueilli par la population locale, lassée par la campagne de terreur des Volontaires nationaux du Tripura (TNV). Organisation tribale et extrémiste, les TNV, qui luttent contre la « colonisation » de leurs terres par les immigrants bengalis, ont tué quatre-vingt-quinze personnes depuis le début de l'année (contre soixante-dix-sept pour toute l'année 1987). La victoire électorale de M. Gandhi risque donc de conforter le choix d'une politique répressive pour s'attaquer à un problème de fond — le sort des populations tribales — qui se pose, peu ou prou, dans tous les Etats du Nord-Est.

Au Meghalaya, où les tribaux restent majoritaires (contrairement au Tripura), la lutte de l'Union des étudiants Khasi (KSU), bien que moins violente que celle du TNV, procède du même phénomène : les principaux groupes tribaux (Khasi, Jaintia, Garo) dénoncent une immigration bengalis et népalaise massive.

Lors de son voyage à Shillong, M. Gandhi a stigmatisé l'attitude des partis régionalistes qui, selon lui, encourageaient la violence, tout en affirmant que les « étrangers » ne pourront plus pénétrer impunément au Meghalaya. Ce message était trop tardif. Si le gouvernement congressiste perd cet Etat, c'est précisément parce qu'il n'a pas prêt suffisamment attention à la montée des sentiments régionalistes. S'il parvient à s'imposer, c'est parce qu'il aura profité des dissensions entre les multiples formations régionalistes.

LAURENT ZECCHINI.

CORÉE DU SUD : l'attentat contre l'avion de la KAL

Les preuves présentées par Séoul sont fausses affirment les Nord-Coréens

L'Association des Coréens résident au Japon, Chosen Soren (organisation pro-Pyongyang), a présenté, le vendredi 5 février, au cours d'une conférence de presse, une série de photographies tendant à démontrer que celles publiées par la presse sud-coréenne et supposées représenter M. Kim Hyon Hui, qui a avoué avoir fait exploser l'appareil de Korean Airlines (KAL), étaient falsifiées. Selon notre correspondant à Tokyo, Philippe Pons, M. Li Jing Gyu, premier président Chosen Soren, a notamment déclaré que la photographie représentant M. Kim en lycéen offrant des fleurs à une délégation sud-coréenne à Pyongyang, en novembre 1972, avait été prise en réalité trois mois auparavant, à Panmunjom, à l'occasion d'une rencontre des Croix-Rouge du Nord et du Sud. M. Kim, qui se trouvait à Pyongyang, ne pouvait donc figurer sur cette photo. M. Li a aussi fait remarquer que les lycéennes sur la photographie portaient un uniforme d'été, alors que, selon le Sud, la photo aurait été prise en novembre, un mois déjà froid en Corée du Nord. En outre, la délégation sud-coréenne était arrivée en hélicoptère et non en voiture, comme l'a déclaré M. Kim. Un linguiste de l'association a enfin relevé, dans la confession de celle-ci, deux expressions qui ne sont jamais utilisées au Nord.

Trois membres de la police japonaise, qui séjournaient actuellement à Séoul pour interroger M. Kim, ont d'autre part, établi que la jeune femme, qui aurait abrité le japonais

alors qu'elle suivait son entraînement d'agent secret, n'était pas l'une des trois Japonaises enlevées sur des plages de l'archipel au cours de l'été 1978, a ajouté notre correspondant. Dans sa confession, M. Kim avait affirmé que son instructrice était l'une de ces Japonaises, mais elle n'a reconnu aucune des photographies des jeunes femmes disparues, ont déclaré jeudi les enquêteurs.

Cependant, aux Etats-Unis, des fonctionnaires du département d'Etat ont affirmé jeudi devant le Congrès qu'ils n'avaient plus « aucun doute » sur la responsabilité de Pyongyang dans l'attentat. Interrogé par des spécialistes américains, M. Kim a, selon eux, reconnu, dans une série de photos qui lui étaient présentées, celles de deux agents nord-coréens connus de Washington. Ceux-ci sont accusés d'avoir joué un rôle dans la préparation de l'attentat contre l'avion de la KAL.

BIBLIOGRAPHIE

« Les Guerres d'Indochine », de Philippe Franchini

Un regard unique

Tout a commencé il y a deux cents ans pour déboucher sur cette guerre de trente ans dans laquelle, en vain, les Français, Commerce et évangélisation, goupillon et sabre, conquêtes impériales, sous « Napoléon le petit », puis républicaines, à l'époque de Jules Ferry et de ses trinités... Ainsi se met en place l'Indochine française, terre et peuples accueillants à condition que le visiteur ne s'arroge pas le droit de modifier l'ordre des choses. Loin d'être « une simple collection de régimes protocolaires », l'étiquette y est un moyen de maîtriser les rythmes de la société khmère. Quant au temps, il n'y est pas une succession de moments indifférents que l'on doit chercher à dominer, comme en Occident, mais un ensemble de périodes cycliques, où alternent de lentes évolutions et des crises brutales.

Il faut donc faire la part des choses dans les malentendus de la deuxième moitié du dix-neuvième siècle. Et dans la résistance à l'occupation française. « La personnalité vietnamienne » est « un mélange particulièrement aigu d'orgueil féroce, de volonté défensive et de pragmatisme souple qui peut déconcerter l'étranger, par l'impression d'imprévisibilité qu'il suscite ». Amicaux et évènements français de l'époque en firent l'expérience. La leçon vaut aussi pour le siècle suivant, mais Français comme Américains ne l'auront pas retenue.

C'est donc une histoire complète de la tragédie indochinoise contemporaine qui nous est présentée ici en deux gros volumes, avec le souci ultime de la replacer dans son contexte. D'ailleurs, l'auteur consacre autant d'efforts à la définition méticuleuse de cet espace qu'au récit, tout aussi prenant, des deux guerres qui ensanglantèrent la péninsule indochinoise jusqu'à la victoire communiste de 1975.

L'ouvrage de Philippe Franchini offre un triple intérêt, qui lui donne une dimension à part. L'auteur est historien — il a notamment écrit une thèse sur « La genèse de l'affaire de Cochinchine ». A ce titre, il a brassé et digéré une énorme documentation accumulée au fil des années. Chronologies, cartes, bibliographie générale et lettrée accompagnent un tra-

vail qui s'alimente aux meilleures sources.

Franchini est également un romancier et en a le souffle, ainsi qu'il l'a déjà prouvé dans *La Route des 1 000 li* (Olivier Orban). Les deux tomes de ces « guerres d'Indochine » se lisent d'un seul trait, sans détour. Scènes et acteurs sont racontés par quelqu'un qui les a bien connus et jugés, qui se déplace en terre de connaissance et sait ce qu'une description vécut peut entraîner au lecteur. L'ouvrage d'adresse tout autant au grand public qu'à un spécialiste.

Surtout l'auteur, de père corse et de mère vietnamienne, est un Européen d'une grande culture, qui a vécu dans sa chair la « déchirure » des uns et les « déchirements » des autres. A la connaissance s'ajoute donc une sensibilité, en filigrane, d'une grande pudeur, qui fait toujours place à l'autrui. Le regard est unique. Franchini en avait d'ailleurs donné un aperçu dans un premier ouvrage, publié il y a une dizaine d'années, qui racontait l'histoire de sa famille, *Continental Saigon* (Olivier Orban), du nom du célèbre hôtel qu'il avait hérité de son père, en 1965, et qu'il dirigea lui-même jusqu'à la chute de Saigon.

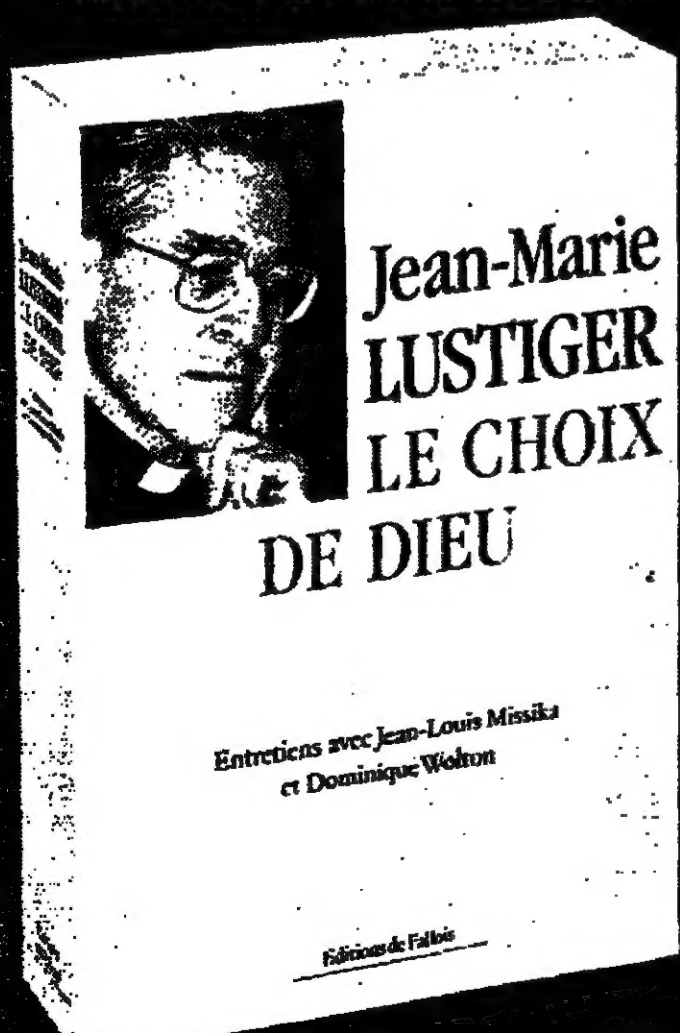
Les amateurs de parti pris et de clichés sur l'Indochine n'y trouveront donc pas leur compte. L'auteur a pris le recul qu'il fallait pour refaire une trame que, mieux que tout autre, il comprend. Il sent ces mandarins du dix-neuvième siècle qui campent dans des règles de jeu séculaires et ne comprennent rien à ce que ces intrus venus d'Occident leur proposent. Comme il partage la « désespérance » du Sud, au début des années 70, quand « la paix est un rêve aussi écartelé qu'insaisissable ». L'ouvrage est sans couleur mais riche en tendresse. Au fil des pages, on se rend compte que, sur cette affaire pourtant cent fois décrite, il manquait encore une capacité à tout intégrer, ramasser, nuancer. Aujourd'hui, c'est fait.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

★ *Les Guerres d'Indochine*, de Philippe Franchini. Tome I : Des origines de la présence française à l'engagement du conflit international, 437 pages, 129 F. Tome II : De la bataille de Dien-Bien-Phu à la chute de Saigon, 453 pages, 129 F. Pygmalion, Paris.

Jean-Marie Lustiger

deux émissions exceptionnelles
sur Antenne 2
les lundis 8 et 15 février
autour de son livre



مكتبة

L'adoption des projets de loi sur le financement de la vie politique Les députés socialistes se réfugient dans l'abstention

Le consensus n'était pas au rendez-vous, mais il n'a pas véritablement disparu : les socialistes n'ont pas voté dans le vote des deux projets de loi sur le financement de la vie politique, qui ont été adoptés, le jeudi 4 février, à l'Assemblée nationale.

Le projet de loi organique, qui organise la transparence des patrimoines des candidats à la présidence de la République et des parlementaires et qui limite les dépenses des campagnes

électorales en prévoyant une aide accrue de l'Etat pour celles-ci, a été adopté par 320 voix (RPR, UDF, FN) contre 36 (PC), le PS s'abstenant.

Le projet de loi simple, qui étend l'obligation de transparence aux membres du gouvernement ainsi qu'aux présidents et aux maires des grosses collectivités territoriales, et qui organise le financement des partis par l'Etat, a été

adopté par 287 voix (RPR, UDF), contre 68 (PC, FN), le PS s'abstenant. Les socialistes ont justifié leur abstention en critiquant l'instauration d'une incitation fiscale aux dons des particuliers et des entreprises aux candidats aux élections, présidentielle et législative, et en contestant la répartition des subventions de l'Etat aux partis, qui avantage le RPR et l'UDF. C'est pour cette même raison que le FN a voté contre le deuxième projet. Le PC s'est

opposé aux deux textes en reprochant au premier d'être hypocrite et de permettre « la mainmise des puissances d'argent sur la vie politique », et au second de porter atteinte à la liberté d'organisation des partis reconnue par la Constitution.

La majorité, en revanche, s'est félicitée de l'adoption de deux textes qui vont moraliser le financement de la vie politique.

L'abstention n'est pas une position très facile à défendre politiquement. Les socialistes ont donc, tout au long de la journée du jeudi 4 février, soutenu un argumentaire qui leur sera bien utile devant l'opinion publique. Leur principale critique porte sur l'instauration d'une incitation fiscale aux dons privés destinés aux candidats.

Comme prévu, la majorité a pourtant tenu la portée de l'amendement présenté par M. Dominique Bussereau (UDF, Charente-Maritime) et soutenu par le groupe UDF, alors qu'une partie du RPR était réticente. Ainsi cette déductibilité fiscale ne pourra pas bénéficier aux dons faits aux partis. Et pour qu'il ne puisse pas y avoir détournement des fonds ainsi récoltés, il a été décidé que les candidats ne pourraient pas recevoir plus d'argent que ce qu'ils ont le droit de dépenser. De plus, dans l'amendement que le gouvernement a rédigé, et a fait adopter de préférence à celui de l'UDF, il est prévu que ces dons devraient être faits par chèques et figurer dans les comptes de campagnes des candidats.

Le RPR n'a pas voulu aller plus loin pour donner satisfaction aux socialistes, car, comme l'a expliqué M. Charles Pasqua, « il est normal que nous tenions le plus grand compte de l'avis des parlementaires de la majorité ». Le PS a donc pu faire valoir, par la voix de M. Pierre Joxe, qu'il s'agissait « d'une formidable régression » qui malgré les limites mises, allait « coûter 1 milliard de francs à l'Etat » par la diminution de l'impôt sur les sociétés qu'il allait entraîner. Mais pour M. Bussereau, il s'agit de « permettre à chaque citoyen de choisir le candidat à qui il veut donner de l'argent », et pour M. Jacques Toubon de « développer les libertés ». M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), rapporteur de la commission des lois, a d'ailleurs fait remarquer qu'un tel mécanisme figurait dans une proposition de loi déposée par Gaston Defferre, alors président du groupe socialiste, en 1978.

Pour tenter d'atténuer la portée de ce dispositif, les socialistes ont demandé que les entreprises reçoivent des subventions de l'Etat, celles qui ont souscrit à des marchés publics dans les cinq dernières années, celles qui sont concessionnaires d'un service public, celles contrôlées par l'Etat, ainsi que les industries d'armement ne puissent pas fournir de dons. Bien que le FN et M. Philippe Vasseur (UDF, Pas-

de-Calais) aient été séduits par les arguments avancés, cette proposition du PS n'a pas été retenue.

En revanche, M. Toubon a fait adopter une autre demande socialiste excluant les casinos et établissements de jeux, les collectivités publiques et les établissements publics à caractère industriel et commercial.

Après avoir rappelé que M. Jacques Chirac, lors des rencontres des chefs de parti à Matignon, s'était opposé à une proposition comparable de M. Toubon, M. Joxe a expliqué que le caractère néfaste de cette disposition annule les progrès réalisés par ailleurs dans le projet de loi organique.

Autre disposition fortement contestée par le PS : la répartition des subventions de l'Etat aux partis au prorata du nombre de parlementaires adhérent à chaque formation. Comme l'extrême droite, les socialistes auraient préféré que l'on ne tienne compte que du résultat des législatives. Mais M. Pasqua a expliqué que cela revenait à retenir une logique proportionnelle alors que la majorité était favorable au scrutin majoritaire. M. Toubon a ajouté qu'il ne fallait pas prendre le risque que se crée un parti sur un thème démagogique, lui permettant de recueillir des suffrages, uniquement pour toucher de l'argent de l'Etat.

« J'en ai assez du chantage »

M. Michel Sapin (PS, Hauts-de-Seine), en faisant remarquer que la loi de répartition retenue allait permettre aux partis de droite de recevoir 70 % de la somme distribuée, alors que la gauche n'en toucherait que 30 %, n'a donc pas convaincu la majorité. Il n'a pas eu non plus de succès quand il a demandé qu'il ne soit pas tenu compte du nombre de sénateurs, qui, élus au suffrage indirect, ne sont pas représentatifs du rapport des forces dans le pays ; un tel calcul aurait donné 58 % à la droite et 42 % à la gauche.

Et comme il annonçait que la décision de la majorité serait déterminante pour le vote final du PS, M. Mazeaud — qui tout au long du débat a beaucoup fait pour donner satisfaction aux socialistes, s'est écrié : « J'en ai assez de ce chantage permanent ».

N'ayant pas obtenu satisfaction, les socialistes se sont abstenus aussi lors du vote de la loi simple. M. Joxe expliquant : « Nous étions tous prêts à la voter ; il était possible d'arriver à un accord ».

D'autres dispositions des textes ont aussi été modifiées au cours des débats. Malgré les critiques de la gauche, le plafond des dépenses des candidats aux législatives a été augmenté de 400 000 francs à 500 000 francs, comme le souhaitait M. Jean-Claude Gaudin.

Contrairement à ce qu'avaient envisagé MM. Mazeaud et Toubon, le maximum des dons autorisés par les personnes morales n'a pas été accru, afin de tenir compte des arguments du PS. En revanche, le plafond des dons possibles par une personne physique a été relevé de 10 000 à 20 000 francs. Il a aussi été précisé, à la demande de M. Mazeaud, qu'étaient interdits les dons des Etats étrangers et des personnes physiques ou morales étrangères, alors que le PC aurait voulu permettre ceux des immigrés.

La déclaration des patrimoines des parlementaires ne se fera pas, comme prévu initialement, auprès du bureau de leur Assemblée, mais auprès de la commission déjà prévue pour les ministres et les élus locaux (vice-président du Conseil d'Etat, premier président de la Cour de cassation et de la Cour des comptes). Ni le PS ni le PC n'ont obtenu que ces déclarations soient publiées au Journal officiel, ou, au moins, puissent être consultées par les électeurs.

M. Mazeaud a même fait disparaître l'obligation d'un rapport annuel de cette commission ; elle sera libre du moment de la publication de son analyse, sans à en publier au moins une à la fin de chaque législature. La déclaration de patrimoine sera obligatoire pour les maires des communes de plus de trente mille habitants, et non pas de

plus de 50 000, comme proposé par le gouvernement. Malgré les demandes du FN, rien n'a été prévu en cas de déclaration mensongère.

M. Toubon a oublié de défendre l'amendement qu'il avait annoncé, obligeant les candidats à faire valider leurs comptes de campagne par un expert-comptable. En revanche, comme prévu, un statut a été créé pour les partis politiques, bien que M. Dacoste (PC, Hauts-de-Seine) ait estimé cela contraire à la Constitution. Ce statut sera comparable à celui des syndicats, mais les partis ne disposeront pas de biens insaisissables.

Comme le souhaitait M. Jacques Barrot, la publicité politique à la télévision reste interdite pendant encore quatre ans, alors que le PS et le PC auraient voulu que cette interdiction fût définitive. Le PS a obtenu que le gouvernement dépose dans dix-huit mois un rapport sur l'application de ces lois, qui sera suivi d'un débat au Parlement. Grâce au soutien du PS et du FN, un amendement de M. Barrot, qui l'UDF avait retiré — le RPR s'y opposant, a été adopté. Il prévoit que la loi simple n'est valable que quatre ans, un autre texte devant alors la proroger ou la modifier. La loi organique, elle, est définitive.

Ces textes doivent maintenant être examinés par le Sénat. La Haute Assemblée le fera la semaine prochaine. Et comme la loi organique sur la déclaration des patrimoines s'applique aussi aux sénateurs, elle devra être votée en termes identiques par les deux Chambres du Parlement.

TH. B.

Coup double

Le consensus, comme la bouillotte, est à moitié plein ou à moitié vide. Au choix. Les socialistes n'ont pas approuvé les projets sur la moralisation du financement de la vie politique. Mais il ne s'y sont pas opposés. Pour eux, le plus dur reste à faire : justifier de refus de choisir qu'est l'abstention.

Prisonnier d'une tanielle par l'habileté dont M. Jacques Chirac a réussi à déjouer le piège que lui avait tendu M. François Mitterrand, le PS n'a pu éviter de se faire pincer en fuyant. Paradoxalement, il a été aidé par l'UDF car les baristes ne souhaitent pas offrir au candidat du RPR le bénéfice de la paternité d'un important progrès dans la moralisation politique approuvée à l'unanimité des trois principaux partis. Ils ont su formuler des exigences que ne pouvaient rejeter leurs alliés mais qui constituaient un casse-tête pour l'adversaire commun.

Le coup est double. Il fournit aux socialistes de solides arguments pour expliquer que la moralisation dont se vante le premier ministre n'est pas tout à fait celle que souhaitent les Français. La pompe à finances des entreprises vers le milieu politique, bien loin d'être tarie, est non seulement autorisée mais encore encouragée.

Ce sont les partis de droite qui vont surtout profiter des subventions de l'Etat, alors que cette aide publique constitue le seul point des projets que l'opinion — à en croire les sondages — n'approuve pas.

Le PS va devoir insister sur ces deux constats s'il veut atténuer le bénéfice que M. Chirac peut retirer de l'opération. Car même s'il n'a pas obtenu le consensus total qu'il espérait, le chef de file du RPR apparaît comme le grand gagnant. Il a presque réussi à faire oublier que c'est le président de la République qui avait pris l'initiative.

Le premier ministre pourra se vanter d'être celui qui aura réussi à rendre un peu plus clair, et donc plus moral, les défectueux rapports de l'argent et de la politique, même si ces projets sont loin d'être parfaits. Le progrès est incontestable. C'est un bien joli badge que le chef du gouvernement vient de coller sur son habit de candidat.

THÉRIER BRÉHER.

En visite aux Antilles

M. Séguin annonce des mesures sociales en faveur des DOM

Le ministre des affaires sociales et de l'emploi, M. Philippe Séguin, en visite aux Antilles, a annoncé, le mardi 2 février à Basse-Terre (Guadeloupe), l'entrée en vigueur, à partir du 1^{er} avril, de diverses mesures sociales visant à réduire les inégalités dont sont victimes les populations des départements d'outre-mer par rapport à la métropole.

La plus spectaculaire de ces décisions permettra aux familles de bénéficiaires de bénéficier désormais du versement des allocations familiales dès le premier enfant sans être tenues de prouver, comme c'est le cas jusqu'à présent, l'exercice d'un emploi. L'allocation de logement pour les jeunes travailleurs de moins de vingt-cinq ans ne sera plus soumise, elle non plus, à la condition d'une activité professionnelle.

M. Séguin a annoncé, d'autre part, l'extension aux DOM de l'allocation spéciale de vieillesse, aux conditions et aux taux métropolitains, ainsi que l'application d'outre-mer de l'allocation compensatrice pour les adultes handicapés. — (Corresp.)

En Martinique

M. Stasi donne raison à M. Pasqua contre M. Le Pen

M. Bernard Stasi, vice-président du CDS, s'est rendu en Martinique, du 29 janvier au 2 février, à la demande de M. Raymond Barre. Il y a insisté sur l'union « exemplaire » de l'UDF locale autour de l'ancien premier ministre.

M. Stasi a enregistré, a-t-il dit, le soutien à M. Barre de plusieurs maires non inscrits de la majorité départementaliste.

Interrogé sur la manifestation du 6 décembre, qui avait interpellé M. Jean-Marie Le Pen d'attirer en Martinique, l'ancien ministre a notamment déclaré : « Je comprends la réaction des manifestants (...). M. Pasqua avait parlé d'engager des poursuites contre eux, mais je pense qu'après avoir tenu ces propos il a eu la sagesse de ne pas poursuivre. Je ne saurais l'en blâmer. Je n'aurais pas insisté non plus. » — (Corresp.)

● M. Mitterrand dans la Drôme. Le président de la République effectuera, le vendredi 19 février, un voyage officiel dans la Drôme. Après s'être rendu à Valence puis à Montélimar, il doit rencontrer le maire de Suze-la-Rousse, M. Henri Michel, député (PS), ami de longue date.

Silence, on tourne !

Les députés viennent de vivre trois jours fabuleux. Trois jours qui comptent dans la vie d'un parlementaire. Ils ont été les acteurs, débutants mais talentueux, d'un vrai film à suspense. Pour une fois, en effet, mardi le tournage, en faisant un peu maladroitement les premières prises, ils ne savaient pas sur quelle image défilait le générique de fin. Pour une fois, le Palais-Bourbon s'est retrouvé, sous les sunlights, en position d'acteur de premier plan, le ministre de l'intérieur, M. Charles Pasqua, Fernandel must, se contentant de jouer les guest stars.

Quelques acteurs confirmés ont pu donner la mesure de leur talent : Pierre Mazeaud, physique à la Gabin, parfait dans son rôle de conciliateur ; Pierre Joxe, l'humour froid et sec d'un Buster Keaton qui se serait mis au cinéma parlant ; Jacques Toubon, étonnant dans sa performance à contre-rôle ; enfin Michel Sapin, parfait dans la répétition et l'esprit d'ad-propos.

Pierre Joxe et Jacques Toubon ont même poussé le talent jusqu'à intervenir parfois leurs rôles, le second reprenant à l'occasion le texte et les amendements du premier. Un régal !

Certes, le spectacle, dans l'hémicycle, a fait parfois un peu désordre. Normal pour une quasi « première ». Par petits groupes, autour de leur metteur en scène, les députés répétaient leur rôle ou se lançaient carrément dans des improvisations.

Pour une fois en liberté dans l'hémicycle, les élus de la nation semblaient éprouver une joie presque enfantine à pouvoir jouer sur leur registre personnel sans crainte d'être rappelés à l'ordre, en coulisse, par le ministre-régisseur.

Les spectateurs-journalistes eux-mêmes en ont été tout décontenancés. Ils s'attendaient à l'une de ces projections classiques pendant lesquelles les parlementaires n'ont souvent le choix, à l'extrême, que du parfum des glaces. Cette fois, il était impossible de savoir à l'avance ce qui allait se passer. Les deux compagnies allaient-elles s'étriper ? Une coproduction allait-elle pouvoir émerger ?

Il aura fallu les premières vingt-quatre heures pour apprécier pleinement la saveur du suspense, la délicatesse du montage, qui s'est fait en titonnant. Bref, il y a eu enfin du direct, du neuf, une série nouvelle. Même si l'idée originale et le scénario avaient été préparés ailleurs. Bien sûr, le résultat peut paraître un peu maigre, malgré les brillants numéros d'acteur.

Pourtant quelque chose s'est passé à l'Assemblée nationale. De mémoire d'huisier, cela faisait longtemps que l'on n'avait pas vu cela. Le futur président de la République pourra utilement visionner la cassette de ces débats. Il comprendra peut-être pourquoi beaucoup de députés espèrent dans les coulisses que ce ne serait pas « la dernière séance ».

PIERRE SERVANT.

FOURRURES GEORGE V

du vendredi 5 février au samedi 20 février

SUPER ESCOMPTES

-40% exceptionnel

MANTEAUX		
RAGONNI col Raschel	3250	5500
VISION lamé noir	2250	17250
VISION pastel	2250	17850
RENAUD bleu silver	2250	25650
VISION Koh-i-noor bleu	3500	33000
VISION fantaisie	3500	39000
VISION sautoir	3500	45000

VESTES		
VISION dark	2250	13650
VISION blanc	3500	21000
VISION tourmaline	4500	27000
3/4 ASTRAN gold swiss	3250	6750
PELLISSES int.Lapin col Opusson	3250	1950

-65%

MANTEAUX longs du soir		
VISION ranch	2250	18450
VISION dark	3500	19250
VISION lamé noir col Zibeline	3500	31000
VISION blanc et noir shadow	3500	32000
CAPIES Raschel bleu	2250	34950

MAGASIN OUVERT
TOUS LES JOURS
SANS INTERRUPTION
DE 10 H A 19 H



-50%

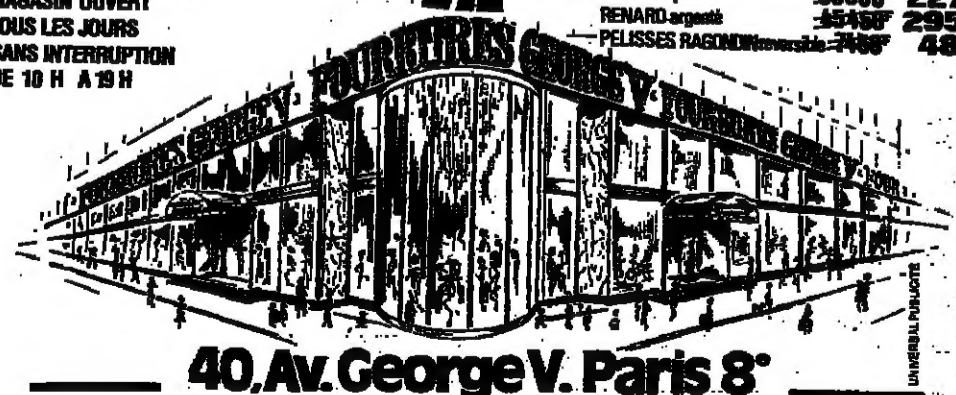
MANTEAUX		
VISION dark dégragé	2250	14350
VISION rose et noir shadow	3500	32500
VISION blanc sage	3500	32500
LYNX canadien	3250	41375
ZIBELINE blonde	3500	117500

VESTES		
RAGONNI dégragé	3500	2825
MOUTON	3500	3425
VISION millénaire (poches rouges)	3500	4925
VISION Koh-i-noor bleu	3500	8350
BOLERO VISION blanc, dark (poches rouges)	2250	12875

-35%

MANTEAUX		
VISION pastel monogramme	3500	6400
OPOSSUM d'Amérique	3500	8950
CASTOR long poil	2250	16000
VISION dark Raschel	4500	28250

VESTES		
COYTE	3500	9650
MARMOITE	3500	12000
RENAUD bleu silver	3500	12650
LYNX du Montana	2250	18650
VISION sautoir	3500	22750
RENAUD argente	4500	29500
PELLISSES RAGONNI dégragé	3500	4800



40, Av. George V, Paris 8°

مكتبة القرآن

Politique

La préparation de l'élection

PROPOS ET DÉBATS

M. Juquin

Hospitalité

M. Pierre Juquin, qui était le jeudi 4 février à Bayonne, s'est déclaré « prêt à accueillir » sous son toit « un réfugié, un persécuté basque », « Je n'approuve pas ce qui est qualifié de lutte armée, a-t-il déclaré à propos de la situation dans cette région, mais je pense que cette violence ne cessera que si une solution politique est trouvée ».

Interrogé sur les emprisonnements de certains Basques de nationalité française, M. Juquin a répondu : « Si n'y avait rien dans les dossiers, il faudrait les relâcher, et s'il y avait quelque chose il convenait de leur donner le statut de prisonnier politique ».

M. Lecanuet

Union

M. Jean Lecanuet a déclaré, le jeudi 4 février : « La RPR n'a aucune volonté, ni intérêt, à tenter d'inviter des députés UDF à se rallier à son candidat ». Décidément à priori, et toujours l'esprit d'union, le président de l'UDF a invité les parlementaires de son mouvement à se rendre aux « grandes rencontres » de M. Jacques Chirac, en souhaitant que leurs homologues RPR en fassent de même lors de la campagne de M. Raymond Barre.

M. Marchais

Honneur

« Sur mon honneur et si nécessaire sur celui de mon parti, je dis que c'est un mensonge », a déclaré M. Georges Marchais à la démission de M. Pierre Juquin —

confirmées dans le Monde du 5 février par M. Claude Liabres — selon lesquelles les dirigeants du PCF auraient incité certains militants communistes à faire voter pour M. Valéry Giscard d'Estaing, au second tour de l'élection présidentielle de 1981.

Le secrétaire général du PCF, qui s'exprimait le jeudi 4 février sur TF1, a ajouté : « C'est une calomnie monstrueuse ».

M. Megret

Nul

M. Bruno Megret a estimé, le jeudi 4 février, que « jamais il n'est possible de dire que n'a été aussi nul » que « jamais l'élection n'a été aussi ouverte ». Le directeur de la campagne de M. Jean-Marie Le Pen a jugé que la prochaine élection présidentielle posera le problème « de la survie de notre nation » menacée « d'être diluée dans un ensemble cosmopolite et tiers-mondiste ».

M. Rocard

Hauteur

Dans un entretien au Nouvel Observateur, M. Michel Rocard estime que le prochain chef de l'Etat devra « refuser de se mêler du quotidien pour avoir la préoccupation à long terme. Regarder qu'il y ait la civilisation, l'habitude de se voir, que les candidats en fassent trop », l'ancien ministre précise : « Il faudra, si on retrouve des majorités convergentes, une grande volonté aux présidents de la République à venir pour s'attacher aux grandes priorités, quitta à ne superviser le reste que de plus loin ».

M. Barre souhaite « un débat digne et approfondi »

En Bourgogne

AUTUN

de notre correspondant

Candidat implicite pour quelques jours encore, M. Raymond Barre, à l'invitation de MM. René Beaumont et Marcel Lucotte, respectivement président UDF du conseil général et du conseil régional de Bourgogne, a parcouru le jeudi 4 février la Saône-et-Loire, première étape d'un voyage de deux jours en Bourgogne. Châlonais, Mâconnais, Tournaisiens, habitants de ces cinq départements, ces cinq stations qui sont autant de facettes du département étaient au programme de cette visite largement placée sous le signe d'amitié de longue date.

Rapace agricole inévitable, Champigny, en plein cœur du Châlonnais. Ce fut, pour un Raymond Barre attentif, l'occasion de défendre l'idée d'une agriculture française qui soit productive mais qui sature aussi vendre. Plusieurs rencontres avec le « peuple de France » étaient prévues. La première, à Charnay-lès-Mâcon, où le maire et conseiller général UDF, M. Gérard Volain, avait largement mobilisé. Aux côtés de nombreux élus UDF locaux, avaient pris place quelques représentants départementaux du RPR, parmi lesquels le député de la circonscription, M. Roger Couturier, ainsi que l'ancien ministre (CNI) M. Philippe Maland.

Cet économisme politique, bien dans le ton de la journée, se retrouva à Tournais avec M. Charles Pleindoux, ancien président radical du conseil général ; à Autun, M. Dominique Perben, député et maire RPR de Chalon-sur-Saône, et le sénateur

RPR, M. André Jarrot. Sans hâte, avec une bonhomie jamais prise en défaut, conjuguée à sa manière les différents temps de la force tranquille, dédaignant les déclarations fracassantes, M. Barre a remis, avec un plaisir qui n'était pas que de mise, l'ouvrage sur le métier.

A Tournais, sous la protection de la prestigieuse abbaye Saint-Philibert, qu'il visita en arrivant, l'ancien premier ministre déjà avec des jeunes, les incitant une fois de plus à « créer leur entreprise ». Il leur déclara : « Il manque à la France ces bataillons d'entreprises industrielles qui font la force de l'Allemagne » et insista sur la vocation de ces entreprises à animer la vie rurale « afin d'arrêter l'exode de certaines régions ».

Une patience professorale

Au Breuil, étape symbolique au cœur du bassin minier, en pleine reconversion, M. Barre assista à la découpe au laser d'une calandre avant de 405 Peugeot, dans une petite entreprise, la SGCI. « Enrichissez-vous », disait Colbert, « je vous souhaite bien des succès, c'est-à-dire beaucoup de profits », lança-t-il en guise d'action aux dirigeants de cette PME qui illustre à merveille son idée selon laquelle « il vaut mieux que l'économie se développe du côté de la production et de l'investissement ».

A Autun, après un itinéraire jalonné d'affichettes « Barre Confiance », cinq cents personnes l'attendaient pour l'ultime rencontre de la journée. Rien à voir là avec les

grand-messes de certains partis politiques : le ton est feutré, des applaudissements polis et discrets saluent l'entrée de l'homme qui, sans précipitation, prend le temps de converser et d'évoquer des souvenirs. Chômage, vulnérabilité de l'économie française, évolution toujours plus rapide du monde, place de la France dans l'Europe du vingt et unième siècle, cohésion sociale, libertés, efforts... autant de thèmes repris avec une patience toute professorale.

« Je n'ai pas l'intention de parler d'autre chose », a-t-il affirmé, en soulignant que, à l'occasion de la campagne présidentielle, « le débat national soit digne et approfondi ». « Il y aura certainement beaucoup

d'agitation et de confusion », a expliqué M. Barre. [...] Mais si dans le débat qui va s'ouvrir les Français prennent conscience qu'ils doivent renforcer leur cohésion, alors nous aurons toutes les chances de jouer demain dans l'Europe et dans le monde le rôle qui doit être le nôtre. » Et l'ancien premier ministre de conclure que les Français auront le 8 mai prochain à faire ce choix : « Ou le choix de la sécurité, de la médiocrité et sans doute du déclin, ou le choix de l'initiative, de l'esprit d'entreprise, du risque et en même temps le choix du progrès social, économique et humain ».

CHRISTINE DURET.

« Vous ne pouvez pas dire que je baisse »

« N'attachez pas trop d'importance aux sondages. Si cela vous émeut, je vous prie de croire que cela ne m'émeut pas. » Pour la première fois, M. Barre a commenté, jeudi soir, devant les journalistes qui l'interrogeaient à Autun, sur la vague, plutôt fraîche, des sondages qui le hantent actuellement. Il y a en réalité, selon lui, sondage et sondage : ceux sur les intentions de vote, ceux sur la cote de confiance.

« Vous ne pouvez pas dire que je baisse », a argumenté l'ancien premier ministre. « J'ai vu ce matin un sondage où il est question de l'indicateur de confiance (NDLR : dernier sondage SOFRES Figaro-

Magazine). Je regarde le président de la République et j'ai en soi-disant puisque les opinions favorables l'emportent très largement sur les opinions défavorables. Si je me trouvais dans la situation d'autres personnes en ce qui concerne l'indicateur de confiance, je serais un peu moins optimiste ».

M. Barre n'a pas évoqué explicitement le nom de M. Chirac, mais il a, en revanche, cité des mots du général de Gaulle : « Ce qui est important dans le général, c'est le contrat de confiance qui est passé avec les Français. C'est pourquoi je regarde toujours cet indicateur ».

Selon l'Institut Louis-Harris

M. Mitterrand creuse l'écart

Tandis que M. François Mitterrand creuse l'écart, M. Jacques Chirac prend l'avantage sur M. Raymond Barre au premier tour de l'élection présidentielle, selon le sondage réalisé par Louis-Harris et publié, le vendredi 5 février, dans l'Express (1). Le président de la République est crédité de 41,5 % des intentions de vote (au lieu de 38 % en décembre), tandis que M. Michel Rocard ne recueille que 27 % des suffrages (comme le mois dernier) lorsque l'on porte les couleurs du Parti socialiste.

Néanmoins, les candidats de droite et d'extrême droite restent majoritaires en recueillant de 50 % à 62 % des voix selon les hypothèses. Au sein de la majorité, le premier ministre, qui obtient 21,5 % des intentions de vote (au lieu de 20 %), devance M. Barre, qui est crédité de 19 % des voix (au lieu de 22 %).

dans l'hypothèse où M. Mitterrand est élu. Mais 51 % des personnes interrogées (au lieu de 57 % en novembre) estiment que ce dernier a plus de chances de battre le représentant de la gauche, 37 % (au lieu de 34 %) accordant ce privilège à M. Chirac.

Un second tour, le président de la République est réélu dans les deux éventualités : face à M. Barre (avec 54,5 % des suffrages au lieu de 53 % en décembre) et face au chef du gouvernement (avec 58 % des voix au lieu de 54 %). M. Rocard est, pour sa part, battu par le candidat de l'UDF (avec 55 % des intentions de vote au lieu de 58 %) et par le premier ministre (avec 51 % des suffrages au lieu de 55 %).

(1) Sondage effectué du 20 au 26 janvier auprès d'un échantillon représentatif de mille cinq cents personnes.

Le baromètre SOFRES- Figaro-Magazine

Les personnalités politiques profitent d'une plus grande mobilisation de l'opinion

L'opinion publique s'intéresserait-elle à la campagne électorale et à ses acteurs ? En tout cas, toutes les personnalités politiques améliorent leur image, selon le sondage réalisé par le SOFRES et publié, le samedi 6 février, dans le Figaro-Magazine (1). En tête, M. François Mitterrand suscite la confiance de 62 % des personnes interrogées (au lieu de 58 %), seules 34 % (au lieu de 37 %) demeurent sceptiques sur son aptitude à gérer le pays. Le président de la République occupe la son meilleur résultat depuis le mois de juin 1982.

Si 49 % des sondés (au lieu de 41 % le mois dernier) souhaitent que M. Jacques Chirac joue un rôle important à l'avenir, la majorité des Français consultés (50 % au lieu de 49 %) ne font pas confiance à la politique qu'il mène, 45 % émettant, comme le mois dernier, un jugement contraire.

Avec 52 % d'opinions positives, M. Raymond Barre gagne, pour sa part, 6 points en un mois et se place en tête des personnalités de droite. Il retrouve là son plus haut niveau dans ce baromètre, niveau qu'il avait atteint, pour la dernière fois, en février 1987. M. Jean-Marie Le Pen obtient 16 % d'avis favorables (au lieu de 13 % en janvier), soit un gain de 6 points depuis l'affaire du « point de détail » en septembre 1987.

M. Michel Rocard est toujours en tête des personnalités de gauche en obtenant 56 % d'opinions positives (au lieu de 50 %). Il obtient ainsi son meilleur niveau depuis le mois de mars 1986. M. Rocard devance M. Jack Lang (51 %), Jacques Delors (48 %) et Laurent Fabius (40 %), qui gagnent 3 points en un mois.

(1) Sondage effectué du 22 au 26 janvier auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes.

● Mulhouse : le Front national s'oppose à la construction d'une mosquée. — Le Front national a rassemblé 400 signatures contre la construction d'un centre islamique de 2 000 mètres carrés à Mulhouse (Bas-Rhin), a annoncé, le jeudi 4 février, lors d'une conférence de presse, M. Gérard Freudet, député du Haut-Rhin. La centre — un garage désaffecté acheté en juillet dernier par l'Amicale des Algériens en Europe — doit également abriter, selon M. Freudet, une mosquée et une école coranique. « La France était la fille aînée de l'Eglise, elle devient la fille cadette de l'Islam », a déclaré le député du Front national, qui reproche à M. Joseph Kéri, maire (UDF-PSD) de Mulhouse, de ne pas avoir exercé son droit de préemption pour faire opposition au projet.

JOURNAL D'UN AMATEUR par Philippe Boucher

QUOI de plus simple que d'être candidat à une élection ? Ne suffit-il pas de vanter ses propres mérites et de démolir ceux de l'adversaire ? de souligner les vertus de son programme et de dénigrer qu'il en existe une seule dans celui du rival ? Bref, d'affirmer qu'on est le meilleur et que tous les autres sont des noix ? Mais cette apparence simpliste montre combien il est difficile d'être un candidat de la droite en ces premiers jours de février 1988. Faute de pouvoir identifier l'adversaire, faute de pouvoir présenter un programme qui ferait trop celui qui le présenterait. Ni l'un ni l'autre de ces obstacles ne seront aisément contournés.

Reserve faite de M. Le Pen, il existe à droite deux champions qui se trouvent dans la situation d'avoir un adversaire qui n'est toujours pas déclaré, et un autre qu'ils ne peuvent présenter comme tel. Même si cela ne trompe personne, le silence — relatif — de M. Mitterrand interdit, pour l'instant, de tirer plus qu'à demi l'épée contre lui. Même si cela ne trompe personne, M. Chirac et M. Barre sont censés, le moment venu, c'est-à-dire après que le premier tour aura éliminé l'un d'eux, s'aimer dès le lendemain d'un amour fou et en donner des témoignages constants et publics durant les quinze jours qui dureront la campagne du deuxième tour.

Cela contraint d'ici là les deux anciens premiers ministres de M. Giscard d'Estaing à se bécoter sans se faire mal, à s'injurier avec courtoisie, à se dénigrer avec affection et à ridiculiser durant deux mois et demi le programme de l'autre avec suffisamment de nuances pour qu'il soit possible d'en louer le génie pendant les quinze jours qui suivront.

Pour une fois, et contrairement à un usage trop systématique pour être vraiment juste, il n'est pas possible de soutenir qu'il en va de même à gauche. De ce côté-là, il y a un mastodonte — et rien. Rien qu'une possibilité de candidature dont le seul rêve vraisemblable est de franchir la barre des 5 % de suffrages qui leur évitent, grâce au remboursement d'une partie de leurs frais, d'être en état de banqueroute à l'issue de la campagne.

Même à eux deux, pour ne citer qu'eux, les porte-bannières du communisme, M. Lejolis et M. Juquin, seront bien en peine de rassembler sur leurs noms les 15,34 % de suffrages exprimés qui s'étaient portés sur M. Marchais le 28 avril 1981. Or, déjà à l'époque, on parlait de « recul historique du PCF ».

Cela montre assez à quel point le mastodonte aura les coudees franches, d'ici au premier tour de l'élection présidentielle, à l'égard des candidats dont il devra recueillir les voix au deuxième. C'est sans le moindre peine qu'il pourra, jusqu'à un certain point toutefois, reconnaître des mérites à des rivaux qui ne le menacent en rien. Attendez-vous — comme disait la regrettable Geneviève Tabouis, dont la voix de crocodile fera éternellement défaut au prestige de la radio, — attendez-vous aux propos les plus aimables à l'intention du candidat des Verts, les plus indulgents pour dissuader des communistes et, pourquoi pas, à une certaine retenue de la cruauté pour évoquer les parcours politiques de M. Barre et de M. Chirac. Leurs partisans

n'ont-ils pas eux aussi vocation à venir se faire faire un câlin dans les bras de la rassembleuse force tranquille ?

C'EST que M. Mitterrand, au premier tour, ne se bat pas pour survivre. Avec ou sans sondages, il n'est personne pour imaginer qu'il puisse être éliminé du deuxième tour. Il est dans la confortable position de l'étudiant qui, au vu de son dossier, se voit épargner les épreuves de l'écrit pour avoir à subir que les épreuves orales du concours. Pour lui, pas d'épreuves éliminatoires. Certes, il ne faudrait pas que cette conviction fût si largement partagée qu'elle incitât ses partisans à se dispenser d'aller voter. Mais il n'y a pas à craindre que M. Mitterrand n'oublie d'y veiller.

Mastodonte

Ni M. Chirac ni M. Barre ne disposent d'un tel pactole électoral. La nature du scrutin, qui n'autorise à se maintenir en lice que les deux premiers du premier tour, interdit qu'entre les deux hommes le duel s'arrête au premier sang. Peut-être ne doivent-ils pas s'entre-tuer, au regard des nécessités du duel suivant, mais l'un doit terrasser l'autre.

Dans un premier temps, M. Mitterrand peut se contenter de persister (ce qui pourrait aussi être un choix tactique), alors que ses deux adversaires sont tentés par l'obligation de gagner. Deux fois. Y parviennent-ils sans hausser le ton ? Et d'abord contre l'allié futur ?

Alors que M. Mitterrand pourrait se borner, pour tout programme, à dire « j'y reste parce que j'y suis », M. Chirac et M. Barre vont bien être obligés d'expliquer en quoi il faut que la droite vote pour l'un et non pas pour l'autre.

Comme ils vont s'affronter pour mieux s'unir, ces chérubins, ils vont finir par attraper un torticolis à force de regarder derrière ce qui se passe devant, et inversement. Ou bien ils insisteront sur la différence de leurs programmes respectifs, auquel cas ils devront dire que l'autre ne vaut pas un clou et, par conséquent, celui qui le petronne. Ou bien ils insisteront sur la convergence idéologique de ces mêmes programmes ; d'où il ressortira clairement que leur rivalité ne doit pas grand-chose à la définition d'une politique nationale et beaucoup à l'ambition personnelle.

En soi, cela n'a rien de scandaleux. A-t-on jamais vu qui que ce soit brigner une récompense, un poste, une fonction en justifiant ce désir par l'absence d'ambition ou en en faisant une preuve d'abnégation ? Qu'on

ne vienne surtout pas nous faire le coup du dévouement au pays. Le pays en question, sur cet air-là, a déjà donné. Ce rappel est de nature à modérer le modestie de M. Barre, le courage de M. Chirac... et le (proche) sacrifice de M. Mitterrand. C'est tout de même vrai que l'obligation de se présenter à l'élection présidentielle n'est pas aussi forte que celle de payer ses impôts.

QU'A droite les programmes divergent ou convergent (et il n'est pas impossible d'avoir, là-dessus, une petite idée), ils doivent exister. C'est la loi du genre, à laquelle la gauche ne devra pas moins se soumettre. Les Français ont beau, paraît-il, en avoir soupé des programmes, un candidat qui se flatterait de n'en pas avoir ne ferait assurément pas sérieux.

Mais que promet-elle, que prédire ? Entre ce qui serait plausible, mais dont les Français ne ont cure, et ce qu'attendent les Français, mais qui ne peut être ni promis ni annoncé, la marge est étroite.

Aucun des trois grands ne peut ouvrir le bec sur l'emploi sans se faire élouer aussi se tant par l'opinion que par ses adversaires. Tous les trois ne peuvent présenter que de mauvais bilans, qui interdisent toute espèce de musique sur les lendemains qui chanteraient. La paralysie verbale n'est pas moindre pour ce qui concerne la sécurité sociale et les retraites. Sur ces terrains-là aussi, la menace est partout et la parole nulle part.

Cheque devra glisser... vers des sujets moins glissants. La personnalisation de l'élection, déjà énorme par l'effet du suffrage universel direct qui va jouer pour la cinquième fois depuis qu'il a été instauré en 1962, va s'en trouver encore accrue. Est-ce à dire que la démocratie va en être renforcée ? Il serait anormal d'en jurer. A moins que, les circonstances s'y prêtent, il se trouve un candidat pour porter le débat sur l'exercice du pouvoir, faute de pouvoir changer la manière dont est désigné celui qui en est investi. Si cela était, les risques seraient moindres que le débat électoral soit aussi peuplé de silences.

P.S. Il ne faut pas désespérer de la France, ni de sa télévision. Elle est tout à fait capable de faire plus que les Etats-Unis. Notamment pour ce qui concerne les jeux. Ceux qui diffusent la Une sont des copies conformes du modèle américain. Mais ils ne choquent que par l'énormité des lots. Au moins la Une a-t-elle l'excuse de devoir « faire de l'audience » puisqu'elle est soumise à la loi du profit de toute société commerciale.

Cette excuse est sans valeur pour FR 3, qui appartient au service public. C'est pour autant à elle que revient le poids de la sortie et de la vulgarité avec un jeu diffusé pour la première fois dimanche dernier en soirée et intitulé « Le sphinx ». Il est difficile de trouver sur l'ensemble des chaînes françaises une émission qui prenne à ce point les téléspectateurs pour des crédules.

Politique

La campagne de M. Chirac

Dissiper l'équivoque

« M. Chirac a dit qu'il était prêt à accueillir un réfugié basque... »

« M. Chirac a dit qu'il était prêt à accueillir un réfugié basque... »

« M. Chirac a dit qu'il était prêt à accueillir un réfugié basque... »

« M. Chirac a dit qu'il était prêt à accueillir un réfugié basque... »

« M. Chirac a dit qu'il était prêt à accueillir un réfugié basque... »

« M. Chirac a dit qu'il était prêt à accueillir un réfugié basque... »

« M. Chirac a dit qu'il était prêt à accueillir un réfugié basque... »

« M. Chirac a dit qu'il était prêt à accueillir un réfugié basque... »

« M. Chirac a dit qu'il était prêt à accueillir un réfugié basque... »

« M. Chirac a dit qu'il était prêt à accueillir un réfugié basque... »

« M. Chirac a dit qu'il était prêt à accueillir un réfugié basque... »

« M. Chirac a dit qu'il était prêt à accueillir un réfugié basque... »

« M. Chirac a dit qu'il était prêt à accueillir un réfugié basque... »

« M. Chirac a dit qu'il était prêt à accueillir un réfugié basque... »

« M. Chirac a dit qu'il était prêt à accueillir un réfugié basque... »

« M. Chirac a dit qu'il était prêt à accueillir un réfugié basque... »

« M. Chirac a dit qu'il était prêt à accueillir un réfugié basque... »

« M. Chirac a dit qu'il était prêt à accueillir un réfugié basque... »

« M. Chirac a dit qu'il était prêt à accueillir un réfugié basque... »

« M. Chirac a dit qu'il était prêt à accueillir un réfugié basque... »

« M. Chirac a dit qu'il était prêt à accueillir un réfugié basque... »

« M. Chirac a dit qu'il était prêt à accueillir un réfugié basque... »

« M. Chirac a dit qu'il était prêt à accueillir un réfugié basque... »

« M. Chirac a dit qu'il était prêt à accueillir un réfugié basque... »

« M. Chirac a dit qu'il était prêt à accueillir un réfugié basque... »

Politique

présidentielle

La campagne de M. Chirac

M. Juppé : « Dissiper l'équivoque de M. Mitterrand »

La succession récente des sondages d'opinion qui enregistrent une progression des intentions de vote en faveur de M. Chirac satisfait naturellement ses partisans. Toutefois, ses plus proches collaborateurs se gardent de tout optimisme excessif. Ils attachent, en effet, la plus grande attention au niveau particulièrement élevé qu'atteignent les intentions de vote en faveur de M. Mitterrand (*Le Monde* du 5 février). Cela les intrigue. Ils en recherchent les causes et imaginent les parades.

Ainsi dans l'entourage du candidat Chirac on constate que M. Mitterrand ne peut, depuis 1986, donner prise aux polémiques et aux reproches, puisqu'il s'est tenu dans son rôle strictement constitutionnel et qu'il s'est contenté de prononcer des discours économiens et rassureurs. On ne lui reproche donc nullement d'avoir pratiqué le « coup d'Etat permanent » ni depuis l'alternance de 1986 ni même avant. On reconnaît tout simplement que, n'ayant plus depuis le changement de majorité parlementaire le pouvoir d'« aller au charbon », il ne s'est pas senti les mains !

Selon M. Alain Juppé, porte-parole de M. Chirac, ce score élevé recueilli pour le moment par M. Mitterrand prouve qu'il « touche les dividendes de l'équivoque », et il ajoute « tout notre travail va consister à dissiper cette équivoque ».

L'ambiguïté qui est si bénéfique au président de la République vient essentiellement, selon M. Juppé, de son silence sur ses intentions en ce qui concerne la politique qu'il pratiquerait s'il était réélu. Faute de mieux, M. Juppé se réfère au programme établi par le comité directeur du Parti socialiste pour affirmer, citations à l'appui, que le candidat qui sera soutenu par le PS « reprendra la marche en avant en revenant à la politique pratiquée depuis 1981 », et il évoque notamment la « réouverture de la guerre scolaire » faite, selon lui, par la FEN et d'autres mesures « à connotation passiste ».

Le thème de l'absence de programme nouveau des socialistes, si leur candidat est élu, sera l'un de ceux que martèleront M. Chirac et ses amis. Car, pour le porte-parole de M. Chirac, cette politique socialiste a été sanctionnée par deux échecs successifs : « Le socialisme triomphant s'est terminé par les manifestations de rue de plusieurs millions de Français contre le projet portant atteinte aux libertés à travers la liberté de l'enseignement. Quant au socialisme honteux qui a suivi, il a subi son deuxième échec

en étant rejeté par le corps électoral aux élections législatives de 1986. »

Quant à la troisième phase du septennat de M. Mitterrand, celle de la cohabitation, elle a été « avant tout celle de la mise en route de la politique de M. Chirac et de la nouvelle majorité ».

Mais M. Juppé n'ignore pas que cette cohabitation est précisément un argument dont M. Mitterrand peut lui aussi tirer parti. Il sait que certains « sondés » s'accommodent très bien de la coexistence d'un président et d'un gouvernement de tendance opposée et y voient même la garantie d'un équilibre assuré par un jeu de contrepoids. M. Chirac craint donc les effets d'une accoutumance à la cohabitation de la part d'électeurs de la majorité qui croiraient que celle-ci peut se perpétuer au-delà du 8 mai.

Réligitimé

C'est cette autre « équivoque » que M. Juppé — et aussi naturellement M. Chirac — veut désormais combattre. Pour cela, il affirme qu'il ne pourra y avoir poursuite de la cohabitation après 1988 en cas de victoire de M. Mitterrand, car « les conditions politiques seront radicalement changées par rapport à 1986 ». Il explique, en effet : « Il y a deux ans, le gouvernement a été porté par une majorité qui avait gagné les élections face à un président de la République politiquement basé et qui n'avait plus les moyens de contraindre l'action du gouvernement. »

En revanche, poursuit le porte-parole de M. Chirac, « si le 8 mai

M. Mitterrand est réélu, il apparaîtra nettement comme le seul vainqueur de la compétition et il sera rélégitimé par les résultats de la consultation la plus récente. Il y aura alors accord entre la politique souhaitée par le chef de l'Etat et celle souhaitée par les Français ».

M. Juppé considère que dès lors le président ne sera plus contraint de composer avec la majorité parlementaire dont les porte-drapeaux à l'élection présidentielle auront été battus. Les circonstances deviendront donc tout à fait différentes de celles de 1986. C'est pourquoi, selon M. Juppé, il n'y a aucune contradiction pour M. Chirac à se féliciter d'avoir pratiqué la cohabitation mais à souhaiter qu'elle cesse le 8 mai... par sa propre élection à l'Elysée, car « lui n'aura pas de problèmes pour s'entendre avec la majorité parlementaire actuelle ».

Afin de mieux convaincre l'électorat de ne pas succomber aux « sirènes » de M. Mitterrand, M. Chirac publiera d'ici une quinzaine de jours un bilan du gouvernement de la gauche sous le titre « L'échec du socialisme » et un autre de son propre gouvernement. Dès le 6 février, il diffusera son programme de candidat, intitulé « La décennie du renouveau », avant de présider le même jour à Versailles son premier meeting public auquel il a invité — comme il le fera pour toutes ses manifestations — les parlementaires UDF et les responsables « barrières » du département, ce qui, selon lui, fait partie « des règles de bonne conduite électorale de la majorité ».

ANDRÉ PASSERON.

Soutiens au premier ministre

• Dans la Gironde. — M. Gérard Vibert, vice-président du Parti républicain de Gironde est en congé de l'UDF pour la durée de la campagne présidentielle. La décision a été prise d'un commun accord « mardi 2 février, par le bureau départemental de l'UDF et l'intéressé, dont le nom figure en bonne place dans la liste des membres du comité de soutien à Jacques Chirac ».

M. Vibert, conseiller général du Bouscat depuis 1982, a successivement porté l'étiquette RPR, puis CNIP, avant d'entrer au PR au cours de l'été 1986. « Je n'ai jamais caché que j'ai préféré dans l'ordre Léotard, puis Chirac, puis Barre », rappelle M. Vibert qui ajoute : « J'ai apprécié la façon dont Chirac était allé au charbon. C'est normal de soutenir les gens qui bossent. Je n'ai pas l'intention de quitter le Parti républicain mais j'ai eu le

courage de dire ouvertement ce que certains UDF pensent tout bas. »

• Dans l'Ardèche. — Dix conseillers généraux non RPR, et ayant pour la plupart appartenu à l'UDF, ont publié un communiqué indiquant que, « soucieux de maintenir l'union au sein de la majorité, ils soutiendront la candidature de Jacques Chirac, chef du gouvernement de la majorité ». Parmi eux figurent notamment : MM. Arnaud, maire de Granges-les-Bains, et Tournasse, maire de Tournon.

Cinq autres conseillers généraux UDF n'ont pas encore pris position pour un candidat, pas plus que M. Henri Torre, sénateur républicain indépendant, président du conseil général qui se déclare « neutre ». L'Ardèche compte également sept conseillers généraux RPR qui soutiennent M. Chirac. (Correspondant.)

La vie mystérieuse des partis Introuvables archives

Que font, que sont au juste les partis politiques ? « Ils courent à l'expression du suffrage », dit sobriement la Constitution. Mais encore ? Au-delà de l'omniprésence médiatique de leurs responsables et porte-parole, au-delà de l'activité de leurs militants, lorsqu'ils en comptent réellement, comment se passent-ils ? Comment se passent-ils quand ce n'est pas le mystère.

Pour en savoir plus, s'il le souhaite, chacun peut y aller de ses vœux et de ses questions. Ainsi, pour les archivistes, est-il naturel de se demander s'il existe des archives des partis politiques, et si elles sont, pour l'historien, pour le chercheur, belles et bonnes à conserver.

C'est ce qu'ils viennent de faire, tout au long de leur troisième journée nationale d'études, sous la présidence de M. René Rémond, responsable de la Fondation nationale des sciences politiques, le vendredi 29 janvier à Paris.

Belles et bonnes à conserver ? La réponse est oui. Mais la stricte définition de la notion d'archives, « agissant des partis », n'est pas simple à établir. Au demeurant, ont souligné plusieurs chercheurs dont l'Association des archivistes français avait sollicité le témoignage, l'enquête multiforme peut suppléer à cette absence d'archives « traditionnelles ».

Les témoignages, lorsqu'ils peuvent être recueillis et recoupés, la quête d'archives familiales de militants ou de leaders, souvent éclatantes et qui se dispersent ou s'égarer au gré

des hasards familiaux et des périodes partielles : autant de pistes qu'étudiants et professeurs ont intré à tenter de suivre, faute, le plus souvent, de pouvoir recourir dans le confort des salles d'archives, à des cartons préparés pour leur seule curiosité.

Comment faire autrement ? Les partis, en France, sont souvent éphémères, ou du moins à géométrie variable. Ils disparaissent, se fondent, se scindent, sont agités par les soubresauts des tendances ou des courants, quand ils ne se constituent pas en forteresses aux secrets bien gardés.

Pas de miracles

S'il est aisé d'avoir connaissance du discours qu'ils produisent en permanence, à l'échelon central, qui de plus difficile, en revanche, que d'accéder aux fichiers, d'adhérents, même anciens, ou aux traces visibles des modes de financement ?

De fichiers, il ne faut pas trop rêver. A gauche (vieux reste de la crainte ancienne des persécution policière) comme à droite (goût du secret ou intrépidité d'encarter des « notables »), on les a toujours soigneusement cachés ou détruits. Exception deux fois symbolique, le fichier du RPF du général de Gaulle existe toujours : il ne peut être consulté que de manière rétrospective.

Autre raison de ne pas trop rêver aux fichiers : contrairement à ce que l'on pourrait supposer, leurs mentions répertoriées les plus objectives ne le sont pas toujours. La profession des adhérents par exemple : dans la période « ouvrière » de tel parti de gauche, il était de bon ton d'afficher, parfois contre toute vérité, une proximité aussi grande que possible du mythe du prolétariat.

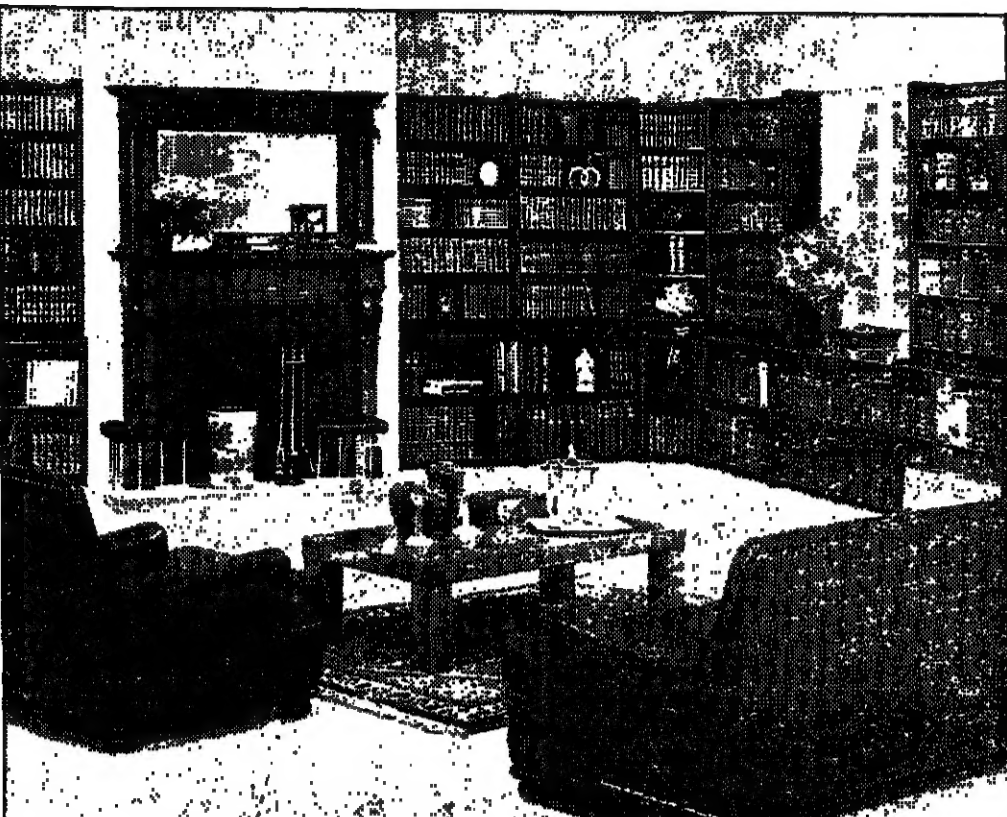
A une autre époque, on verra les cadres dissimuler leur profession de crainte que leurs aptitudes ne soient trop facilement exploitées par le parti. Au total, donc, peu ou pas de miracles « archivistes » à attendre pour ceux qui passionnent la vie présente ou passée des partis. Et si les archivistes souhaitent modifier la voracité des poubelles ou des broyeurs de documents ou dépasser l'hémétique discrétion de l'informatisation envahissante, c'est avec modestie.

Efrayés par leur propre audace, les plus ambitieux d'entre eux ont bien vite renoncé à leur projet d'un instant : fier l'obligatoire et transparente conservation des archives des partis à leur financement public, que l'Assemblée nationale a adopté (voir page 7). Attention, leur avait dit M. Jean Favier, directeur général des Archives nationales, le mieux est ennemi du bien. En voulant tout, vous n'auriez plus qu'une pâle papeterie préablement éduquée ou tréée. Et les mystérieux partis le demeureraient à jamais pour quiconque n'est pas à l'intérieur, et bien placé.

MICHEL KAJMAN.

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

61 rue Froidevaux 75014 Paris



Bibliothèque "Ligne Standard" Acajou - Près de 200 modèles - 12 hauteurs - 4 largeurs - 4 profondeurs - 12 autres versions de teintes et placages d'essences véritables

Du meuble traditionnel... au meuble contemporain.

500 modèles
14 lignes et styles
53 coloris, teintes ou essences de bois



CATALOGUE GRATUIT dans nos magasins

A PARIS : 61, rue Froidevaux 75014

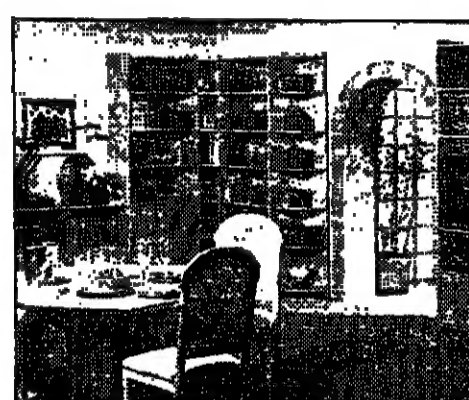
Magasins ouverts le lundi de 14 h à 19 h et le mardi au samedi inclus de 9 h à 19 h sans interruption.

RIER : Denfert Rochereau - Métro : Denfert Rochereau - Gaité - Edgard Quinet - Autobus : 28, 38, 58, 68 - SNCF : Gare Montparnasse.

Nouveau en région parisienne : Arpajon (centre) - 13, route nationale 20 - Tél. : 64 90 05 47.

OU DANS NOS MAGASINS REGIONAUX

BORDEAUX 10, rue Bouffard, tél. 55.44.39.42
BRIVE (Point Expo) 30, rue Louis-Latrade, tél. 55.74.07.32
CLERMONT-FERRAND 22, rue G. Clémenceau, tél. 73.93.97.06
DIJON 100, rue Monge, tél. 80.45.02.45
DRAGUIGNAN (Point Expo) ZAC de St-Hermantaire, tél. 94.67.33.19
GRENOBLE 58, rue St-Laurent, tél. 76.42.55.75
LILLE 88, rue Esquermoise, tél. 20.55.89.39
LIMOGES 57, rue Jules-Norzi, tél. 55.78.15.42
LYON 9, rue de la République (métro Hôtel-de-Ville - Louis Pradel), tél. 78.28.38.51
MARSEILLE 105, rue Paradis, (métro Estrangin), tél. 91.37.60.54
MONTPELLIER 8, rue Sérane, (près Gare), tél. 67.58.19.32



Bibliothèque "Ligne Standard" (version Frêne Naturel)



Bibliothèque "Louis XIII" - 28 modèles - 2 hauteurs - 4 largeurs - 5 profondeurs - 4 versions



Bibliothèque "Alu 50" - 30 modèles - 4 hauteurs - 2 largeurs - 3 profondeurs - 4 coloris

BON POUR UN CATALOGUE GRATUIT

A renvoyer à : La Maison des Bibliothèques 75014 Paris Cedex 14

J'aimerais recevoir rapidement et gratuitement votre dernier catalogue complet sur tous vos modèles de bibliothèques, avec tarif et liste des magasins, ceci sans aucun engagement de ma part.

Mr, Mme, Mlle

Prénom

Adresse

Code postal

Ville

Tél. (facultatif)

Profession

par téléphone 24 h / 24
(1) 43 20 73 33
OU AVEC CE BON ➤

Le Monde

CADRES

Le Groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine :

Equipements électroniques
RESPONSABLE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL RM. VM 43/570 L
 Sud-Ouest

ADJOINT DIRECTEUR JURIDIQUE RM. VM 36/552 J

INGENIEUR ETUDES RM. VM 17/2324 E

RESPONSABLE BUREAU D'ETUDES ET DE METHODES RM. VM 21/2530 A

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous proposons de nous adresser un dossier de candidature en précisant la référence choisie à :

GROUPE EGOR
 11, rue de Bavière - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
 BELGIQUE ALLEMAGNE GRANDE-BRETAGNE ITALIE PORTUGAL ESPAGNE CHYPRE

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi

vous propose une sélection de collaborateurs :

● INGENIEURS toutes spécialisations

● CADRES administratifs, commerciaux

● JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CADRE ADMINISTRATIF - Droit, IRP Paris. Trilingue anglais/italien. 16 ans exp. Fonction personnel et finances France, étranger avec responsabilité opérationnelle autonome.

OFFRE collaboration à PME/PMI pour gestion/direction ressources humaines ou secrétariat général, à multinationale pour liaison gestion administrative siège/filiales ou à entreprise se structurant pour relever le défi de 1992. (BCO/BD 1144.)

CONSULTANT - DESS gestion IAE, bilingue anglais. 15 ans exp. en gestion générale marketing. Gestion des ressources humaines et formation.

CHERCHE poste salarié ou free lance. R.P. + déplacements. (CAD/IV/ALB 1145.)

AGENT COMMERCIAL - 4 ans exp. vente, confection H/Y/Baudou.

CHERCHE carte de représentation sur Paris/RP en poste chef de produit.

ETUDIERAIT toutes propositions. (BCO/CR 1146.)

SECRÉTAIRE DE DIRECTION EXPERIMENTÉE - Véritable collaboratrice. Très bonne présentation, discrète, efficace, organisée, autonome, responsable, initiative, sens commercial, relations clientèles. Très bonnes connaissances anglaises, allemandes, espagnoles, télécom. Appointés à la rédaction, tenue impeccable de bord.

CHERCHE poste stable Paris/RP Sud. (BCO/IV 1147.)

ÉCRIRE

OU TÉLÉPHONER :

12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09

Tél. : 42-85-44-40, poste 27.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

3^e arrdt

M^{re} BASTILLE

Imm. 10, de 1, revendu, 4/10, 145 m² terrasse, trav. à terminer. R.V. SAINTEH. 118 m², 67, bd BEAUMAR-CHAM, sem., dm., 14/17 h.

4^e arrdt

HOTEL DE VILLE

Imm. XIV^e gd av., belle hauteur sous plafond, 3 ch., 145 m² terrasse, trav. à terminer. R.V. SAINTEH. 118 m², 67, bd BEAUMAR-CHAM, sem., dm., 14/17 h.

7^e arrdt

M^{re} ÉCOLE-MILITAIRE

Imm. imm. revu, 4/10, 145 m² terrasse, trav. à terminer. R.V. SAINTEH. 118 m², 67, bd BEAUMAR-CHAM, sem., dm., 14/17 h.

16^e arrdt

M^{re} VICTOR-HUGO

Imm. 10, de 1, revu, 4/10, 145 m² terrasse, trav. à terminer. R.V. SAINTEH. 118 m², 67, bd BEAUMAR-CHAM, sem., dm., 14/17 h.

92

Hauts-de-Seine

BOULOGNE

M^{re} PTE-ST-CLOUD

petit 2 p., env. 40 m², 1 ch., 145 m² terrasse, trav. à terminer. R.V. SAINTEH. 118 m², 67, bd BEAUMAR-CHAM, sem., dm., 14/17 h.

locations meublées offres

Paris

7^e arrdt

M^{re} VAREAU

Imm. 10, de 1, revu, 4/10, 145 m² terrasse, trav. à terminer. R.V. SAINTEH. 118 m², 67, bd BEAUMAR-CHAM, sem., dm., 14/17 h.

locations meublées demandées

Paris

7^e arrdt

M^{re} VAREAU

Imm. 10, de 1, revu, 4/10, 145 m² terrasse, trav. à terminer. R.V. SAINTEH. 118 m², 67, bd BEAUMAR-CHAM, sem., dm., 14/17 h.

locations meublées demandées

Paris

7^e arrdt

M^{re} VAREAU

Imm. 10, de 1, revu, 4/10, 145 m² terrasse, trav. à terminer. R.V. SAINTEH. 118 m², 67, bd BEAUMAR-CHAM, sem., dm., 14/17 h.

locations meublées demandées

Paris

7^e arrdt

M^{re} VAREAU

Imm. 10, de 1, revu, 4/10, 145 m² terrasse, trav. à terminer. R.V. SAINTEH. 118 m², 67, bd BEAUMAR-CHAM, sem., dm., 14/17 h.

locations meublées demandées

Paris

7^e arrdt

M^{re} VAREAU

Imm. 10, de 1, revu, 4/10, 145 m² terrasse, trav. à terminer. R.V. SAINTEH. 118 m², 67, bd BEAUMAR-CHAM, sem., dm., 14/17 h.

locations meublées demandées

Paris

7^e arrdt

M^{re} VAREAU

Imm. 10, de 1, revu, 4/10, 145 m² terrasse, trav. à terminer. R.V. SAINTEH. 118 m², 67, bd BEAUMAR-CHAM, sem., dm., 14/17 h.

locations meublées demandées

Paris

7^e arrdt

M^{re} VAREAU

Imm. 10, de 1, revu, 4/10, 145 m² terrasse, trav. à terminer. R.V. SAINTEH. 118 m², 67, bd BEAUMAR-CHAM, sem., dm., 14/17 h.

locations meublées demandées

Paris

7^e arrdt

M^{re} VAREAU

Imm. 10, de 1, revu, 4/10, 145 m² terrasse, trav. à terminer. R.V. SAINTEH. 118 m², 67, bd BEAUMAR-CHAM, sem., dm., 14/17 h.

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
 BELGIQUE ALLEMAGNE GRANDE-BRETAGNE ITALIE PORTUGAL ESPAGNE CHYPRE

UNAPEI

recherche

JURISTE

de formation sup. pour études, analyses, synthèses et rédaction de documents juridiques.

Excellentes connaissances du secteur bancaire et social obligé.

Env. c.v., photo et lettre à UNAPEI, 15, r. Coyneux, 75016 PARIS.

ASSOC. TOURISME rech.

UN DIRECTEUR

et UN ÉCONOME

pour la gestion d'un

MASSIF CENTRAL

Adm. cour. exp. a.s. à POL, BP 818, 12006 Rodez Cedex.

L'Institut de communication rech. pr. son centre de langues

1) UN RESPONSABLE

PÉDAGOGUE bilingue

angl./franc. à plein temps

2) RESP. PÉDAGOGIQUE

français/anglais à 1/2 temps

3) RESP. PÉDAGOGIQUE

français/anglais à 1/2 temps

4) RESP. PÉDAGOGIQUE

français/anglais à 1/2 temps

5) RESP. PÉDAGOGIQUE

français/anglais à 1/2 temps

6) RESP. PÉDAGOGIQUE

français/anglais à 1/2 temps

7) RESP. PÉDAGOGIQUE

français/anglais à 1/2 temps

8) RESP. PÉDAGOGIQUE

français/anglais à 1/2 temps

9) RESP. PÉDAGOGIQUE

français/anglais à 1/2 temps

10) RESP. PÉDAGOGIQUE

français/anglais à 1/2 temps

11) RESP. PÉDAGOGIQUE

français/anglais à 1/2 temps

12) RESP. PÉDAGOGIQUE

français/anglais à 1/2 temps

13) RESP. PÉDAGOGIQUE

français/anglais à 1/2 temps

14) RESP. PÉDAGOGIQUE

français/anglais à 1/2 temps

15) RESP. PÉDAGOGIQUE

français/anglais à 1/2 temps

16) RESP. PÉDAGOGIQUE

français/anglais à 1/2 temps

17) RESP. PÉDAGOGIQUE

français/anglais à 1/2 temps

18) RESP. PÉDAGOGIQUE

français/anglais à 1/2 temps

19) RESP. PÉDAGOGIQUE

français/anglais à 1/2 temps

20) RESP. PÉDAGOGIQUE

français/anglais à 1/2 temps

21) RESP. PÉDAGOGIQUE

français/anglais à 1/2 temps

22) RESP. PÉDAGOGIQUE

français/anglais à 1/2 temps

23) RESP. PÉDAGOGIQUE

français/anglais à 1/2 temps

24) RESP. PÉDAGOGIQUE

français/anglais à 1/2 temps

25) RESP. PÉDAGOGIQUE

français/anglais à 1/2 temps

26) RESP. PÉDAGOGIQUE

français/anglais à 1/2 temps

27) RESP. PÉDAGOGIQUE

français/anglais à 1/2 temps

28) RESP. PÉDAGOGIQUE

français/anglais à 1/2 temps

29) RESP. PÉDAGOGIQUE

français/anglais à 1/2 temps

30) RESP. PÉDAGOGIQUE

français/anglais à 1/2 temps

31) RESP. PÉDAGOGIQUE

français/anglais à 1/2 temps

32) RESP. PÉDAGOGIQUE

français/anglais à 1/2 temps

33) RESP. PÉDAGOGIQUE

français/anglais à 1/2 temps

34) RESP. PÉDAGOGIQUE

français/anglais à 1/2 temps

Le Carnet du Monde

Naissances

— Irène et GÉRARD GUELTON,

laissés à

la joie d'annoncer la naissance de

Célestine,

le 19 janvier 1988.

6, avenue Emile-Acolas,

75007 Paris.

Fiançailles

— M. et M^{me} René

FIRINO MARTELL

sont heureux d'annoncer les fiançailles

de leur fille et belle-fille

Elisabeth

avec

M. Jean-Pierre LOSTIS.

16100 Cognac.

— M. et M^{me} Pierre LOSTIS

sont heureux d'annoncer les fiançailles

de leur fils

Jean-Pierre

avec

M^{me} Elisabeth

FIRINO MARTELL.

14000 Cognac.

Décès

— M^{me} Charles Bensadoun,

Le docteur René-Jean Bensadoun

et M^{me}.

Le docteur Francis Bensadoun,

chirurgien-dentiste.

M. et M^{me} Jean Godet,

née Myriam Bensadoun,

M. et M^{me} Edmond Lachkar,

née André Bensadoun,

M^{me} I. Coriat

et sa famille.

M. et M^{me} Pierre Amélie

et leurs fils.

M^{me} Catherine Anselme,

Les familles Bensadoun, Cohen, Kar-

weit, Catary.

Parents et amis,

ont l'honneur de faire part du

décès accidentel de

docteur Charles BENSADOUN,

chirurgien-dentiste à Nice,

survenu le 31 janvier 1988.

Les obsèques ont eu lieu mercredi

3 février 1988, suivies de l'inhumation

au cimetière de Cimiez.

— M^{me} L. L. Bodkier,

née Germaine Albarat,

M. et M^{me} Michel Bodkier,

David et Rachel,

ont la très grande douleur de faire part

du décès de

docteur Israël Lefebvre BODKIER,

médecin à Bègles (Gironde),

de 1947 à 1981.

née à Varsovie en 1911.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus

stricte intimité familiale à Bordeaux, le

28 janvier 1988.

12, place du 14-Juillet,

33130 Bègles.</

Le Monde SANS VISA

Le Zaïre en folklore d'époque



par Danielle Rouard

DÉBUT de soirée dans les ruelles de Matonge, le cœur des folles nuits de Kin, Kinshasa, Kin-Kin, ou Kin-la-joie. C'est le moment magique où brutalement disparaît le soleil, où s'adonne le moiteur de l'air équatorial. Entre chien et loup, lorsque bougies et ampoules nées d'allumement, la foule surgit, chaleureuse et communicative. Tous les 10 mètres, dans les guinguettes, femmes et hommes sont assis sur des caisses de bière, autour des orchestres. Là se crée la musique zaïroise, où la tradition des ethnies se casse pour resurgir électrisée par des rythmes plus modernes. Ce mélange détonnant irrigue l'Afrique. A l'affiche des capitales mondiales pointent le Grand Maître Franco, le Grand Zéko, les Langa-Langa Stars et Papa Wemba. Tous ont commencé là, dans un de ces *agendas*, les bars à ciel ouvert de Matonge. Comme ici ce soir, dans ce repaire de l'ethnie baluba : corps ondulants, regards qui « follett » - deux yeux, baratin et coups de hanche. Une matrone noire en pagne serré s'approche sur un rythme de mambo-rock : de ses mains battant la cadence, elle invite à la danse, amicale et insistante. Comment rester assise en voyeur ? Ainsi l'étrangère hérite-t-elle de son premier et vrai laissez-passer pour Matonge.

Plus tard, le décor change, dans une salle pauvre du quartier, pour une version de *West Side Story* jouée par les « sapeurs ». A travers la « sape » - le look du vêtement - s'étanche la soif d'identité quand on a seize ans à Kin. Ce soir les Jeunes Emporés, inspirés de l'empire du Soleil-Levant, envahissent la scène. Ils déconcertent par leur jeunesse et leur professionnalisme. Ils sont dix-huit et se connaissent depuis toujours. Avant la musique, la revue : voilà leur rite, leur griffe. Ils descendent l'escalier un à un, s'avancent vers le public sur les pas d'un défilé de mode, pour qu'on admire le flou d'un pantalon à la japonaise et la sobre Weston. Ils esquissent les figures du « *kwassa-kwassa* » - le rythme né à Kin qui fait fureur en Afrique - pour que frémissent les tunique d'une sophistication à faire rêver Tokyo ou Rome.

Les Jeunes Emporés, faute d'argent, fabriquent eux-mêmes leur garde-robe. Ils ont lancé leur

musique frénétique à l'assaut de Kin. Tous ont un carabine aussi vide que stylé. Chacun d'entre eux a une fonction précise, du président à l'adjoint, de l'adjoint au trésorier. Ils sont à l'image de la société civile zaïroise, avec un même objectif : des quatre millions de Kinois se distinguent, pour gagner de l'argent. En un mot, survivre.

Car des zaïres (100 zaïres = 25 francs français), il en faut pour la sape. Les boutiques-sapeurs, qui pullulent à Matonge, rivalisent de fantaisie dans l'enseigne au lettrisme soigné, les présentoirs à ressorts et les mannequins-automates. Costumes et robes doivent avoir deux qualités : le tissu et la griffe - celle des grands noms du prêt-à-porter mondial. Ils ont un défaut : leur prix équivaut à trois mois du salaire local.

Le salarié porte beau

« Voyous » ou « fils de riches », comme tous les dandys du monde, les sapeurs attirent la méfiance comme la peau de Blanc les moustiques, en abondance à Kin l'équatoriale. De cette sordide désapprobation, ils tirent fierté. Ils pratiquent le slalom avec l'autorité publique, vigilante, et l'esquive avec le pouvoir familial, omniprésent.

« Les parents verraient d'un sale œil leur présence ici », explique Pulu, petit homme sec qui tient à bout de bras son centre culturel de la parcelle de Magebo : « Ma porte ne leur est pas fermée. Mais, dans ce quartier ouvrier, on pense d'abord au travail ». Pour Pulu, c'est une affaire qui tourne : théâtre, expos, infos pratiques, ciné-vidéo deux fois par semaine à 50 zaïres la séance. Dans sa journée, il fait quatre métiers pour assurer, comme ses compatriotes, le nécessaire et le superflu, « le manger » et la « flambe ».

« Travaillez, prenez de la peine, c'est le fonds qui manque le moins », dit dans une de ses chansons Papa Wemba. Il est cireur pour l'occasion, dans la vie est belle, un film de Ngunguru Diendonné Mwewe et Benoit Lamy qui occupe depuis des mois l'écran du Palladium, la salle branchée du boulevard des Ambassades, où les fauteuils de bois grincent à la moindre émotion (1).

Pour les cireurs, en ce début de saison chaude, la pluie se fait attendre et le client est rare.

Leur passion : les vêtements, la « sape ».
Leur rythme : le « kwassa-kwassa »,
une musique née à Kinshasa.
Leur préoccupation : gagner de l'argent.
Survivre.

Enfin, ce n'est pas encore la disette. Dès l'aube, le cireur a du pain sur la planche. Les salariés - ces rares élus parmi les Kinois - se rendent au travail. Ils vont à pied, car les *sula-sula*, ces bus bringuebalants, regorgent de corps suspendus par un bras ou une jambe.

Le salarié porte beau. Il sort cravaté de sa case de pisé sans eau ni électricité. Il lui faut ensuite suivre un entrelacs de ruelles marécageuses avant d'atteindre les beaux quartiers. Qu'importe : un porteur professionnel le hisse sur ses épaules pour franchir les flaques dangereuses et, à la sortie, le cireur donne le coup d'éclat aux chaussures. « Monsieur » est prêt à assumer son rôle de salarié. Que ne ferait-on pour travailler ?

Porteurs, cireurs, pousseurs qui relaient celui qui pousse la carriole où se juche le client, vendeurs d'aphrodisiaques (piment pilé ou graines à mâcher), « moineaux » vivant en bande des huit ans du produit de leurs superbes modèles réduits en fil de fer, « taximen » serpentant dans un fracas de ferraille entre les trous béants de la chaussée kinoise, parmi les embouteillages bruyants, autour des deux seuls feux rouges de la ville... c'est la vie à Kinshasa.

Sous le soleil de plomb, se « bokent » à se donner le tournis des bières légères ; s'engloutissent poissons cuits à la banane, mangues et papayes. Des *kadhane* proposent du carburant : ces jeunes gens ainsi nommés le vendent en fraude et bien déloyal. Car aux stations les pompes sont souvent vides. Manque de matière première ? Mais non : le pétrole jaillit du Shaba, la riche province du Sud. Problème de pipe-lines ? Après un parcours sinueux, ils débouchent dans on ne sait quel tiroir-caisse. La crise des cours mondiaux renforce l'économie parallèle.

Cette économie souterraine est la source principale de revenu pour les millions de nouveaux citoyens venus des savanes chercher fortune dans la capitale. Quel commerce... L'*Iran-Irak*, le bac reliant en vingt minutes Kin la riche à Brazzaville la provinciale, regorge de sacs, de valises, de pièces mécaniques. A chaque aube, les marchands montent au front pour avoir une place sur ce bac aux promesses d'Ali Baba, où les bisbilles commerçantes ont des allures de matches de boxe. « *Iran-Irak* », richesse du verbe... « Casser le caillou », c'est ce qu'on appelle ici pratiquer un métier pour vivre, après avoir éventuellement « cassé le bic », c'est-à-dire rompu ses études, quitte à se livrer à la « coopération », - la corruption. A moins d'avoir la chance rare d'être un « Américain », un homme vivant sans emploi, mais comme un pacha.

Ce nouveau parler kinoïse fait les délices des linguistes. Dans son *Essai de lexique de 1986*, François Belorgey, du Centre culturel de Kinshasa, en souligne « la souplesse et la mobilité. Ce parler est assez représentatif du petit milieu dont il est l'emanation, expliquant des faits sociaux spécifiques : l'argent, le sexe, le fétiche, la force physique ». Jeux de mots, sur fond de valeurs traditionnelles : la capitale, telle une adolescente, se crée un langage et construit son histoire. Pour cela, elle ne manque ni de racines ni de trésors. Peintures naïves exposées à l'Académie des beaux-arts. Riches collections du Musée archéologique en cours d'aménagement...

Des savanes recultes et des professeurs de la forêt arrivent peu à peu les instruments de musique, les masques et les fétiches des rites ancestraux. Les dieux ne sont pas morts au Zaïre. Les statues poursuivent leur silencieux destin sur les étagères du musée

en construction. En bois peint, une femme accroupie est en train d'accoucher : son bébé pend, lié au cordon ombilical. Sur combien de maternités veille-t-elle au village avant de rejoindre le musée ? Sur les traces de ces richesses, l'équipe de conservateurs zaïrois formée à l'université de Louvain, en Belgique, passe de longs mois. En brousse, il leur faut convaincre le sorcier et les habitants de laisser partir vers l'inconnu le signe de leur culte : « Mais l'esprit demeure, n'est-ce pas ? »

Ville contre cité

Les missions belges du temps de la colonisation n'ont pas réussi à exorciser les génies indigènes. Les règlements autoritaires de l'occupant d'alors n'ont pas ramené à la raison les cultures fantaisistes du Zaïre. Mais il en reste des traces. Hier, le Kinois devait présenter son laissez-passer s'il franchissait la frontière de la « cité » noire pour entrer dans la « ville » blanche. Apartheid... Aujourd'hui, point de laissez-passer, mais une barrière culturelle dure comme le béton : la ville a peur de la cité.

Les avenues de la ville, dès le coucher du soleil, se vidant de toute âme. A la même heure, les parcelles de la cité commencent leur transe. Au détour d'une dispute de taxi éclate la méfiance du

Noir. Les Blancs, à l'abri dans leurs demeures soigneusement gardées, ne viennent guère à Matonge. Si, tout de même, pour y rencontrer une « Londonnienne », une de ces prostituées réservées à leur usage exclusif. Mais c'est un plaisir qu'ils ne veulent pas se priver. La peur du SIDA calme toutes les ardeurs. Ou hâte d'ailleurs devant une piqure ou une transfusion. Et si l'on peut, on évite l'hôpital pour revenir aux remèdes de grand-mère. Parano de tous les dangers...

Le SIDA existe au Zaïre, mais peut-être moins qu'on ne l'a dit. Kinshasa, après avoir tu le fléau, le dénomme avec vigueur. Depuis quelques mois, elle s'efforce à la prévention, à coups de chansons, de spots télévisés quotidiens et de condoms trop coûteux pour une bourse locale. Comme à Paris et à New-York, ses équipes de chercheurs s'apprêtent à mettre au point vaccins et traitements. Quel pied-de-nez si demain le miracle anti-SIDA venait de Kinshasa ! Et quelle montagne de devises... Pour ce pays en voie de développement, c'est une gageure, que l'Organisation mondiale de la santé finance en priorité.

(Lire la suite page 14.)

(1) La vie est belle sera programmée prochainement sur les écrans parisiens.

**BERTTEIL
SOLDES**

JUDO
mensuel

La FFJudo et LE MONDE s'associent pour vous proposer un grand mensuel de judo et de ju-jitsu.

Un million de participants vont désormais pouvoir suivre leurs champions jusqu'aux jeux olympiques.

Tous les français vont maintenant pouvoir comprendre et se passionner pour ce sport merveilleux en lisant

Je désire m'abonner pour ☐ 10 numéros : 100 F ☐ 20 numéros : 190 F

NOM _____ Prénom _____

Adresse _____ CP _____

Je joins un chèque bancaire ou postal de _____ F à l'ordre de FFJDA 43, rue des Plantes 75880 PARIS CEDEX 14 - Tél. (1) 45 42 80 80

ESCALES

Le Monde sans visa • Samedi 6 février 1988 15



Marrakech soleil d'hiver

Soleils d'hiver en solde : le Maroc n'est pas tellement plus loin de Paris que les Baléares. Chez Wagons-Lits Tourisme, les prix baissent en février et mars. La semaine à Agadir (hôtel Atlas), au bord de l'océan, vaut 3 580 F par personne en pension complète, en chambre double, voyage compris.

A Marrakech, on propose une semaine à l'hôtel El Andalou (4 étoiles) dans le quartier extérieur aux remparts, à vingt minutes à pied de la place Djamaa-el-Fna, pour 3 200 F en pension complète (2 785 F en demi-pension), voyage compris.

Départs le samedi sur Royal Air Maroc. On peut partir un autre jour de la semaine, moyennant un supplément de 740 F pour Marrakech (ou 720 F sur Royal Air France pour Agadir). L'accès aux tennis et, bien sûr, à la piscine est gratuit. Renseignements et vente dans les agences de voyages.

Le goût de la Louisiane

Autant confier l'élaboration et la préparation d'un voyage à un spécialiste, lui, pour ce tour des plantations en Louisiane, pas de problème : Maurice Denzère y a posé sa marque et inscrit tout son savoir.

Du 19 au 22 avril, on pourra partir sans crainte, avec Athènes (6, rue Quentin-Bauchart, 75008 Paris, tél. : 47-23-65-94), de la Nouvelle-Orléans à la Nouvelle-Orléans en passant par les demeures de Mount Horpe, Nottoway, Rosewood, Greenwood, Longwood, Melrose. Et d'autres.

Dans chaque lieu, on verra ce qu'il faut voir, on écouterait ce qu'il faut entendre et on sera reçu par des personnalités dans leur maison. Ainsi du gouverneur de Bâton-Rouge et du maire de Natchez.

Egalement au programme, survol du delta du Mississippi, croisière sur un beyou, près de Lafayette, excursion en bateau dans le bassin de l'Atcha-Falaya, immersion marécage sauvage, et des réceptions qui évoqueront l'accueil dans les plantations au temps de la splendeur du Vieux Sud. Et

puisqu'on sera à la Nouvelle-Orléans, le jazz.

Tarif par personne en chambre double (avion, hôtel de luxe et tous les repas) : 15 950 F.

Trois nuits à Stresa

Propriétaire du Danieli à Venise, la chaîne d'hôtels italienne Ciga sait ce que l'on veut dire. Peu de risques donc d'être médiocrement hébergé en choisissant un établissement du groupe comme le propose l'agence Envoies (6, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-61-50-02) dans son catalogue 88 « en partance » pour l'Italie.

Nous avons retenu à Stresa, sur le lac Majeur (240 km de Milan), l'hôtel des îles Borromées. Basse saison certes, mais tarifs peu élevés puisque les trois nuits



d'un week-end dans ce palace sont offertes en chambre double avec petit déjeuner et demi-pension au prix de 2 100 F (jusqu'au 15 mars). Sept jours dans les mêmes conditions : 4 800 F.

Muraille Jet set

Seul monument de notre planète visible depuis la Lune, la Grande Muraille de Chine, élevée sur 5 000 kilomètres à partir du IV^e siècle avant J.-C., est menacée de ruine. Pour la sauver, un comité international organise, avec le soutien du PC chinois, un voyage de prestige dont le prix, volontairement élevé, ira, pour moitié, à sa restauration et pour moitié à celle de la salle de musique de l'hôpital Giovanni Paolo, à Venise.

Visite du Palais d'été, déjeuner dans le style de l'impératrice Tseu dans l'île des Dragons, soirée à

l'Opéra de Pékin, bal masqué dans les pavillons du lac de Long Tan Hu et, bien sûr, la Grande Muraille, où un cocktail sera offert par Mao's et un lunch servi sous des tentes mongoles.

Retour à Pékin pour une soirée avec Miao Piasatola, Mady Mesplé, Montserrat Caballé, Kasia Kuzniak, Teresa Berganza et les Solisti Veneti de Claudio Scimone. Vente aux enchères organisée par Sotheby's dans l'enceinte de la Cité interdite et déjeuner dans le même lieu. Xian, où le premier empereur de Chine enterra son armée, Shanghai, Suzhou et ses jardins, recevront également la visite des voyageurs.

Prix : 53 000 F pour le voyage de dix jours, du 30 mai au 8 juin, tout compris (voyage, séjour et limousine privée) : 24 000 F pour le week-end à Pékin du 2 au 5 juin. Réservation pour la France auprès de Carrefour de la Chine (45, rue Saint-Anne, 75001 Paris, tél. : 42-61-38-67).

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Alsace

88890 THANNENKIRCH
TOURING HOTEL**
Tél. 89-73-10-41
Logis de France - Envoies dépliant.

Côte d'Azur

83240 CAVALARE
HOTEL-RESTAURANT
LA CALANQUE***
« Les pieds dans l'eau ». Site exceptionnel. Chânes avec TV, Piscine, Tennis. Spéc. poissons. 1/2 pens. à partir de 450 F/jour et par personne.
Tél. 94-64-04-27.

06000 MENTON
Paradis soleil à l'HOTEL-VILLA NEW-YORK***
Tél. conf. Tél. direct. TV coul. Jardin. Park. clim. A part. de 1 150 F pour 7 jns en 1/2 pension.
Tél. 93-55-78-69

HOTEL DU PARC***
Tél. : 93-57-66-66.
Près mer. Centre-ville. Parking. Grand jardin. Cuis. réputée. Dépliant sur dem.

NICE

HOTEL LA MALMAISON
Maison d'hôte Western***
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
TV COULEUR PAR SATELLITE
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-87-62-56 - Téléc. 478-418.

HOTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-88-39-40
Plais. centre-ville. Calme.
Petit parking, grand jardin, chambre, TV couleur.
Tél. direct, minibar.

HOTEL GOUNOD***
Grand confort, service prévenant, central, chauffage, agréable, garage.
Tél. 93-88-26-28.

Montagne

AURON

A 90 km de NICE
HOTEL DU PILON***
Affaire de famille. Confortable et agréable. Piscine et patinoire.
Tél. 93-23-40-35.

06000 RISOU (Hautes-Alpes)

Les Studio
4 pers. Sem. de 6 au 13 et du 21 au 28 février. Prix 1 800 F TTC. Sem. mars 1 200 F TTC. 10 jours 1 800 F TTC.
Tél. 93-45-44-34

06490 SAINT-VÉLAN (Hautes-Alpes, Queyras)

Parc. Site classé. Sent. village. Piste, font. Piste de course d'Europe. 2040 m.
LE VIELARD, tél. 92-45-82-08
Chamb. studio + cuisinette-grill.
Depuis 450 F pers./semaine.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
Pensions de 1 617 F à 1 848 F sem.
Demi-pens. de 1 267 F à 1 617 F.

VALLEE DU QUEYRAS

Site de fond, ski alpin, randonnée, détente soleil, vue panoramique.
HOTEL LE CHAMOIS***
LOGIS DE FRANCE
83300 MOLINES-EN-QUEYRAS
Tél. (16) 92-45-83-71

Provence

30630 GOUVERVILLE (Gard)
VACANCES DANS LE MIDI (Vallée de CEZE)
M. Maurice COSTE et
l'HOTEL DU COMMERCE***
vous proposent leurs prix 1988 de pension complète, via. TTC.
4 janvier/30 mars : 130 à 150 F
31 mars/31 mai : 150 à 175 F
1^{er} juin/31 août : 155 à 180 F
6 juillet/24 août : 180 à 205 F
Supplément chambre individ.
Régimes assurés.
Excursions dans toute la région, randonnées pédestres, calme, repos, soleil, pêche, etc.
Doc. rapide sur demande par tél. 66-82-20-08.

Italie

VENISE

HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES***
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc.
Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservations : 41-52-53-133 VENISE.
Tél. : 411150 FENICE I.
Directeur : Dante Apollonio.

Suisse

CRANS-MONTANA

Pour des vacances d'hiver idéales au pays du soleil et des sports
L'HOTEL ELDORADO***
vous propose son confort moderne, sa cuisine réputée dans une ambiance familiale.
Fam. F. BONVIN
Tél. 19/43/27/41-13-33.

TOURISME

Ferme de la Besse XV^e siècle
SÉJOUR SKI DE FOND
Sur le haut plateau ardennais

7 jours pension + encadrement + matériel à 2 200 à 2 800 F
DOCUM. GRAT. sur demande.
Tél. : 75-35-50-64 - MEJEAN Gérard,
47510 USCADES REUTORD.

POUR UN PRIX CHARTER OFFREZ-VOUS UN VOL REGULIER UTA.

ABIDJAN 3.940 F*

Les Tarifs Challenge UTA : 65% de réduction sur les vols réguliers UTA pour ceux qui voyagent en famille** pour les moins de 27 ans et les plus de 60 ans (dès 55 ans pour les femmes) sur 11 destinations d'Afrique francophone :

ABIDJAN 3.940 F* - BANGUI 4.580 F* - BRAZZA-VILLE 4.695 F* - CONAKRY 3.625 F* - COTONOU 3.940 F* - LIBREVILLE 4.665 F* - LOMÉ 3.940 F* - N'DJAMENA 3.920 F* - NIAMEY 3.400 F* - NOUAK-CHOTT 3.085 F* - OUAGADOUGOU 3.720 F*.

Ces tarifs A.R. sont au départ de Paris. Renseignez-vous auprès de UTA ou de votre agent de voyages pour les conditions d'application de ces tarifs et pour les tarifs au départ des escales de Lyon, Marseille, Nice.

UTA

TARIFS CHALLENGE



C'EST TOUJOURS MIEUX QUAND UTA Y VA.

*Tels que les tarifs sont indiqués en francs CFA. **Pour les parents et les enfants de moins de 27 ans les réductions s'appliquent ensemble.

JEUX

échecs

N° 1266

UNE DÉFENSE
DIABOLIQUE(Tournoi open de Los Angeles,
1987)Blancs : CHRISTIANSEN
Noirs : KORCHENKO
Défense Grünfeld.

1. d4 Cc6 18. f3 Td8 (1)
2. c4 d5 19. Cc4 (k) Cc4
3. Cc3 e5 20. f4 Fd4
4. e4 Cc6 21. Cc6 (1) h4
5. f4 Cc6 22. Fc6 Cc6
6. h4 Cc6 23. Fc6 (m) Dc5
7. Fc6 Cc6 24. Dd4 Td8
8. Cc6 (h) 25. Dd4 (a) Tc4
9. h4 Cc6 26. Fc6 (g) Dc5
10. Fc6 Cc6 27. h3 Dc5
11. f3 Cc6 28. Dc5 Td8
12. Fc6 Cc6 29. Dc5 Td8
13. e4 Dc6 30. Fc6 Fd4
14. d5 (c) Fc6 31. Td4 (1) Dc5
15. Dc4 Fc6 32. Td3 Dc5
16. Fc6 (1) Td8 (g) 33. Abandon (v).
17. Rb1 (h) Fc6 (1)

NOTES

a) La variante d'échange de la « défense Grünfeld ». Les autres possibilités sont : 4. Dd3 : 4. Cc3, Fc7 ; 5. Dd3 ou 5. Dd4 : 4. Cc3, Fc7 ; 5. Dd3 : 4. Fc4.
b) Une idée d'Aliekhine en 1924.
c) Visant la case e4.
d) A ce carrefour essentiel de la variante d'échange, les Blancs offrent, conformément à de nombreuses analyses du début des années 50, la qualité, afin de conserver un fort centre et de belles perspectives d'attaque sur le roque affaibli par la disparition du défenseur des cases noires. A ce sacrifice tant discuté encore

aujourd'hui, certains maîtres préfèrent la suite positionnelle 14. Tc1, qui oblige cependant le pion a2 ; ainsi, dans la partie Dolmatov-Gavrilov (Championnat d'URSS, 1987) : 14. Tc1, Fc4 ; 15. Dd4, Fc6 ; 16. d5, Fd7 ; 17. Dd4, b6 ; 18. f4, Td8 ; 19. Fc6, Td7 ; 20. Tc1, Fc6 ; 21. d6, Cc6 ; 22. Dd2, d5 ; 23. f5, Cc6 ; 24. Td7, gxf5 ; 25. f6, Fc6 ; 26. Cc3, Fc6 ; 27. Cc3 avec une bataille peu claire.

27. Td7 ! semble meilleur : 27... Cc7 (ou 27... Dd4 ; 28. Fc4 menaçant 29. Fg5) ; 28. Fc6, Cc5 ; 29. Fg5 !

e) L'acceptation du sacrifice est quasi obligatoire : si 14... Fd7 ; 15. Td1 et les Blancs dominent le jeu.
f) Maintenant les Blancs doivent choisir entre neuf continuations : Td1 ; 16. Rb1 ; 16. Dd1 ; 16. Cc4 ; 16. Fd2 ; 16. Fc6 ; 16. Dd4 ; 16. Dd1 ; 16. Td1. Les deux suites les plus utiles sont 16. Fd2 et 16. Td1. Le passage du F-D en f4 fut joué pour la première fois par Bronstein contre Botvinnik en 1950.

g) 16... Dd6+ a mauvaise réputation depuis la rencontre Bronstein-Botvinnik et a complètement disparu des tournois, bien que rien ne s'oppose à la suite 17. Rb1, Fd7 !

h) Encore un embranchement où les Blancs doivent se décider entre plusieurs voies : 17. Rb1 comme le recommandait Euwe ; 17. Cc4 ; 17. Cc4 et 17. Td1.

i) Suite préconisée 17... Td8 comme dans la partie Furman-Sudakov (Championnat d'URSS, 1954) : 18. Dd4, Fd7 ; 19. Dd4, Cc4 ; 20. h4, Cc5 ; 21. Fc1, Fb5 ; 22. Td1, Td8 ; 23. Dd3, Dd5 et le jeu est équilibré. Euwe estimait que le roque du F (17... Fd7) donnait aux Noirs une situation difficile. De même, si 17... Fd7 ; 18. Fd5, Td8 ; 19. Fc6, Dc8 ; 20. f5, Fc5 ; 21. f6 avec avantage aux Blancs.

j) Après 18... Dc7 ; 19. f6, Fc4 ; 20. Dd1, Td8 ; 21. Fc6, Fc2 ; 22. Ff7+ les Blancs sont clairement mieux.
k) Et pourquoi pas 19... f6, Fc4 ; 20. Dd1 Fc2 ; 21. Dc5 ; 22. Fc6 et si 21... Dc6 ; 22. Cc4 ! Il serait intéressant de connaître la défense par Korchnoi dans cette variante.

l) La mise en jeu efficace de C Noir et son éventuel passage sur la case centrale e4 d'où il contrôlerait toute la position en défendant f4e - R. L'entrée des Blancs à se lancer dans un sacrifice probablement incorrect ; mais peut-être est-il préférable de sager en cas de trouble que de mourir à petit feu !

m) 23. Fc6, Dc8 suivi de 24... Fc2 ou 24... Dc5 ; 25. Dd1, Fc2.
n) Maintenant les Blancs ont une décision menaçante de mat par 26. Dg3+.

p) Si 26. Dg3+ ; Tg1 ! ; 27. f6, Fc4, Dc5 ; 28. g5, Fc1 Avec T+ deux pions pour F+C, les Blancs qui maintiennent leur menace de mat, reprennent espoir.

q) Surveillant la troisième rangée.
r) Menaçant 28... Dc6 et si 28. Dg3+ ; Dg1 !

s) 29. Td3 semble sauver les Blancs miraculeusement : si 29... Cc3 ; 30. Dg4+ suivi du mat. Sur la défense précise, 29... Dd1+ ; 30. Td1, Dd2, l'attaque des Blancs n'est pas encore terminée : 31. d6 ou même 31. Td2, Dd1+ ; 32. Rb2 menaçant 33. Td4 comme 33. d6.

t) Avec l'idée Td3 et Tg3+.
u) Korchnoi le diabolique prépare en secret un piège.

v) Horrible surprise : si 33. axh3, Fg6 et la D est prise.

Solution de l'étude n° 1265

G. Zalkind, 1948.

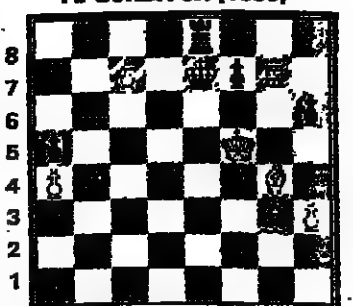
(Blancs : R64, Fc7, Cc7, Fc2, Noirs : R64, C7, R65, g6, d6.)

1. Fb6 ! (et non 1. Fb7, Rb5 ; 2. Rb5, Cc5 suivi de Cc3-e1 et de la prise du pion c2). Rb7 ! (si 1... Rb5 ; 2. Rb5, Cc5 ; 3. Cb1, Cc3 ; 4. Cg4, Cc4 ou Cc1 ; 5. Cc3) ; 2. Rb5, Rb8 (si 2... Cc5 ; 3. Fc6, Cc3 ; 4. Cc5+ ; 3. Rb5 (et non 3. Rb6), Cc5+ suivi de Cc3-e1).

OME (si 3... Cc5 ; 4. Fc2 et 5. Cc6 mat) ; 4. Rb6, Rb7 et les Blancs sont en zugzwang ; 5. Cc5, Rb6 ; 6. Rb7, Cc7 ; 7. Cc6+ ; 8. Rb6, g6 ; 9. Rb5 et les Noirs sont en zugzwang.

ÉTUDE N° 1268

A. GURBITCH (1959)



BLANCS (6) : R1, Tg7, Fg4, Fc7 et h3.

NOIRS (6) : Rf7, Td8, Fg3, Pa5, f7, h6.

Les Blancs jouent et gagnent.

CLAUDE LEMOINE.

bridge

N° 1264

FESTIVAL
DES JEUX

Au moment où débute à Cannes le III^e Festival des jeux, voici une donne du I^{er} Festival. Les spectateurs du bridge-jeu avaient assisté à un coup simple, mais que l'on pense rarement à utiliser quand on ne voit pas les mains adverses. Il permit au déclarant de réussir sans difficulté son contrat.

♦ R953
♥ 1072
♦ 432
♠ A52
♦ 10876
♥ DV6
♦ D6
♠ RV86

N
O
E
S

♦ AV42
♥ 9543
♦ R98
♠ 93

♦ D
♥ AR8
♦ AV1075
♠ D1074

Ann. : N. don. Tous vul.

Ouest	Nord	Est	Sud
Dunn	Perron	Barety	Chemla
Passé	passé	10	
passé	10	passé	20
passé	20	passé	2 SA...

Ouest entama la Dame de Cœur prise par l'As. Quelle carte Chemla, en Sud, joua-t-il ensuite pour gagner DEUX SANS ATOUR contre toute défense ?

Réponse :

Regardez maintenant les quatre jeux et vous verrez que la meilleure chance de faire huit levées est que Ouest ait simplement un honneur second à Carreau afin de faire quatre levées dans cette couleur quand on rejouera du mort après avoir pris la main avec l'As de Trèfle.

A la seconde levée, Chemla a donc joué le Valet de Carreau. Ouest a pris et a contre-attaqué Pique pour le Valet de Pique d'Est et la Dame sèche. Ensuite, le déclarant est monté au mort par l'As de Trèfle pour faire l'impasse au Roi de Carreau qui a réussi. Il réalise ainsi un Pique, deux Cœurs, quatre Carreaux et l'As de Trèfle...

A l'autre table, le déclarant est arrivé au contrat de 3 Carreaux joué par Sud et il chute d'une levée.

Un coup diabolique

Certains coups sont si rares que l'occasion de les réussir ne se présente guère qu'une fois par décennie. L'Anglais Martin Hoffman a eu l'occasion de jouer l'un d'entre eux il y a quelques années au cours d'un tournoi en Pologne. Sa technique a été parfaite, mais, avec son partenaire Hackett, il aurait dû se contenter de la manche à 4 Piques.

♦ R95
♥ A4
♦ ARD6
♠ RV109
♦ V2
♥ RDV10
♦ V94
♠ AD74
♦ A10874
♥ 8632
♦ 832
♠ 5

Ann. : O don. E-O vul.

Ouest	Nord	Est	Sud
passé	10	passé	10
passé	30	passé	30
passé	50	passé	passé

Ouest a entamé le 7 de Cœur pour l'As du mort et le Roi de Cœur d'Est. Le déclarant a joué ensuite le 9 de Trèfle pris par la Dame d'Est qui a rejoué le 10 de Cœur, puis la Dame de Cœur (Ouest fournissant le 9 et le 5). Comment Hoffman, en Sud, a-t-il gagné CINQ PIQUES contre toute défense, Dame Valet et Pique n'étant pas sés ?

Note sur les enchères :

Les enchères du Nord sont un exemple typique de ce qui peut arriver quand on s'ouvre pas de « 2 SA » avec une main régulière de 20 à 22 points.

De toute façon, après l'inversée à suit de « 3 Carreaux » qui indiquait une main très forte, Nord aurait dû dire « 4 Piques » et non pas 5 Piques.

PHILIPPE BRUGNON.

Courrier des lecteurs

« Il paraît, écrit R.L., que si l'on joue le Texas sur une ouverture de

2 SA, il faut répondre 3 Piques avec cinq Piques et quatre Cœurs. Pourquoi ? »

Le Texas est particulièrement utile sur l'ouverture de 2 SA, malheureusement son mécanisme est en général mal connu. Ainsi il faut d'abord préciser si l'on joue le Texas « pour les majeures seulement » ou si on l'utilise aussi « pour les mineures ». En fait, dans un but de simplification, il est préférable de jouer le Texas uniquement pour indiquer des couleurs majeures. Dans ce cas, la réponse de 3 Piques sur 2 SA prend une signification particulière. En effet, si Sud a simplement cinq Piques, il annoncera 3 Cœurs (que Nord rectifiera à 3 Piques). Il en résulte que la réponse de 3 Piques sur 2 SA est une variante qui indique, en plus des cinq Piques, quatre cartes à Cœur. C'est le seul moyen, d'ailleurs, d'indiquer en une seule enchère cette distribution.

scrabble®

N° 286

FAITES LE PONT

Tournoi des seniors
Deuxième manche
5 décembre 1987

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En balisant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant.

Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes par un numéro de 1 à 15.

Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, ce mot est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes.

Le dictionnaire en vigueur est le Petit Larousse illustré (PLI) de l'année.

Suite de nos chroniques 278 et 282 sur les mots en OIDE.

Nous avons récemment évoqué l'HYPOIDE, qui ressemble à un U. Cet os peut facilement « se greffer » sur un mot déjà placé sur la grille d'un scrabbleur :

HYPOIDE caractérise le pont arrière d'une voiture comportant une couple d'engrenages coniques à denture spirale (d'après le dictionnaire Webster, ce mot est l'abréviation d'hyperbolotide) ; HYPNOIDE, qui ressemble au sommeil, s'applique à un état dû à certaines drogues, et qui traite l'hystérie ; enfin HYALOIDE, qui ressemble à du verre (cf. son doublet HYALIN (E), qui, lui, s'applique à du quartz) ; l'humeur hyaloïde, ou humeur vitrée, remplit la plus grande partie du corps oculaire (son inflammation est la HYALITE).

MICHEL CHARLEMAGNE.

HAPLOIDE (du grec haplos, simple) se dit d'une cellule dont le noyau ne contient qu'un seul chromosome de chaque paire ; s'il en contient deux, ce noyau est DIPLOIDE (du grec diploos, double).

COLLOIDE, qui ressemble à de la colle, se dit d'une substance où des particules sont suspendues dans un fluide : fumées, brouillards, peintures sont des colloïdes. En revanche, une substance LIPOIDE ressemble à de la graisse, et une substance STÉROÏDE est dérivée d'un STÉROL, groupe d'alcools.

MICHEL CHARLEMAGNE.

* A propos de notre chronique n° 284, M. Billa, de Paris, nous signale que La Fontaine, pilier d'Ysopet, emprunte ces derniers... au pluriel.

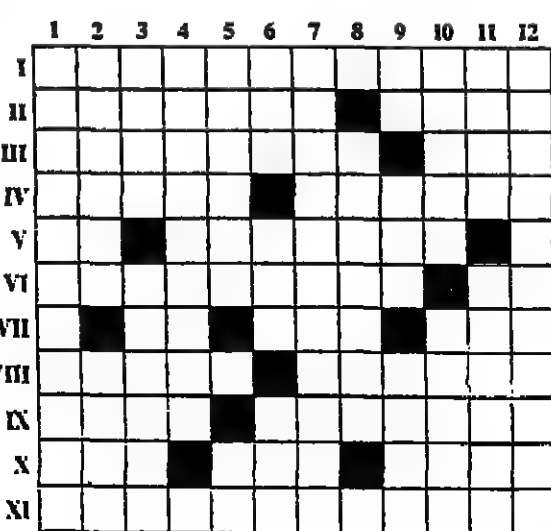
* Tournois homologables de février : le 7 : Sem, tél. 86-65-02-33, Le 21 : Bymontier-Limoges, 55-69-22-52.

N°	TIRAGE	SOLUTION	RÉS.	PTS
1	ANSTTUX	TAUX	H6	26
2	NTT+AGOV	VOTANT	13	21
3	G+REINS	SOIGNÉES	4H	72
4	AEHRTV	SHAKER	04	54
5	TV+ZEIMS	VEIMTES	101	84
6	AENSSUU	SAUMURES	M7	72
7	AAFLNPY	PAYSAN	143	46
8	FL+BEEOO	CONC	012	27
9	EFILUUT	FLEU(S)E	11E	26
10	DEKNLOS	ONDEES	N1	97
11	-DEILMR	EDILE	H11	24
12	IME+ACDE	MEDICAL	14B	34
13	R+AEGLR	GRANULER	G7	36
14	AGLE+NU	TAU	C8	70
15	AGOTTY	ZOO(S)	15A	22
16	TYT+ALZ	BIGLE	11E	66
17	ELTY+RIM	QUI	J2	31
18	-EFOQUW	FOR	B10	31
19	EFORW+MN	PI	10F	22
20	EMNW+HP	BRUNIE	12A	32
21	EIMNW+BL			
22				
23				922

1. - M^{re} Pison-Muracole : 922 ; 2. - A. Goldschmidt-Pluvet : 921 ; 3. - M^{re} Baulu-Massé : 917.

mots
croisés

N° 494



Horizontalement

1. Italien francisé. - II. Serre le cœur. Sans valeur, elle a pourtant sa coquetterie. - III. On les garde. Géant d'aujourd'hui. - IV. Evite l'aveuglement. Omer de délicates couleurs. - V. Conjonction. Détours. - VI. Hybrides. Nécessaire à midi. - VII. Voyelles. Légume. Un peu de mer. - VIII. Vous parvient de travers. C'est le « parasite ». - IX. Avec un bout de corde. Suivra la loi. - X. Article. Qui ne l'est pas en quelque matière ? Fleuve. - XI. C'est un vrai remède.

Verticalement

1. Assez, on va se rebiffer. - 2. Oublie. Il est loin d'être ni. - 3. Il a fait beaucoup d'adoptions. Pouponeur. 4. Elle se répète. - 5. Lieu de culture. Dans le nord. - 6. Fait peur. Avalée. Patrie d'Abraham. - 7. C'est si drôle qu'on a peine à le raconter. - 8. Pour le petit enfant ou pour ceux qui ont beaucoup vécu. - 9. Préposition. Ça les désigne. Pât dans le désordre. - 10. Dorment-ils ? Saint. - 11. Couché et aligné. Au garage. - 12. Une mise à la porte sans nuances.

SOLUTION DU N° 493

Horizontalement

I. Venriloques. - II. Esmerite. Unit. - III. Love. Aviaire. - IV. Lueur. Agiter. - V. Es. Int. Sc. - VI. It. Itens. Sc. - VII. It. Dns. It. - VIII. Algues. Orna. - IX. It. Unaire. - X. RER. Cerise. - XI. Enlacements.

Verticalement

1. Volétaire. - 2. Emouiller. - 3. Néré. Angora. - 4. Trau. Ut. - 5. Ri. Raide. Cl. - 6. It. Sessel. - 7. Leveins. Lre. - 8. Ig. Sion. - 9. Quins. Aves. - 10. Unis. Nian. - 11. Eire. Chéit. - 12. Sélites.

FRANÇOIS DORLET.

anacroisés

N° 495

Horizontalement

1. AENSTTV. - 2. ABENNR. - 3. EENSTTV. - 4. ADE. - 5. AENSTTV. - 6. AENSTTV. - 7. AENSTTV. - 8. EENSTTV. - 9. EENSTTV. - 10. EENSTTV. - 11. EENSTTV. - 12. AACEFTT. - 13. DEHIT. - 14. ADEORS. - 15. BDEHS. - 16. AABE. - 17. AENSTTV. - 18. AENSTTV. - 19. EENSTTV. - 20. EENSTTV. - 21. AENSTTV.

Verticalement

21. DEHIT. - 22. ADE. - 23. EENSTTV. - 24. BEHIT. - 25. AENSTTV. - 26. AENSTTV. - 27. DEHIT. - 28. AACEFTT. - 29. AENSTTV. - 30. EENSTTV. - 31. AENSTTV. - 32. DEHIT. - 33. EENSTTV. - 34. AENSTTV. - 35. AENSTTV. - 36. AENSTTV. - 37. AENSTTV. - 38. EENSTTV. - 39. AENSTTV.

Les anacroisés

sont des mots croisés dont les définitions sont respectées par les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui précèdent les tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais inscriptibles sur la grille.

Comme au scrabble, on peut composer. Tous les mots figurent dans la première partie de Petit Larousse illustré de l'année. (Les mots propres ne sont pas admis.)

SOLUTION DU N° 494

1. COHERENT. - 2. REERAS (ARRISEE SERIERA). - 3. ANIMALE. - 4. KATCHINA, chez les Indiens, être surnaturel. - 5. BISATES (BATESSE). - 6. TITISME. - 7. VIS. - 8. CACHÉ, rongeur d'Amérique. - 9. ENCAVER. - 10. SPERMES. - 11. GAINIONS. - 12. SURJETER. - 13. DEVOTION. - 14. PIPERAL. - 15. AVATARS. - 16. ESSOUICHE. - 17. OCTUOR. - 18. GYASSES. - 19. DENTURE (RETENDU RUDENTE TENDURE). - 20. AERANT. - 21. ORNAMES. - 22. RAMONES ROMANES. - 23. ATTRISTA.

(ATTIRAS ATTRAITES). - 22. REE

LISSER (LISSEES RELIQUES). - 23. CANVEAU. - 24. PARODIA. - 25. NAIVETE (EVENTAI). - 26. HIBISCUS. - 27. PAVANAT. - 28. EMINCAS (CINEMAS MANCES). - 29. DETESTER. - 30. AVERERA. - 31. ELANCEE (ENLACEE). - 32. VARIERAS (RAVISERAS). - 33. HESSUIS. - 34. GRIVETON. - 35. SAJOU. - 36. ETHIOPIEN. - 37. SOUPRE (FUEBERS). - 38. ECOSSENT. - 39. OCTANE (CANOTE). - 40. REUMERIE. - 41. MORDICUS. - 42. ECHOUERS. - 43. SASSASSE. - 44. AERAS (ARASSES).

MICHEL CHARLEMAGNE

et MICHEL DUGUET.

RUGBY : Ten

Deux pill



Le scrum est le point de départ de la plupart des attaques en rugby. C'est là que se joue souvent la victoire ou la défaite.

Le scrum est le point de départ de la plupart des attaques en rugby. C'est là que se joue souvent la victoire ou la défaite.

Le scrum est le point de départ de la plupart des attaques en rugby. C'est là que se joue souvent la victoire ou la défaite.

JEUX OLYMPIQUES

Une équipe fe

Le Monde SPORTS

RUGBY : Tournoi des cinq nations Deux piliers miracles



Un mauvais souvenir de Jean-Pierre Garret et du pack français : la finale de la Coupe du monde perdue contre les All-Blacks néo-zélandais.

Les avants français ont été décevants lors du premier match du Tournoi des cinq nations contre l'Angleterre. Pour éviter une nouvelle humiliation, le 6 février en Ecosse, où le XV national n'a pas gagné depuis 1978, Jacques Fauriol a sélectionné Jean-Pierre Garret et Louis Army, les deux piliers du FC Lourdes, club naguère illustre, qui traverse une période noire.

TARBES
de notre correspondant

JEAN-PIERRE a trente-cinq ans, l'âge de la prétraite. Il avoue qu'il a définitivement perdu sa carte d'identité et oublié le poids des ans, ce qui le rend irremplaçable. Louis est de onze ans son cadet. Garret et Army, à eux deux, ils apportent 206 kilos et des reins d'acier dans le pack du XV de France.

Louis Army doit connaître, samedi 6 février en Ecosse, son baptême du feu dans le Tournoi des cinq nations. Le moustache d'Attila de Jean-Pierre Garret a déjà fait frissonner plus d'un Britannique. Ces derniers l'ont élu, en 1987, meilleur pilier du monde. Un compliment qui va droit au cœur de l'intéressé, licencié - tout comme son jeune partenaire des mêlées, dont ils sont la clé de voûte - à un certain club lourdaise. Le plus « capé » des clubs français avait en effet trois déconvenues plus tôt cet été : les mêmes Britanniques surmontaient avec respect « Monsieur Rugby » Jean-François.

Aujourd'hui le club de la cité mariale a tendance à conjuguer son avenir à l'imparfait. Il a du

mal à évacuer son passé glorieux. Il traîne sa légende comme un boulet. Dans le monde de l'Ovalie, le FC Lourdes n'est plus ce qu'il était.

Lourdes est sûrement l'un des rares clubs qui renvoient encore leur entraîneur quand celui-ci ne réussit pas à aligner les résultats. En quinze ans le FCL a consommé onze entraîneurs et trois présidents. Dernier épisode en date : le 11 janvier 1988. Après une succession de revers en championnat et sous la pression de la vindicte de certains détracteurs, dans un conflit alimenté par le sénateur et maire François Abadie, Jean-Pierre Mir démissionne de son poste. Limité par le président délégué André Montoya et le président de la commission sportive Alain Abadie.

C'est un monument, André Abadie : déjà entraîneur de 1973 à 1978 et président de 1980 à 1983, qui a pris la succession et qui aujourd'hui tente de redresser le barre à la recherche d'une problématique pour les huitièmes de finale. Enjambant le gavage, le Football club lourdaise a su tirer profit du choc le 31 janvier contre un adversaire secoué par les mêmes soubresauts : la section pelouse.

Les deux piliers, Louis Army et Jean-Pierre Garret, ont été les artisans de cette victoire étonnante (6-4) dans le Béarn voisin. Opérant à quatorze à la suite de l'expulsion de Dambax, l'équipe de Lourdes a malgré tout bousculé le pack adverse. Un bon coup de colère...

La prestation des deux piliers lourdaise a rassuré Jacques Fauriol. L'homme de terrain du XV de France les a choisis pour soutenir la cathédrale française samedi 6 février sur le gazon de Murrayfield ; comme lors du match de Coupe du monde avec la Roumanie.

Avec trente-cinq sélections Garret espère bien battre le record de longévité détenu à ce même poste par le Palois Parrenborde (cinquante-deux sélections).

Et pourtant la carrière de celui qui familièrement tout le monde surnomme « Garuche » a bien failli tourner court : en janvier 1984, au Parc des Princes, à l'occasion de son premier match de sélection contre l'Irlande, une méchante « fourchette » lui avait valu d'être le premier exclu du Tournoi des cinq nations ! Avec un humour très britannique, les amis de Garret, hôtelier de profession mais aussi négociant en pommes de terre, ont créé pour immortaliser l'événement un championnat du monde annuel de lancer de patates à la fourchette !

Personnage attachant, ardent type du rugbyman intelligent, Jean-Pierre Garret ne connaît qu'un secret pour paraître sa forme et éliminer les kilos superflus : une salle de musculation aménagée dans sa cave de Lourdes où il jongle avec les haltères, et il initie son compère Louis Army à ce travail de force depuis déjà trois ans. Le malin et l'élève en quelque sorte, une forte paire en tout ça. Et il n'en faut pas moins pour espérer bousculer la montagne écossaise.

JEAN-JACQUES ROLLAT.

FOOTBALL : une expérience de lutte contre la violence

Ne frapper que la balle

L'ombre dramatique du Heysel plane pour longtemps encore sur le football. Les services de police commencent à étudier la mise en place d'un sévère dispositif anti-hooligans pour le championnat d'Europe qui doit avoir lieu en RFA l'été prochain. La violence autour des stades semble être une fatalité de ce sport. Pourtant, à Aix-en-Provence, le foot sert d'antidote à cette maladie des villes modernes.

MARSEILLE
de notre correspondant

« **N**OUS autres, on se sert du foot pour soigner les gens. »

Ce ne sont pas des patients ordinaires que « soignent » Jean Nicolai et Majid Allali. Leur mal, c'est la violence. Une spirale dont il est dur de s'extraire. Violence de la rue, violence des terrains, ils n'en sortaient pas. Y a-t-il une autre issue quand toute la ville montre du doigt la cité où vous habitez ?

La cité Beisson, sur une colline au nord d'Aix-en-Provence. Un « look » des années 60 fatigué, et trois mille habitants, dont 40 % sont des Maghrébins. Cela n'empêche pas M. Le Pen d'arriver en tête aux élections. C'est même peut-être pour ça qu'il est en tête. 50 % des habitants sont des jeunes. La plupart sont au chômage. Avec le corollaire habituel : vols, cambriolages, drogue, course poursuite avec les descentes de police. La galère, comme ils disent.

Voilà deux ans, pour briser la spirale, des jeunes de la cité ont créé un club de foot. L'Association sportive et culturelle de Beisson (ASCB) est née. Mais la galère ne s'arrête pas au bord de la pelouse. Un match sur deux finit en pugilat général (gradins compris). On les attend de pied ferme, « les Arabes ». Et comme il ne sont pas décidés à se laisser égarer...

C'est alors que, tel Zorro, Jean Nicolai est arrivé avec quelques idées simples et de l'obstination. Il est ami avec le président de l'ASCB de l'époque, qui lui demande de devenir l'entraîneur d'un club qui ne possède qu'un terrain vague pour toute pelouse et un local (non chauffé) de 15 mètres carrés pour « siège ».

Les cités chaudes, Jean Nicolai connaît : il y est né. La violence sur les stades aussi. A dix-huit ans, il n'était pas le dernier à dor-

ner plus de « baffes » à l'adversaire que de balles à ses partenaires. Et puis il a évolué. En jouant dans divers clubs régionaux, à Aix, à Bastia, à Toulon, à Salon, il a acquis assez de technique et de respect des autres pour se déposer à jamais du jeu dur. Son repentir prendra la forme d'un diplôme de moniteur-éducateur sportif, qui va lui permettre d'entraîner les autres en prêchant l'exemple.

Avec un ami, Majid Allali, qui est également éducateur sportif après avoir été joueur, et qui entraîne les plus jeunes, cité Beisson, il s'est attelé à un travail où plus d'un aurait baissé les bras : extirper la violence des têtes avant d'entraîner les corps.

Bouleversés par la tragédie du Heysel, Jean Nicolai et Majid Allali ont écrit ensemble un livre de témoignages qu'ils ont intitulé *Le Foot et la Violence* (1). « Notre tâche n'était pas facile, explique Jean Nicolai, car on continuait à nous attendre sur les stades, où nous étions précédés de notre « mauvaise réputation ». Il arrive encore qu'on soit agressés, verbalement d'abord, physiquement ensuite. Mais c'est de plus en plus rare. La saison dernière, ça n'a « châtigné » que deux fois dans toute la saison. »

« Les mentalités ont évolué, précise Majid Allali. Nous avons beaucoup dialogué avec les jeunes, sans les brimer, en créant une bonne ambiance avant tout, en leur montrant qu'ils étaient « normaux » et non des parias. Que sur un terrain, pour être meilleur que l'autre, mieux valait jouer avec sa tête qu'avec ses poings. »

L'équipe senior de l'ASCB a retenu la leçon. Première de son groupe en championnat de district de 2^e division, elle va « monter » en 1^{re} division l'an prochain. Et il n'y a pas que la mentalité des joueurs qui a évolué. Chaque match est suivi par trois cents spectateurs de la cité, et c'est le boucher qui « sponsorise » l'équipe, sur les maillots de laquelle son nom s'étale.

Le foot a sans conteste servi de « locomotive » et de thérapie de groupe, cité Beisson, à Aix. A six mois, les plaintes pour vol ont chuté de cent vingt à quarante par mois.

JEAN CONTRUCCI.

(1) Le livre est en cours de réédition. On peut l'acquiescer chez Jean Nicolai, BP 600, 13090 Aix Cedex 02.

JEUX OLYMPIQUES : les espoirs canadiens

Une équipe ferrée sur glace

Assurés de gagner beaucoup de dollars grâce aux Jeux olympiques d'hiver (le Monde daté 31 janvier-1^{er} février), les Canadiens sont-ils aussi bien placés pour conquérir l'or des compétitions ? Avec une sélection de cent dix-sept athlètes, ils briguent surtout les podiums des sports de glace (vitesse, artistique, hockey) et de ski alpin (descente).

MONTREAL
de notre correspondant

LES Canadiens n'ont reculé devant aucun effort pour défendre au mieux l'honneur national à l'occasion des premiers Jeux olympiques d'hiver jamais organisés sur leur territoire. Les salonniers accordés sans trop rechigner ont permis aux athlètes, bien motivés à l'idée de faire vibrer la fibre patriotique des lemmes, de se préparer dans de bonnes conditions depuis trois ans. Le Canada arrive ainsi à Calgary avec le plus gros

contingent de son histoire : cent dix-sept athlètes qui défendront leur pays dans les dix disciplines olympiques et les quatre sports de démonstration.

La plus « chouchoutée » de tous est sans nul doute l'actuel champion du monde de patinage artistique : Brian Orser est entouré d'une véritable cour pour prévenir toute défaillance physique ou mentale. Un psychologue, un diététicien, un secrétaire de presse particulière se sont ajoutés aux entraîneurs et chorégraphes pour que le maestro du triple axel puisse rafter, à vingt-huit ans, la première médaille d'or canadienne dans cette discipline, celle qui lui a échappé à Sarajevo en 1984. La partie n'est pas gagnée d'avance car son principal adversaire, l'Américain Brian Boitano, a décidé de faire monter les enchères en incluant une nouvelle fois dans son programme la quadruple boucle, qu'il avait ratée aux derniers championnats du monde. « Orser est trop bon pour que je le batte sans tenter l'exploit technique », soupire Boitano.

Elisabeth Manley, vingt-deux ans, a elle aussi choisi un programme particulièrement difficile pour valoir ses rivaux américaines, Debi Thomas et Caryn Kadwy. Derrière l'invincible Allemande de l'Est Katarina Witt, elle vise la bronze, tout comme le couple de danseurs Tracy Wilson et Rob McCall, troisième aux derniers championnats du monde.

Sur la glace, les Canadiens ont encore d'autres prétentions. Ils voudraient bien que leur « héros national », le patineur de vitesse Gaetan Boucher (médaille d'argent à Lake Placid, deux médailles d'or et une de bronze à Sarajevo), termine en beauté sa carrière olympique. Il a vingt-neuf ans. Ses chances étaient considérées comme nulles jusqu'en 1986 (quinzième seulement aux championnats du monde) jusqu'à ce qu'il parvienne à se remettre d'une grave blessure à la cheville. Il n'a retrouvé son style gagnant qu'en novembre dernier. Pour son dernier tour de piste, il aura toutefois dans le patin le jeune Québécois Guy Thibault et surtout deux Japonais, un Soviétique et un Américain, ce qui fait somme toute beaucoup de monde.

Plus que sur les vétérans, les sélectionneurs canadiens comptent sur deux nouvelles flèches version kamikaze pour enlever une médaille d'or en ski alpin, au nez et à la barbe du roi Pirmin Zurbriggen. Il a suffi que Rob Boyd, qui aura vingt-deux ans le 15 février au lendemain de « sa » descente olympique, arrache deux victoires en coupe du monde, et que Félix Belczyk remporte à vingt-six ans un super-giant le mois dernier pour que l'on voie déjà remonter l'étre des « crazy canuks ». Les invincibles Canadiens du début des années 80. Chez les hommes comme chez les femmes (Laurie Graham, championne du monde de descente 1982, aura à vingt-huit ans sa dernière chance olympique), il est sans doute bien présomptueux de crier victoire sur les Helvétiques et les Autrichiens. Mais Rob Boyd, originaire de Whistler, en Colombie britannique, aura pour lui la connaissance du terrain, le mont Allan, tout de glace et de bosses, qu'affectionne ce fanatique des vols planés bien contrôlés, à ski ou à moto.

Rob Boyd n'est pas le seul à se sentir pousser des ailes. L'équipe canadienne olympique de hockey

tout entière est « gonflée à bloc » depuis sa victoire - une grande première - au tournoi des *Invictas* à Moscou, en décembre dernier. L'adversaire numéro un du Canada est bien sûr l'URSS, qui a remporté six médailles d'or en huit participations aux Jeux olympiques. Les deux exceptions sont Squaw Valley en 1960 et Lake Placid en 1980. Les Canadiens en concluent que les Soviétiques ont toutes les chances de se sentir une nouvelle fois mal à l'aise sur le continent américain.

Les Canadiens suivent ainsi avec intérêt les rumeurs de disension au sein de l'équipe de Viktor Tikhonov. Ils prennent surtout bonne note des défilances des gardiens de but depuis le départ du grand Tretiak en 1984. Car l'on s'émervaille ici des performances de Sean Burke et Andy Moog (deux transfuges de l'équipe professionnelle des Oilers d'Edmonton) devant les filets.

La médaille d'or que les Canadiens n'ont pas eue depuis 1952 serait-elle à portée de main ? Dave King, entraîneur olympique depuis 1983, garde les pieds sur terre. Il admet volontiers que sa formation compte moins de joueurs talentueux à l'offensive que celle de Sarajevo, arrivée en quatrième place. Le Comité olympique international a pourtant autorisé cette année à titre d'expérience la sélection de joueurs professionnels de moins de vingt-trois ans. Mais la Ligue nationale de hockey réclamait 10 millions de dollars canadiens (44 millions de francs) par semaine et par joueur pour prêter ses Wayne Gretzky, Paul Coffey ou Dale Hawerchuk.

L'équipe canadienne, composée d'anciens juniors, de joueurs universitaires ou de professionnels de second rang qui ont pu s'entraîner loyalement ensemble, a gagné en cohésion. Aussi Dave King nourrit-il l'espoir d'une médaille de bronze, derrière les Soviétiques et les Tchécoslovaques ou les Suédois.

Au total, si l'on inclut les sports de démonstration tels que le ski acrobatique et le patinage de vitesse sur courte piste - où les Canadiens sont très bien placés - ainsi que le ski acrobatique, la moisson olympique pourrait dépasser les sept médailles pour le Canada, un score qui n'a pas été égalé depuis... 1932.

MARTINE JACOT.

LES HEURES DU STADE

Athlétisme

Championnat d'Europe féminin de cross-country. - Dimanche 7 février, à Cardiff.

Automobilisme

Rallye de Suède. - Jusqu'au samedi 6 février.

Basket-ball

Championnat de France. - Vingt-deuxième journée, samedi 6 février.

Boxe

Championnat du monde des poids coq. - Kelvin Gooback (EU) - Fernando Baltran (Mex.), samedi 6 février, à Coubertin (Cansil +, direct à 21 h 50 ; TF1, différé à 0 h 55).

Cyclisme

Six Jours de Paris. - A Barry, jusqu'au mardi 9 février (A 2, samedi 6 à 15 heures ; FR3, samedi 6 à 10 h 15).

Hockey sur glace

Tournoi préolympique. - Jusqu'au mercredi 10 février, en Alaska.

Jeu à XIII

Grande-Bretagne - France. - Samedi 6 février, à Leeds.

Natation

Réunion de Boulogne-Billancourt. - Jusqu'au dimanche 7 février (FR3, dimanche à 15 h 50).

Rugby

Tournoi des cinq nations. - Samedi 6 février : Ecosse-France (A 2, à 15 h 30 ; Anglet-Pays de Gelles (A 2, à 17 h 15).

Tennis

Coupe Davis. - Premier tour, jusqu'au dimanche 7 février : Suisse-France, à Bâle. Tournoi de Lyon. - Du lundi 8 au dimanche 14 février.

en février
NEUBAUER
vous propose
une 405 spéciale



avec kit complet grand sport*
sans supplément de prix

*Spoiler, pare-choc AV et AR, bar de caisse et aileron de coffre ; montage réalisable sur la motorisation 405 de votre choix. Conception LUXFIBRES (Tél. : (19) 312.32.72.15)

NEUBAUER

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

Culture

La nouvelle médiathèque de Villeurbanne

Quand Botta réinvente Babel

Dans quelques semaines Villeurbanne inaugure sa nouvelle maison du Livre. Un manifeste architectural du Suisse Mario Botta qui restera comme une bonne action du maire Charles Hernu et une perle dans ce désert patrimonial.

Villeurbanne ne passe pas pour un joyau du patrimoine français. Jusqu'à présent, on n'en visitait guère que le maire, pour sa célèbre « Cité des Gratto-ciel » qui donne une sorte de centre, voire de sens à la ville. On doit cet ensemble pseudo-américain des années 30-40, assemblée plus pittoresque que de l'architecture, à l'architecte suisse Mario Botta, architecte sans rapport avec son homonyme Maurice, et de surcroît sans diplôme. L'architecte suisse, le maire de l'époque, l'avait-il choisi pour taquiner la profession ? Il dut en tout cas s'incliner lors de la construction de l'Hôtel de Ville, et faire appel à un Grand Prix de Rome, c'est-à-dire à un français bon teint, Robert Giroux, resté lui aussi moyennement illustre.

Le pilierage à Villeurbanne vous révèle ces richesses dans un paysage urbain des plus concrets. Pourtant, même ici, les miracles sont possibles. L'atmosphère gouvernementale métamorphosant Charles Hernu, tandis que l'ombre majestueuse de Lazard Goujon lui révélait un nouveau talent d'urbaniste, le maire tout-puissant de la ville de Lyon décida, en 1983, de réaliser une nouvelle bibliothèque, vite devenue Maison du livre, de l'image et du son, ou pour faire plus court médiathèque. Autrement dit, on devrait pouvoir y lire, y trouver toutes les merveilles de la vidéo et de la haute fidélité, même y emprunter — au sens honnête du terme — des tableaux pour accrocher chez soi. Cinq architectes furent consultés, dont nous ne retiendrons ici que le lauréat, Mario Botta, l'un des architectes contemporains les plus internationalement connus.

L'architecture de Mario Botta, né en 1943 à Mendrisio dans le canton de Tessin, a tout à la fois le côté carré de sa nationalité suisse, autrement dit robuste et volontaire, et le caractère rond de Venise, sa ville d'université, joviale et lustrée, repliée et inquiète. Jouant sur les

deux tableaux radicalement opposés que sont la maison individuelle et l'édifice public, Botta s'est pourtant trouvé une identité pour le moins marquante.

Les Français n'en connaissent rien, sinon ce que les livres, revues et expositions s'efforcent d'en montrer, jusqu'à ce que la ville de Chambéry lui confie sa Maison de la culture. Sans trop l'éloigner de son pays natal, la médiathèque de Villeurbanne le propulse davantage encore sur la scène française. Comme l'a été naguère Boffi, c'est-à-dire comme une star un peu mystérieuse, au langage étrange et radical, mais que chacun va s'efforcer de parler, quitte à ne pas le com-

prendre. Mais nous n'en sommes pas là... Le Botta de Villeurbanne est encore dans toute sa fraîcheur.

N'allez pas croire ce qu'il raconte pour expliquer sa « démarche », comme on dit. Vous entendrez parler d'environnement valorisé, et bien sûr respecté. On se gargarisera aussi de sensibilité régionale, d'attention portée à la ville, etc. Tout cela est faux, aujourd'hui, à Villeurbanne. Et tout cela est inutile. Botta le sait bien, car la qualité et la force de son architecture éliminent radicalement

Intelligence du symbole

Certes, elle est alignée sur la rue, mais elle l'avale toute entière, cette malheureuse rue, comme un trou noir, dévore l'espace. Le dossier de presse, inévitablement saucé, nous apprend d'ailleurs : « La construction « du site plutôt que sur le

site, devient une caractéristique de sa démarche. » On ne saurait mieux dire : 1) que l'architecture de Botta s'impose sans s'encombrer de ce qui l'entoure ; 2) que tout ce qui viendra plus tard dans le voisinage devra faire allégeance au bâtiment du maître. Toutes les caractéristiques des brutalités de la construction d'apprentissage se retrouvent là sans justification de plus qu'en l'architecture, si facilement oubliée ailleurs dans les discours d'urbanisme.

La façade sur le cours Emile-Zola est un masque rayé et moyennement aimable. Rien n'indique la fonction de l'édifice, sinon cet air inspiré, grimaçant et la haute taille de l'entrée qui laisse bien penser qu'on n'entre pas dans une HLM quelconque. Ce pourrait être tout aussi bien un temple animiste, une église, une synagogue. De l'autre côté, sur une mauvaise cour, la médiathèque présente, tel le ventre satisfait du savoir (et forcément de l'architecture...), un demi-cylindre volumineux, respectable, imposant.

Ce n'est que dans la médiathèque qu'on comprend — en faisant toutefois un petit effort — l'allure de ces façades : la découpe arbitraire de la rue serait donc une indication du découpage interne de l'espace, le ventre de la cour serait lui une sorte de Babel retournée sur elle-même, qui cacherait toute sa complexité,

simplicité. De là, sans doute, le soin qu'il veut apporter aux détails, la passion qu'il met à travailler avec les artisans sur les plâtres, les menuiseries, tout l'« invisible » du travail du maître d'œuvre.

Le souci de qualité est tel, chez Botta, que toute entorse faite à la perfection devient extraordinairement évidente, et plus gênante que chez ses plus dévoués confrères. Inutile d'en faire état, car la critique relative n'a pas vraiment lieu d'être face à une architecture à la recherche de l'absolu. Simplement, on regrettera qu'un tel bâtiment n'ait pu bénéficier du courage financier de la mairie de Villeurbanne et de soutien de l'Etat, ce qui est beaucoup sans doute, mais qui aurait permis de bénéficier des largesses d'un mécène des arts et de l'architecture.

Les menuiseries auraient mérité en effet d'être plus fines, l'éclairage moins passe-partout. L'architecture française, même entre les mains d'un Suisse, est encore trop avare, oubliant l'excellent précepte de son grand-mère qui voulait que les choses durent : « Je n'ai pas les moyens d'acheter bon marché. »

FREDERIC EIDEMANN.

(1) G.H. Fingerson, *L'architecture d'aujourd'hui*, septembre 1934.



La Maison du Livre, de l'image et du son : ouverture au public le 14 mars

ACTUELLEMENT

PARIS : GAUMONT-COLISEE - GEORGE-V MIRAMAR - 14-JUILLET ODEON
14-JUILLET BEAUGRENELLE - 14-JUILLET BASTILLE - FORUM HORIZON
PARMONT OPERA - HAUTESEILLE - CLICHY-PATHE
SAINT-LAZARE PASQUER - FAUVETTE - GAUMONT-ALESIA
GAUMONT-CONVENTION
PERIPHERIE : GAUMONT-QUEST - PATHE BELLE-EPINE
CYRANO VERISABLES - 4 TEMPS LA DEFENSE - ULIS-ORISKANY
ALPHA-ARGENTEUR.

La vie est un long fleuve tranquille.

UN FILM DE ETIENNE CHATILIEZ

MAINTENANT

MMK

SOTHEBY'S
FOUNDED 1790

Prépare ses prochaines ventes de Mai 88

Orfèvrerie, Boîtes en Or, Objets d'Art Russe et Fabergé

Les personnes désireuses de soumettre des objets en vue de ces ventes pourront rencontrer nos spécialistes, sur rendez-vous à :

Moscou : Orfèvrerie le lundi 8 février
Paris : les mercredi 16 et jeudi 17 février

Suspendoir, Pierre Ellébode, Dunkerque 1696. H. : 18,5 cm. Vendu à Genève en novembre 1987 : 328.000 F.F.

Veuillez contacter :
Sotheby's
3, rue de Miromesnil, 75008 Paris.
Tél. : (1) 42664060
Sporting d'Hiver, Monte-Carlo (Monaco) Tél. : 93308880

MUSIQUE

« Le Comte Ory », à Lyon

La croisade égrillarde de Rossini

Les lecteurs lyonnais du Monde ont eu la primeur du Comte Ory, un spectacle éblouissant réglé par John Elliot Gardiner et Jérôme Savary avec l'enthousiasme et la précision d'horloger qu'exige la musique de Rossini.

L'Opéra de Lyon est en reconstruction : tout l'intérieur va être remodelé par des travaux qui dureront jusqu'en avril 1991. Lourd épreuve pour un organisme qui doit conserver d'ici là sa cohésion et son public. Mais au lieu de se replier frémusement, Louis Erlo et Jean-Pierre Brummann vont de l'avant : cet « opéra hors les murs », c'est l'occasion de se faire connaître par de nouveaux publics, de collaborer fraternellement avec les grands théâtres lyonnais, le TNP, les Célestins, l'Auditorium, la Maison de la danse et de rendre visite à Saint-Etienne, Amosy, Mâcon ou en-dehors.

Quoi de plus naturel que de demander l'hospitalité pour le Comte Ory, de Rossini, au Théâtre du Huitième en priant le maître de maison, Jérôme Savary, de décaler le samedi de ses pérorables endiablés dans l'honorable chaise de l'orchestre, où des dames, moins prudes qu'elles n'en ont l'air, se sont enfilées pour la durée des croisades en attendant leur mari ? Rien n'est plus difficile que de faire rire avec ce genre de grosse comédie, reposant sur des péripéties et des

plaisanteries éculées, et Dieu sait que le livret de Scribe n'est pas un modèle de légèreté et d'esprit.

Quant à Rossini, pour conquérir le public français en 1828, il ne recule devant aucune répétition, aucun crescendo, aucun truc dont il connaît les effets mécaniques et il gagne la partie avec des effets percussifs mais rapides et un ballet à perdre haleine qui ne s'arrête jamais, calqué sur la musique.

L'effet irrésistible du spectacle vient de la coïncidence entre cette verve comique et la perfection du travail musical accompli par Gardiner, qui sertit minutieusement, comme un horloger, le moindre rétif, les airs les plus acrobatiques, les ensembles les plus complexes, dans un courant musical d'une précision, d'une vélocité et d'une gaieté merveilleuses.

Tout est modelé, rien n'est laissé au hasard, les chanteurs, les choristes éblouissants d'Hermi Farge, l'excellent orchestre de l'Opéra de Lyon, donnent le meilleur d'eux-mêmes, comme s'il s'agissait d'un grand drame lyrique.

Inénarrable bain de vapeur

Les décors de Serge Marzoff présentent un Moyen Age de fantaisie modernisée sur un adorable paysage de lacs italiens, et les hommes traditionnels des dames voisinent avec les déguisements des condards du comte Ory en religieuses de Port-Royal, selon Jacques Schmidt et Emmanuel Pofuzzi. Jérôme Savary n'a pu s'empêcher d'y glisser un inénarrable bain de vapeur des épouses des croisades, qui avaient déjà bénéficié au premier acte des faveurs du comte en sortant demi nues de son confessionnal.

Qui aurait pu se méfier de ce saint homme très barbu, habillé d'ornements sacerdotaux avec une auréole en acier chromé. John Alder garde un merveilleux équilibre entre ce personnage bouffon de fabliau et la délicatesse musicale du vocaliste timbre léger, virtuosité sérieuse, chanteur anglais baroque, qui déploie une puissance peu commune sans jamais crier, allie des qualités idéales et un peu contradictoires.

Son entourage n'est pas moins brillant : le gouverneur de Cechemille et le chevalier Raimbaud de Nicolas Rivaquès dévotent à tous allures les airs acrobatiques dont Rossini n'a pas mesuré l'effort, tandis que Diana Monague est un bien séduisant écouy à la voix languoureuse.

Chez les dames, à côté de Sylvie Stewart, décapante Ragone, délicate la comtesse de Mariella Davis, qui fut Constance l'an passé à Aix-en-Provence, et qui est ici parfaite dans ces exercices de haut vol où elle a su plier sa brillante vocalité italienne aux dures exigences du français.

Et quand on arrive à la fin, on peut s'assouplir par le feu roulant des piques et des vocalises, quel plaisir de découvrir la dernière fleur que nous a réservée Rossini, ce délicieux trio final où Ory, la comtesse et l'écouy jouent, au lit, une comédie des erreurs dont la musique ne serait pas indigne de Mozart et des Noces de Debussy.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochaines représentations (avec deux distributions différentes) : les 3, 4, 7, 9, 10, 12, 13, 14, 16, 17 février au Théâtre du Huitième, puis le 2 mars à Amosy et le 5 à Saint-Etienne. Le Comte Ory sera enregistré par Philips à la fin du mois de février.

COULISSES

Candidatures à l'Académie française

Le professeur Jacques Ruffié — sociologue et spécialiste d'hématologie et d'anthropologie physique, professeur au Collège de France — et l'écrivain Vladimir Volkoff, cinquante-cinq ans, sont candidats après José Cabanis, au fauteuil de Georges Duménil. Un autre candidat, M. Georges Marty, vient de se déclarer auprès de M. Michel Debré, ancien premier ministre, pour le fauteuil du duc de Broglie. Les deux élections auront lieu le 24 mars.

Giotto en cage

Maurice Gailledou, organisateur de plusieurs grandes expositions (Matisses, Rembrandt), a lancé une souscription internationale pour la construction d'une cage de verre susceptible de mettre à l'abri des injures du temps la chapelle de Sorvègné à Padoue construite et ornée par Giotto. Cette cloche à fromages géante doit couvrir 30 000 mètres carrés. Les Italiens se montrent sceptiques quant à la réalisation de ce projet.

Télévision japonaise et soldats de plomb

Les 600 000 soldats de plomb réunis par trois générations successives et mis en vente par leur acquiescement sont toujours convoités par le Musée de Compiègne. Celui-ci n'a pour l'instant réuni que 160 000 F pour cette acquisition. Une bagatelle : le prix demandé est de 12 millions de francs, une somme que Michel Ford, un milliardaire américain, est prêt à déboursier. La chaîne de télévision japonaise TBC va consacrer une émission à cette collection pour trouver des mécènes susceptibles d'aider le musée français.

Mode de Paris

Un Américain de Paris, Richard Roy, directeur de la Paris American Academy, organise à Melbourne, pour les films du bicentenaire australien, un séminaire dont le thème est la mode parisienne (The secrets of Paris Fashion). Il est accompagné de Fabienne Fallou, conservateur au Musée de la mode. Dans ses bagages, une collection de vêtements historiques et contemporains qui seront présentés au cours d'un défilé.

La Carabelle Bar Restaurant

Il n'est pas nécessaire d'avoir des études pour prouver une bonne cuisine. Réservez-vous. Vous recevrez une réduction importante pour l'apprécier.

4, rue Arsène Houssaye-Paris 8e Tél. 43.59.14.35
Ouvert de 19h à l'aube. Fermé le dimanche

L'aristocrate de Virgin

Les lecteurs du Monde ont eu la primeur du Comte Ory, un spectacle éblouissant réglé par John Elliot Gardiner et Jérôme Savary avec l'enthousiasme et la précision d'horloger qu'exige la musique de Rossini.

L'Opéra de Lyon est en reconstruction : tout l'intérieur va être remodelé par des travaux qui dureront jusqu'en avril 1991. Lourd épreuve pour un organisme qui doit conserver d'ici là sa cohésion et son public. Mais au lieu de se replier frémusement, Louis Erlo et Jean-Pierre Brummann vont de l'avant : cet « opéra hors les murs », c'est l'occasion de se faire connaître par de nouveaux publics, de collaborer fraternellement avec les grands théâtres lyonnais, le TNP, les Célestins, l'Auditorium, la Maison de la danse et de rendre visite à Saint-Etienne, Amosy, Mâcon ou en-dehors.

Quoi de plus naturel que de demander l'hospitalité pour le Comte Ory, de Rossini, au Théâtre du Huitième en priant le maître de maison, Jérôme Savary, de décaler le samedi de ses pérorables endiablés dans l'honorable chaise de l'orchestre, où des dames, moins prudes qu'elles n'en ont l'air, se sont enfilées pour la durée des croisades en attendant leur mari ? Rien n'est plus difficile que de faire rire avec ce genre de grosse comédie, reposant sur des péripéties et des

EXPOSITIONS

Les Anglais à la Cinémathèque

Le 21 février 1988 du 31 janvier au 21 février 1988, à la Cinémathèque française, une rétrospective de films anglais du 19e et 20e siècles. Les films sont présentés dans l'ordre chronologique, de 1895 à 1987. Les films sont présentés dans l'ordre chronologique, de 1895 à 1987.

LES RACINES DE LA HAINE

de l'œuvre d'Hindemith

de l'œuvre d'Hindemith

LES RACINES DE LA HAINE

de l'œuvre d'Hindemith

de l'œuvre d'Hindemith

LES RACINES DE LA HAINE

de l'œuvre d'Hindemith

de l'œuvre d'Hindemith

LES RACINES DE LA HAINE

de l'œuvre d'Hindemith

de l'œuvre d'Hindemith

LES RACINES DE LA HAINE

de l'œuvre d'Hindemith

de l'œuvre d'Hindemith

Culture

MUSIQUES

Salif Keita au Théâtre de la Ville

L'aristocrate de Virgin

Salif Keita est l'un des rares musiciens africains, avec les frères Touré Kunda, à ne pas appartenir à la caste des griots.

Salif Keita a pour lointain ancêtre Soundjata Keita, le fondateur de l'empire Mandingue, en Afrique de l'Ouest. Pour ses débuts, à l'âge de 17 ans, il dirige l'orchestre du buffet de la gare de Bamako, le Rail Band, une des premières formations du Mali à transposer le folklore sur des instruments électriques. Puis il joue pendant cinq ans au Motel de Bamako avec les Ambassadeurs internationaux, qui l'accompagnent en Côte d'Ivoire où il s'installe pendant quelques années.

Aujourd'hui, entre deux tournées à travers l'Europe, Salif Keita vit à Paris, à l'exception de quelques dates de concerts en Afrique. Devenu à la fin de l'année 1987 un des artistes de la firme Virgin, il a composé plusieurs musiques de films africains (*Jeelien* de Souleymane Clissé, *les Gribiers* de Sirij Bakaba), et, pendant trois semaines, en avril prochain, il donnera des concerts dans une série de clubs africains.

Au Théâtre de la Ville, Salif Keita se présente avec onze musiciens et une musique ouverte qui reste profondément attachée à ses origines : « Un de nos proverbes africains dit : Quand l'arbre oublie

ses racines, le tronc pourrit. Certains Américains, souligne Salif Keita, affirment aujourd'hui que les musiciens noirs des États-Unis sont plus proches des racines africaines que nous, Maliens, Ivoiriens ou Zairois. Les Noirs américains sont pleins de nostalgie. Ils veulent descendre vers la source. Et, nous, nous voulons remonter. On ne peut donc que se croiser. »

A l'écoute de beaucoup de ses confrères africains, Salif Keita ne propose pas une musique conçue en fonction de la mode, mais à partir d'une recherche à l'égard d'un nouveau langage sensible et commun à l'Afrique. Les mélodies sont riches, les orchestrations métalliques, solides et rigoureuses, les musiciens et les chanteurs (Salif Keita et un groupe de choristes) se confrontent selon un rythme qui, peu à peu, s'accroît. La voix de Salif Keita — l'une des plus belles actuellement en Afrique — est comme un cri strident qui, progressivement, se transforme en un chant sinueux de l'âme africaine. Vraiment un spectacle superbe.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Théâtre de la Ville, les 5 et 6 février, à 18 h 30.

★ Discographie : Soro (Sylart Productions). Mandjou et quelques autres albums enregistrés avec les Ambassadeurs internationaux sont disponibles chez Colson.

VENTES

Vienne à Londres

Gustav Klimt et Egon Schiele seront les vedettes de la vente organisée à Londres le mercredi 10 février. Sotheby's a réuni autour de ces deux artistes des œuvres de von Matsch, List, Kalvach et Gerstl. Au total cent quatre-vingt-trois tableaux et dessins qui évoquent une demi-siècle de peinture symboliste viennoise. Les ventes de cette importance autour d'un tel sujet sont aujourd'hui rares : la plupart de ces travaux se trouvent maintenant dans des musées.

L'un des points forts de cette réunion sera incontestablement un tableau de Franz von Matsch. En 1893, Klimt et von Matsch se voient confier la décoration du plafond de la salle des fêtes de l'université de Vienne. Le premier est chargé d'illustrer les thèmes de la philosophie, de la jurisprudence et de la médecine ; le second, celui de la théologie. A la grande fureur de Klimt, son projet, jugé scandaleusement érotique, est rejeté. Celui de von Matsch est accepté. L'étude de ce dernier aujourd'hui mise en vente pour plus de 300 000 francs.

Cet incident marque un tournant décisif dans la carrière de Gustav Klimt. Coupant définitivement les ponts avec une vision académique de l'histoire, il met au point son propre style et contribue à fonder le mouvement Secession, versant viennois de l'art nouveau.

Koloman Moser et Wilhelm List, membres fondateurs du mouvement, ou Egon Schiele, adepte de Klimt, se reconstituent souvent dans les réunions culturelles organisées par

la haute bourgeoisie viennoise. Une bourgeoisie qui voyait à l'occasion s'affirmer sa nouvelle position sociale dans un empire austro-hongrois qui n'avait plus que quelques années à vivre. Klimt multiplia les portraits, comme celui d'Adèle Bloch-Bauer, femme d'un magnat du sucre, un dessin estimé entre 150 000 F et 200 000 F.

Si les peintures symbolistes de Klimt sont abstraites de cette vente, son influence, en revanche, est terriblement présente chez Sigmund Walter Hampel, dont une série de tableaux de femmes nues et lascives, sur un fond ornemental richement décoré, sont modestement estimés l'unité, 15 000 F et 40 000 F chaque. Symbolisme toujours avec List, plus connu pour ses portraits, mais dont les paysages à dominante bleue sont de plus en plus appréciés. Il se pourrait que le *Lanzeros* à l'approche de l'orage connaisse le même succès que la *Vue sur le Lanzeros*, vendue 830 000 F il y a un peu plus d'un an. Enfin, un dessin à l'encre de Schiele, qui représente un masque cadavérique, est évalué entre 15 000 F et 20 000 F.

La vente devrait confirmer les bons résultats qu'ont obtenus les œuvres de Klimt et de Schiele depuis une dizaine d'années. La cote de Schiele a décollé, dépassant celle de Klimt, et celle de Schiele, cette vente devrait aussi être l'occasion de découvrir les autres peintres viennois, moins connus hors de leurs frontières.

ALICE SEDAR.

Communication

La CNCL fixe les règles de programmation du télé-achat

C'est Pierre Bellemare qui sera content ! La bataille du télé-achat, qui l'avait opposé, lui, l'animateur du « Magazine de l'objet », sur TF 1, à la CNCL, est pratiquement gagnée. Ironie du sort : c'est même à la Commission qu'est revenue la tâche ingrate de définir les règles de cette pratique qu'elle réprouvait ! Une charge imposée par le Parlement à la suite d'une vote-voix qui a transformé une proposition de loi visant à interdire les opérations de télé-achat sur les chaînes privées non soumises à péage en une loi promulguée le 6 janvier, autorisant, sur l'ensemble des chaînes privées, « les opérations de télé-promotion avec offre de vente (le Monde du 23 décembre) ».

La Commission a donc établi un « projet de décret fixant les règles de programmation des émissions dites de télé-achat », qui entrera en vigueur le 6 février, jour où la loi sera publiée au Journal officiel. Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, la Commission a visiblement cherché un compromis pour satisfaire les intérêts divergents, et souvent contradictoires, des intéressés consultés : les chaînes de télévision et les sociétés de distribution (favorables au télé-achat), les entreprises de presse écrite et les associations de consommateurs (plutôt hostiles).

La CNCL rappelle tout d'abord que la réglementation en matière de chaînes de télévision privées diffusées par voie hertzienne (nationales ou régionales), les radios et télévisions par satellite, les services de vidéographie (Antiope, par exemple) et les réseaux câblés. En sont exclus, en revanche, les chaînes publiques (dont le cahier des charges ne permet pas l'ouverture de services de télé-achat) ainsi que Canal Plus, auquel le gouvernement envisage cependant d'étendre le régime défini par la CNCL. Celle-ci n'a pas voulu faire de distinction entre les chaînes diffusant en clair et les chaînes cryptées, en estimant que leurs missions générales sont de même nature.

Préférant le terme de « commercialisation » à celui de « moralisation » du télé-achat, M. Pierre Huet, chargé du dossier à la CNCL, a commenté, devant la presse le 4 février, les principales dispositions prises à l'encontre d'un type d'émission qui, « par son caractère commercial, n'entre pas dans la définition générale des programmes dont il faut se distraire, informer ou éduquer ».

Multitude de candidats français et étrangers pour la reprise du groupe Marie-France

Le marché français des magazines déchaîne les appétits des groupes de presse. Avec mille deux cent vingt-trois titres spécialisés distribués par les MNPP et une augmentation régulière des recettes publicitaires (11 % de plus en 1986), la France offre une riche palette.

Le dépôt de bilan de la société de publications économiques, féminines et familiales (SOPEFF) qui édite Marie-France et Point de vue Images du monde et contrôle à 100 % la société éditrice de Femmes d'aujourd'hui et de Femme pratique (EDIFAP) fournit la preuve qu'un nouveau champ de bataille s'ouvre. Le Pronocé en début de semaine (le Monde du 4 février) et alors que le tribunal de commerce de Paris doit examiner le vendredi 5 février, le dépôt de bilan du groupe contrôlé par M. François Fabre et M. Maurice Brébart a été aussitôt suivi d'une salve de candidatures à sa reprise.

Ces candidats sont à la fois des groupes de presse français mais surtout étrangers. Certains souhaitent reprendre l'un ou l'autre des deux titres haut de gamme de la SOPEFF, tandis que d'autres se portent candidats à la reprise de l'ensemble du groupe (SOPEFF, EDIFAP, mais aussi l'imprimerie moderne de Maisons-Alfort, en dépôt de bilan depuis la mi-décembre 1987).

Le groupe Havas a ainsi déclaré « examiner avec intérêt la possibilité de se porter repreneur » de

Les émissions de télé-achat ne devront pas dépasser quatre-vingt dix minutes par semaine, mais chaque chaîne aura une durée minimum de quinze minutes, « pour éviter une multiplication d'offres commerciales venant interférer » dans la grille et bien marquer la différence avec les messages publicitaires. Elles ne seront autorisées qu'aux périodes de faible audience (le matin entre 8 h 30 et 11 h 30 ou la nuit après la fin des autres émissions et... jamais le dimanche).

Ces émissions seront clairement annoncées comme telles et ne pourront pas être interrompues par des spots publicitaires. Ni la marque, ni le nom du fabricant ou du distributeur des objets proposés à la vente ne pourront être montrés ou cités à l'antenne. « C'est là le point le plus difficile et sur lequel les oppositions sont le plus tranchées », a fait observer M. Huet, en prévoyant « une dérive indélébile vers des messages publicitaires » si la marque était indiquée. Mais, pour éviter un danger inverse — la vente de « sous-marques », de produits importés à bas prix, les « informations essentielles » sur la provenance et la marque pourront être fournies à l'acheteur... par téléphone ou par mail.

D'autre part, les émissions de télé-achat ne devront pas se situer dans un point de vente identifié ou identifiable. Seront interdits à la vente les produits ou services dont la publicité est exclue par la loi (tabac, alcool, médicaments, livres, cinéma...).

M. Huet ne s'estime pas désemparé par le gouvernement malgré les condamnations du télé-achat de 1986. « Je ne cherche pas la mors du pêcheur », dit-il. Mais, ce qu'il considère comme « une porte à moitié ouverte » à la télé-vente en direct est plutôt jugé par les intéressés, comme « une porte à moitié fermée ».

La réaction de TF 1 ne s'est d'ailleurs pas fait attendre. Qualifiant la décision de la CNCL de limiter le télé-achat à quatre-vingt-dix minutes par semaine d'« atteinte de plus dans un paysage audiovisuel moins libéral que jamais », la chaîne de M. Bouygues dénonce « l'excès de pouvoir de la Commission », en affirmant son intention de « continuer à cent quatre-vingt minutes ».

ALAIN WOODROW.

A l'Olympia

Le son antillais de Philippe Lavil

Descendant d'une famille de békés de la Martinique, Philippe Lavil a cultivé le tempérament antillais, singulièrement une image de dilette, depuis son arrivée dans la chanson au début des années 70. Son aventure en dents de scie le mène à l'Olympia après le succès au Top 50 de la chanson croisée *Kolé Séré*.

Le meilleur de lui-même, Philippe Lavil le donne dans les musiques « physiques » à danser des Antilles. Lavil chante avec la nonchalance requise, soit en solo, soit avec ses choristes originaires, bien sûr, des îles, soit encore avec le chanteur du groupe Malawi, venu en invité. En guise d'extraits, il nous offre une étonnante imitation de Julien Clerc, au cœur en partie insulaire, comme lui.

C. F.

★ Olympia, les 5 et 6 février, à 20 h 30.

PREMIERE CE SOIR

BOUFFES PARISIENS

Direction artistique BRUNO

JEAN MARAIS

XAVIER DELUC

RAYMOND GEROME

BACCHUS

de JEAN COCTEAU

LOCATION : 12966021

THEATRE ARTISTIC ATHEVAINS

LES RACINES DE LA HAINE

ou l'enfance d'Hitler

de Niklas RADSTRÖM

Mise en scène

Stéphanie LOIK

D'une grande acuité historique, le spectacle apporte beaucoup mais ne perd pas de vue l'humour et la satire.

réalisation PASCAL - TELERAMA

Reservation :

48 06 36 02 de 14h à 18h

CHAI

Le théâtre de ceux qui sont nus

Luigi Pirandello • René LUYON

Théâtre Gémier 47.27.81.15

Théâtre Du 14 janvier au 14 février à 20h30

NATIONAL DIMANCHE A 15H. Relâche dimanche soir et lundi

EXPOSITIONS

Zoran Music au Centre Georges-Pompidou

Croquis de Dachau

Témoignages irréfutables, les dessins de camp de Music ont la violence de la vérité.

En 1944, Zoran Music, jeune peintre de trente-cinq ans, est arrêté par la Gestapo à Venise où il s'est établi l'année précédente. De Venise, il est transféré à Trieste, et de Trieste à Dachau. Il y reste jusqu'à la fin du mois d'avril 1945, jusqu'à la libération du camp par les soldats américains. A Dachau, Music a tout enduré de la vie des camps, et tout dessiné, sur de mauvais papiers dérobés ou arrachés à des livres, avec des matériaux crayons et une encre qu'il diluait d'eau pour le faire durer plus longtemps. Il a pu dessiner plus aisément, si l'on ose dire, vers la fin, quand la surveillance se relâchait et que les gardiens pensaient moins à tuer qu'à fuir.

De ces croquis, une quarantaine a été préservée, qui n'ont pas subi la mort. Moins les moyens de la mort, même si Music a esquissé des pendaisons et des fours oratoires, que la mort elle-même : des entassements de corps squelettiques, allongés sous des bâches ou dans des bûches où l'on en rangeait plusieurs ensemble, par commodité. Music les a figurés de tout près, nus et désarticulés, et l'on ne voit pas ces fagots de cadavres sans membres minces et torturés comme des branches sans racines. L'effacement de ce que cela était, réellement. Le style du dessin, l'association contrainte du prosaïque, la dette de Music envers Goya, qu'il avait étudié à Madrid avant la guerre, tout cela ne fait que contribuer à la force tragique de chaque croquis.

Ayant connu cette torture, Music, de retour à Venise après guerre, a repris son œuvre presque au point où il l'avait abandonnée. A la recom-

mencé à chercher sa manière entre reminiscences d'art populaire et courants européens contemporains, français ou viennois. Paysagiste allusif, puis abstrait, il s'est fixé un idéal d'équilibre discret et de graphisme qui glisse sur la feuille et y dépose à peine une tache ou l'émotion d'un trait.

Peintre abstrait, Music l'est ainsi devenu tout au long des années 50 et 60, et avec un succès peu douteux. Puis il est revenu à la figure pour dessiner de nouveaux morts et des visions à peine transposées de ce qu'il avait subi, ne pouvant exorciser celle-ci par la seule expression abstraite, trop désincarnée ou trop commodément dispensée de la vérité des faits et des choses. Sans doute existe-t-il des vérités si fortes qu'elles exigent la représentation la plus littérale et la plus crue afin de ne pas se dissoudre dans les mémoires.

PHILIPPE DAGEN.

★ Cabinet d'Art graphique, Centre Georges-Pompidou, jusqu'au 20 mars.

CINÉMA

Les Anglais à la Cinémathèque

Du 23 février 1988 au 31 janvier 1989, pendant un an, à raison d'un film par jour, la Cinémathèque française, en collaboration avec le National Film Archive of the British Institute et le British Council, présentera une rétrospective du cinéma britannique.

La soirée d'ouverture, le 23 février, présentera *Blackmail* d'Alfred Hitchcock (1929) dans une version sonore. Le programme de l'année couvrira ensuite neuf directions : du 24 février au 16 mars, les films produits par Michael Balcon. Du 17 mars au 22 avril, la tradition littéraire. Du 23 avril au 30 avril, les pionniers. En mai, l'école documentaire des années 50. En juin, le courant réaliste dans les films de fiction. En juillet et août, la comédie musicale. De septembre à mi-octobre, les « valeurs » britanniques. De mi-octobre à fin décembre, les poèmes et l'épouvante. En janvier 1989, enfin, les nouveaux vagues.

Cette rétrospective est précédée de l'intégrale de l'œuvre de deux cinéastes britanniques, Lester James Peries et Sumitra Peries. (Tous les jours à 19 heures et à 21 heures jusqu'au 20 février.)

« Quatre siècles de chance » à l'Hôtel de la Monnaie

Les chemins de la fortune

Depuis Louis XIV, l'Etat propose aux Français mille façons de faire fortune. Mais lui n'est jamais perdant.

Si le Roi-Soleil a institué, le 11 mai 1700, la première loterie d'Etat, c'est à François 1^{er} et à son édile de Châteauneuf (15 mai 1539) que l'on doit l'institution de cette forme de jeu en France, sur des modèles italiens. « Pendant que mes sujets s'y livrent, estimait le vainqueur de Marignan, ils oublieraient jadis à propos de s'insurger, de se battre et de blasphémer Dieu. »

Interdites sous la Révolution, rétablies par le Directoire (loi du 9 vendémiaire an VI), réglementées par Napoléon, qui installe de nouvelles « routes de la fortune » dans les pays conquis, les loteries sont de nouveau supprimées par la monarchie de Juillet le 31 mai 1836, à l'exception de celles « exclusivement destinées à des actes de bienfaisance ou à l'encouragement des arts ».

Il faudra attendre près d'un siècle pour que la loi du 31 mai 1933 recrée une « Loterie nationale » au profit des anciens combattants et des victimes des calamités agricoles. Le premier tirage, qui a eu lieu devant un public en effervescence le 7 novembre 1933, a été filmé par les actualités Gaumont : on peut visionner cet étonnant document à l'Hôtel de la Monnaie (1), ainsi qu'une interview du gagnant du gros lot (5 millions de francs de l'époque), resté célèbre, M. Paul Bonheur, confiseur à Tarascon, accueilli à Paris comme un vainqueur du Tour de France cycliste.

On découvre beaucoup d'autres choses dans les trois salles réservées à cette exposition intitulée « Quatre

siècles de chance » et organisée par la Loterie nationale. Parmi les plus spectaculaires : une sphère du tirage de 1933, une gigantesque corne d'abondance, un « gros caillon électrique », un jeu de petits chevaux, une roue en tôle peinte, au milieu de tous les porte-bonheur possibles (du fer à cheval au trèfle à quatre feuilles) et de très diverses formes de loterie. Loteries avec des, comme le jeu des jûts ou de la chouette ; à tirage, comme le biribi, la cavagnole ou le loto-dupla, inventé, dit-on, par Louis XVI pour l'amusement de son fils ; loteries de comptoir, comme la roue de la fortune ; loteries foraines et d'autres encore, comme le jeu alambiqué du henneton magique, le jeu de l'araignée mystérieuse, la cloche à réplique ou la pouspée bonne aventure.

Tapisseries, tableaux, estampes, dessins, affiches témoignent aussi de ces quatre siècles de chance : du fameux marchand d'oublies (« Mettez vos malheurs dans l'oublie, voilà le marchand ») à la latrie et le pot au lot, en passant par les affiches de la Loterie nationale de 1940 à 1944. Les tirages, qui se déroulaient alors au profit du Secours national, portent ces noms : tranche des bonbons vitaminés, tranche de biscuits casés, tranche des caisses roulantes.

Le catalogue de l'exposition se clôt par un savoureux texte de Sacha Guity, qui défend la « moralité » du jeu : « Le jeu ne guérit rien ? Alors donc ! Il guérit du jeu et il est seul à pouvoir le faire. Qu'est-ce que vous voulez lui demander de plus ! »

MICHEL CASTANG.

(1) Jusqu'au 14 février, tous les jours, de 12 heures à 18 heures, 11, quai de Conti, 75006 Paris.

MUSÉE RODIN

77, rue de Varenne (7^e) - M° Varenne

60 DESSINS DE

RODIN

extraits du premier volume de

L'INVENTAIRE

Tous les jours, sauf mardi, de 10 h à 17 h

DU 18 DÉCEMBRE AU 14 MARS

CENTRE CULTUREL SUÉDOIS

Hôtel de Marie

11, r. Payenne (3^e), M° Saint-Paul

Tél. : 42-71-82-20

LOU LAURIN LAM

peintures et gravures

consommateur en Suède

aujourd'hui

les ven. 12 h-18 h, sam.-dim. 14 h-18 h

JUSQU'AU 21 FÉVRIER, entrée libre

(Publicité)

Le Conservatoire national des arts et métiers

organisé à Paris,

du 10 au 14 février 1988,

un colloque sur

« Handicap et communication ».

Ce colloque est ouvert

aux étudiants et à toute personne

intéressée par le handicap.

100 F la demi-journée

Le programme peut être demandé

au CNAM, 292, rue Saint-Martin

75141 Paris Cedex 03.

Tél. : (1) 42-71-91-41

ISROUE

Le Comte Ory

La croisade égrillarde de Rossini

Le Comte Ory, l'opéra le plus aimé de Rossini, est joué par les artistes du Théâtre de la Ville. C'est une œuvre d'opéra-comique, écrite en 1817, qui raconte l'histoire d'un comte qui se fait passer pour un soldat et part à la croisade.

Le Comte Ory est un opéra-comique en deux actes, écrit par Rossini sur un livret de Giovanni Bertoni. L'histoire se passe à Venise, où un comte, le Comte Ory, se fait passer pour un soldat et part à la croisade. Il est accompagné de son valet, le Comte Ory, qui est un personnage très drôle.

Le Comte Ory est un opéra-comique très populaire, qui a été joué de nombreuses fois. Il est considéré comme l'un des plus grands succès de Rossini.

LIUSSES

Le son antillais de Philippe Lavil

Descendant d'une famille de békés de la Martinique, Philippe Lavil a cultivé le tempérament antillais, singulièrement une image de dilette, depuis son arrivée dans la chanson au début des années 70.

Son aventure en dents de scie le mène à l'Olympia après le succès au Top 50 de la chanson croisée *Kolé Séré*. Le meilleur de lui-même, Philippe Lavil le donne dans les musiques « physiques » à danser des Antilles. Lavil chante avec la nonchalance requise, soit en solo, soit avec ses choristes originaires, bien sûr, des îles, soit encore avec le chanteur du groupe Malawi, venu en invité.

En guise d'extraits, il nous offre une étonnante imitation de Julien Clerc, au cœur en partie insulaire, comme lui.

C. F.

★ Olympia, les 5 et 6 février, à 20 h 30.

PREMIERE CE SOIR

BOUFFES PARISIENS

Direction artistique BRUNO

JEAN MARAIS

XAVIER DELUC

RAYMOND GEROME

BACCHUS

de JEAN COCTEAU

LOCATION : 12966021

THEATRE ARTISTIC ATHEVAINS

LES RACINES DE LA HAINE

ou l'enfance d'Hitler

de Niklas RADSTRÖM

Mise en scène

Stéphanie LOIK

D'une grande acuité historique, le spectacle apporte beaucoup mais ne perd pas de vue l'humour et la satire.

réalisation PASCAL - TELERAMA

Reservation :

48 06 36 02 de 14h à 18h

CHAI

Le théâtre de ceux qui sont nus

Luigi Pirandello • René LUYON

Théâtre Gémier 47.27.81.15

Théâtre Du 14 janvier au 14 février à 20h30

NATIONAL DIMANCHE A 15H. Relâche dimanche soir et lundi

La Caravelle

Le théâtre de ceux qui sont nus

Luigi Pirandello • René LUYON

Théâtre Gémier 47.27.81.15

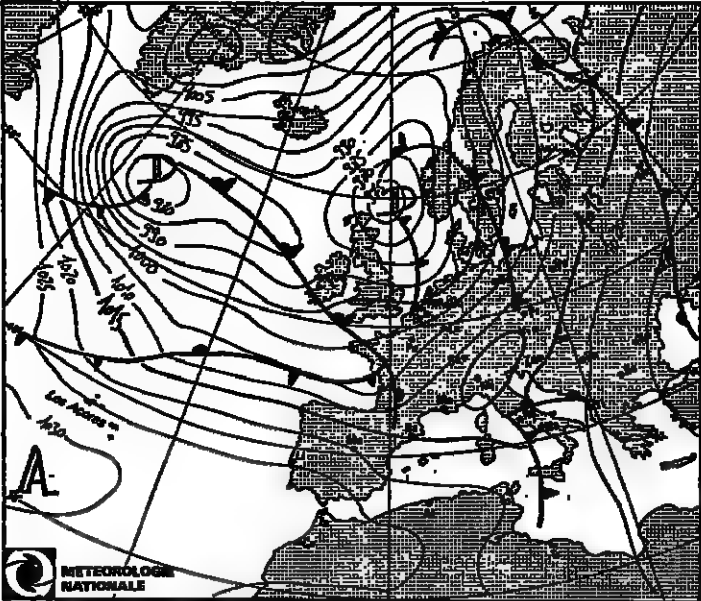
Théâtre Du 14 janvier au 14 février à 20h30

NATIONAL DIMANCHE A 15H. Relâche dimanche soir et lundi

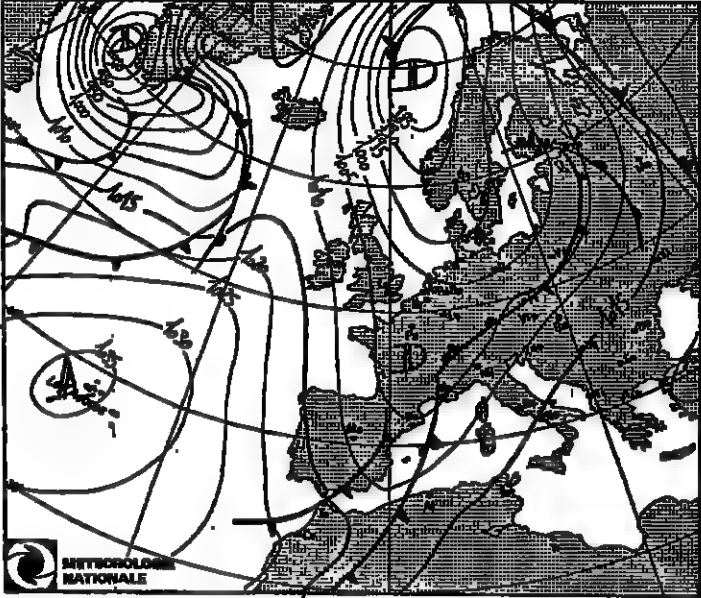
Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 5 FÉVRIER 1988 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 7 FÉVRIER À 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 5 février à 0 h TU et le dimanche 7 février à 24 h TU.

Une perturbation océanique traversera le pays d'ouest en est vendredi et samedi pour s'évacuer dimanche sur les régions méditerranéennes et la Corse. Elle occasionnera de la neige à partir de 1000 à 2000 mètres d'altitude.

Samedi 6 : grisaille et pluie en toutes régions. La météo s'annonce grise et pluvieuse sur la plus grande partie du territoire.

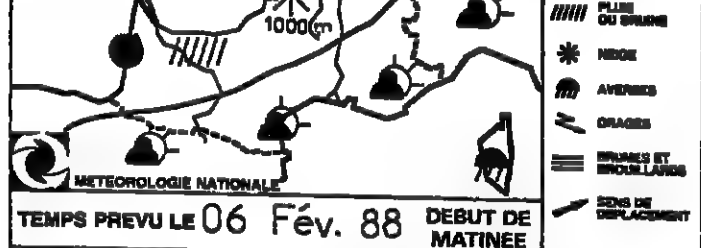
La Bretagne, la Normandie, le Nord et la Corse pourront bénéficier de quelques éclaircies mais risqueront tout de même l'averse. Du Languedoc-Roussillon aux Alpes du Sud et à la Provence-Côte d'Azur, le ciel sera chargé de nuages, mais il ne pleuvra pas encore.

Deuxième après-midi, il se mettra à pleuvoir des Pyrénées au sud du Massif Central, aux Alpes et aux régions méditerranéennes. La limite pluie-neige se situera alors vers 1000 mètres d'altitude sur les Alpes du Nord, 1500 mètres sur les Pyrénées et les Alpes du Sud.

Sur le reste du pays, des nuages abondants encombreront le ciel. Des averses se déclencheront de temps à autre sur les Vosges, le littoral atlantique, la Normandie et le Nord.

Dimanche 7 : accalmie des pluies et rafraîchissement. Des éclaircies verront le jour dans la plupart des régions. Sur les régions méditerranéennes et les Alpes, il pleuvra encore en matinée, la neige tombant au-dessus de 1000 mètres d'altitude. Légère amélioration l'après-midi avec une alternance d'averses et de timides éclaircies.

La Corse gardera au temps gris et pluvieux tout au long de la journée. Sur les Vosges et les Pyrénées, la Normandie et le Nord, les éclaircies seront entrecoupées d'averses. Il neigera au-dessus de 1000 mètres d'altitude.



TEMPS PRÉVU LE 06 Fév. 88 DEBUT DE MATINÉE

TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 4-02-1988 et le 5-02-1988 à 6 heures TU

FRANCE	TOURS	10	6	10	6	10	6	10	6
ANGERS	11	7	C	14	7	P	14	7	P
BORDEAUX	13	8	P	14	7	P	14	7	P
BOULOGNE	11	6	P	14	7	P	14	7	P
BREST	11	6	P	14	7	P	14	7	P
CAEN	9	6	N	14	7	P	14	7	P
CHERBOURG	9	5	C	14	7	P	14	7	P
CLEMONT-FERR	11	5	C	14	7	P	14	7	P
DIJON	10	9	P	14	7	P	14	7	P
GRENOBLE-SAIN	12	5	P	14	7	P	14	7	P
LILLE	9	4	N	14	7	P	14	7	P
LIMOGES	7	4	P	14	7	P	14	7	P
LYON	9	6	P	14	7	P	14	7	P
MARSEILLE	14	7	P	14	7	P	14	7	P
NANCY	9	5	P	14	7	P	14	7	P
NANTES	10	7	C	14	7	P	14	7	P
NICE	15	7	C	14	7	P	14	7	P
PARIS-MONT	9	6	C	14	7	P	14	7	P
PAU	14	9	P	14	7	P	14	7	P
PERPINYAN	15	6	C	14	7	P	14	7	P
RENNES	10	7	C	14	7	P	14	7	P
STRASBOURG	10	5	P	14	7	P	14	7	P

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PHILATÉLIE

Les carnets, à la mode, à la mode...

Une collection spécialisée fait fureur à l'heure actuelle, celle des carnets de timbres. Essentiellement pour deux raisons : cette collection, un moment délaissée, offre un certain nombre de pièces intéressantes à des prix encore abordables ; puis, la formidable essor des collections thématiques a favorisé les carnets sur les couvertures desquels les administrations postales n'ont jamais hésité à imprimer de la publicité payante pour les produits les plus divers.

Le simple recours à une illustration originale satisfait le collectionneur à la recherche du moindre élément qui peut flatter son penchant pour un thème particulier : automobile, bicyclette, têtes couronnées, champions, téléphone, chaussures... Tout y passe !

Il est à remarquer que la France émettra cette année quatre carnets (bande dessinée, le Monde du 23 janvier), personnages célèbres, journée du timbre et Croix-Rouge) en plus des carnets de timbres courants (dont les couvertures d'une pauvreté affligeante font la désolation des spécialistes).

La publicité va se nichier aussi sur les marges des timbres à l'intérieur des carnets.

Le premier carnet émis au monde le fut, en 1895, au Luxembourg. Suivirent le Canada, les États-Unis et les Philippines, en 1900 ; la Hongrie et la Nouvelle-Zélande, en 1901 ; le cap de Bonne-Espérance, Cuba et les Pays-Bas en 1902... La France n'arrive qu'en trentième position environ, en 1906, en com-

par exemple, des Fidji ou du Japon.

Ce n'est qu'en 1922 que la publicité apparut sur les carnets français pour être supprimée en 1959.

La Libye dut attendre 1966 pour émettre son premier carnet, le Sud-Ouest africain 1985.

An départ, les carnets ont été inventés pour satisfaire l'usager, pour lui éviter de faire la queue aux guichets. Ce « service » était même payant puisque des carnets furent vendus avec une majoration de prix (vingt-quatre timbres de 5 centimes pour le premier carnet luxembourgeois de 1895, par exemple, vendu 1,25 F).

Les carnets sont confectionnés principalement de trois manières : ils sont cousus, collés ou agrafés. Ne

vous inquiétez pas alors d'une petite tache de rouille qui peut apparaître sur les carnets agrafés les plus anciens. C'est logique, et la valeur du carnet n'en est pas affectée.

P. J.

Un club : ACCP, 50, rue Paul-Vaillant-Couturier, 92140 Châtenay.

Des négociants : Taillandier-Philatélie, 65, rue de la Roquette, 75011 Paris et Caphila, 25, rue Drouot, 75009 Paris.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 5 février 1988 :

UN DÉCRET

Le 88-118 du 1^{er} février 1988 portant publication de l'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne modifiant la convention du 5 février 1980 relative à l'organisation d'échanges de jeunes et d'adultes en formation professionnelle ou continue signée à Bonn les 31 août 1983 et 19 janvier 1984.

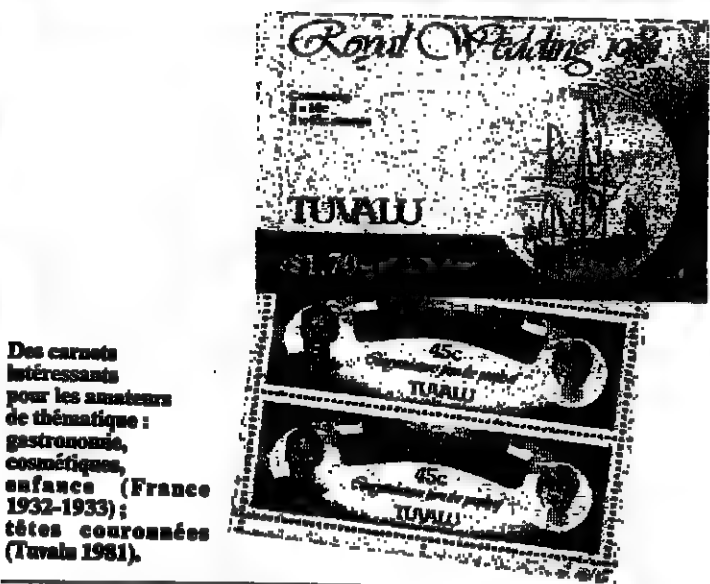
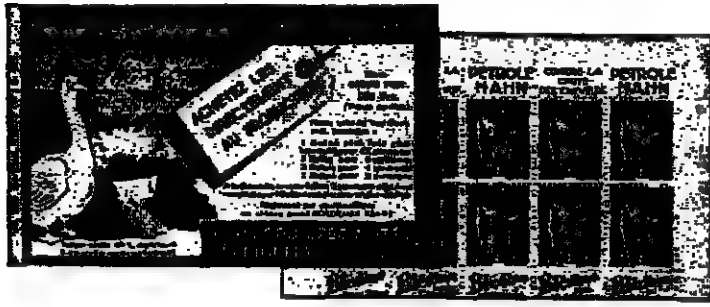
DES ARRÊTÉS

Le 26 janvier 1988 relatif à la conclusion d'un marché d'étude d'un prototype expérimental de fichier photographique signalétique.

Le 27 janvier 1988 modifiant l'arrêté du 8 juin 1979 relatif à l'application de la directive du Conseil des communautés européennes n° 78-1015 CEE du 23 novembre 1978 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives au niveau sonore admissible et au dispositif d'échappement des motocycles.

UNE LISTE

Des élèves de l'Institut national supérieur de chimie industrielle de Rouen ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1986.



PARIS EN VISITES

SAMEDI 6 FÉVRIER

« La Cour des comptes et son fonctionnement », 10 heures, 13, rue Cambon (R. Roman).

« Trésors des princes celtes », 10 h 30, musée Clémentine-Clémenceau, 10, rue de la Harpe.

« Femme célèbre du Paris-Louvre », 10 h 30, porte principale, boulevard Malesherbes (V. de Launay).

« Dessins de la collection Saint-Morys », 11 heures, Louvre porte de Flore, quai des Tuileries (Didier Bouchard).

« Trésors des princes celtes », 14 h 30, Grand Palais, hall (Jeanne Angot).

« La peinture royale sous Louis XIV », 14 h 30, Louvre, entrée quai du Louvre (Hélène Lemaire et ses collaborateurs).

« Les salons de la Marine nationale », 14 h 30, 2, rue Royale (Isabelle Hault).

« L'Opéra », 14 h 45, devant l'Opéra (Commissaire d'ici et d'ailleurs).

« L'Assemblée nationale », 14 h 45, place du Palais-Bourbon, carte d'identité (D. Fiorini).

« Musée Lavoisier et musée architectural », 15 heures, 14, rue Marmont, à Boulogne.

« Hôtel Potocki », 15 heures, 27, avenue de Friedland (Monument historique).

« La cathédrale russe », 15 heures, 12, rue Darni (Tourisme culturel).

« Le couvent des carmes et son jardin », 15 heures, rue Saint-Sulpice, sortie (Restauration du passé).

« L'hôtel de Mondragon », 15 heures, 10, rue Louis-le-Grand (Anne Ferrand).

« Les salons de l'hôtel Bortolotti-Quintin », 15 heures, 44, rue des Petites-Écuries (Paris et son histoire).

« Musée Gustave-Moreau », 15 heures, 14, rue de la Roquette (Musée d'Art moderne).

« Collection Mirimonde au Louvre », 15 h 20, pavillon de Flore, entrée côté quai (L'Art pour tous).

« La parfumerie Fragonard », 16 heures, rue de la Harpe (La France et son passé).

DIMANCHE 7 FÉVRIER

« Musée de l'Assistance publique », 11 heures, 47, quai de la Touraine (Monuments historiques).

« L'Opéra », 11 heures, hall d'entrée (Michele Polver).

« Appartement royal du Louvre », 11 heures, musée Louvre, sortie (Didier Bouchard).

« Moulins et vieux village de Montmartre », 14 h 30, musée d'Art moderne (F. Lemaire).

« Vestiges des couvents de la rue Saint-Hippolyte », 14 h 30, 263 bis, rue Saint-Hippolyte (Paris et son histoire).

« La Mosquée », 14 h 30, place du Palais-de-l'Érmitage (Michele Polver).

« Les salons du château de Maisons-Laffitte », 15 heures, vestibule gauche du château.

« Histoire du Louvre » (visite commentée), 15 heures, musée Louvre, sortie (Monuments historiques).

« L'Opéra », 15 heures, au haut des marches (Tourisme culturel).

« Sous la Coupole », 15 heures, 23, quai d'Orléans (Approche de l'art).

« Musée Nissim de Camondo », 15 heures, 63, rue de Monceau (R. Roman).

« Salons des hôtels de Boulogne et Bortolotti-Quintin », 15 heures, 58, rue d'Hauteville (Didier Bouchard).

« Hôtel de Soubise », 15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois (Paris et son histoire).

« Hôtel de Lamignon », 15 h 30, 24, rue Pavée (Tourisme culturel).

CONFÉRENCES

SAMEDI 6 FÉVRIER

6, place d'Iéna, 15 heures : « Les arts de l'Inde du sud-est (II), l'art de l'Indonésie », par Marie-Christine Dufrenoy (Musée Guimet).

38, rue Ribera, 15 h 30 : « Tunisie » (Aurel Sade).

7, rue Marie-Rose, 15 h 30 : « Les franciscains de nos jours », avec projections (Paris et son histoire).

DIMANCHE 7 FÉVRIER

18, rue de Valenciennes, 14 h 15 : « Brétil de tous les rêves », 16 heures : « Balis », par Charles Cousté (Cinéma et civilisations).

60, boulevard Latour-Maubourg, 14 h 30 : « La Grèce et la Grèce », 14 h 30 : « La Thaïlande », 18 h 30 : « La Finlande », par M. Brumfiel (Rencontre des peuples).

6, place d'Iéna, 15 heures : « Recherches récentes sur les pyramides à texte de Saqqarah », par Jean Lecaet (Musée Guimet).

11, bis rue Keppler, 17 h 30 : « L'homme total et les expériences extracorporelles », Entrée libre (Logos des théosophes).

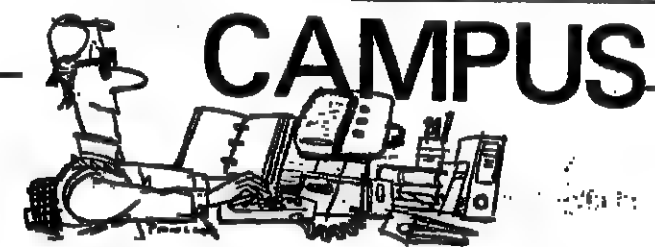
Les mots croisés se trouvent dans « le Monde sans visa » page 16

En filigrane

Liberté. — M. Gérard Longuet, ministre des P et T, a annoncé l'ouverture d'un concours visant à changer l'effigie de la Liberté qui orne nos timbres courants afin de la remplacer par une Marianne en 1989. N'hésitez pas à nous faire parvenir vos projets que nous transmettrons au ministre des P et T.

Philatélie à la télévision. — L'émission de télévision de Jean Offredo sur TF1 « Bonjour la France-Bonjour l'Europe » accueille une rubrique philatélique tous les dimanches vers 7 h 40. Au programme dimanche prochain : les timbres préoblitérés.

Bibliographie réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes 24, rue Caschiot, 75009 Paris Tél. : (1) 42-47-99-06



Pas de « minerval » pour les étudiants européens en Belgique

Au moment où se mettent en place les programmes d'échanges entre les universités des pays de la Communauté, la Cour européenne de justice de Luxembourg a prononcé, le 2 février, deux arrêts importants sur la libre circulation des étudiants dans la Communauté européenne. Elle a, en effet, condamné la Belgique, qui impose depuis une dizaine d'années un droit d'inscription (« minerval ») spécifique pour tous les étudiants étrangers, y compris ceux des pays de la Communauté. Refusant cette discrimination, de nombreux étudiants européens, notamment français, avaient engagé des actions pour obtenir le remboursement de ce minerval, dont le montant peut aller jusqu'à 285 000 francs belges (environ 42 000 francs français).

Les juges européens viennent de leur donner raison : ils estiment que l'enseignement supérieur doit être assimilé à la formation professionnelle, pour laquelle le traité de Rome interdit toute forme de discrimination liée à la nationalité. La Cour reconnaît, en outre, aux étudiants le droit de se faire rembourser les frais de scolarité perçus indûment : selon des estimations réalistes, l'addition s'élève à plusieurs centaines de millions de francs belges.

Le jugement de la Cour européenne devrait avoir des répercussions sur les États de la CEE, puisqu'il détermine, sur un point décisif, l'incidence du droit communautaire en matière d'enseignement. D'autres affaires en attente à la Cour de Luxembourg devraient permettre de répondre à une autre question-clé : le libre accès des étudiants de la Communauté à l'université d'un État membre leur permet-il de bénéficier des bourses d'études offertes par cet État à ses nationaux ? Le développement des échanges universitaires à l'intérieur de la Communauté dépendra, en effet, de la généralisation de ce type de facilités.

Cultures d'origine

Le Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion (CLAP) organise, le samedi 27 février, une journée d'étude sur le thème « les langues et cultures d'origine, chance ou handicap ? ».

(CLAP, 25, rue Ganden, 75013 Paris, tél. 45 85-31-31.)

Architecture et informatique

L'École d'architecture Paris-Tobias organise un stage « Architecture et informatique » de 100 heures, du 21 mars au 1^{er} juin. Initiation, application à l'informatique (bureautique, DAO, CAO, 2D et 3D, logiciel thermique, inscription avant le 10 mars, 4 800 F. Gratuit pour les demandeurs d'emploi et les architectes diplômés depuis moins de cinq ans.

(École d'architecture Paris-Tobias, 5, rue du Javelot, 75845 Paris Cedex 13, adresse visiteurs : les Olympiques, rue de Tobolsk, tél. 45-82-27-27, poste 413.)

Selon de l'étudiant à Nice

Le deuxième Salon de l'étudiant de Nice, organisé par une association d'étudiants en troisième cycle de l'université de Nice et parrainé par la Banque populaire de la Côte d'Azur aura lieu, du 24 au 28 février, au Palais des Congrès Aéroport. Il réunira cent quarante exposants sur 2 500 m² et sera consacré aux problèmes d'orientation et de débouchés, ainsi qu'à la vie quotidienne et aux loisirs. En 1987, le premier Salon avait rassemblé quatre-vingt-dix exposants et accueilli sept mille visiteurs.

(APOMEL, 12, avenue Waltzinger, 06100 Nice, tél. 93-52-50-55.)

SOMMAIRE

Le Monde des philatélistes 24, rue Caschiot, 75009 Paris Tél. : (1) 42-47-99-06

Le Monde des philatélistes 24, rue Caschiot, 75009 Paris Tél. : (1) 42-47-99-06

Le Monde des philatélistes 24, rue Caschiot, 75009 Paris Tél. : (1) 42-47-99-06

Le Monde des philatélistes 24, rue Caschiot, 75009 Paris Tél. : (1) 42-47-99-06

Le Monde des philatélistes 24, rue Caschiot, 75009 Paris Tél. : (1) 42-47-99-06

السلامة

La crise boursière provoque une vague d'OPA

SOMMAIRE

■ Le mouvement de concentration du capital se poursuit. De la Société générale de Belgique aux cognacs Martell, en passant par la Télémeccanica, les sociétés convoitées deviennent de plus en plus nombreuses (lire ci-dessous).

■ Le nombre d'actionnaires de Matra atteindra finalement les trois cent mille, a annoncé, jeudi 4 février, M. Ballardur (lire page 27).

■ Les résultats des adjudications des bons du trésor américain ont été jugés décevants. La part japonaise s'est à nouveau réduite (lire page 25).

■ Un mandat d'arrêt a été lancé contre le PDG d'Arbitrage SA après la plainte déposée par la COGEMA (lire page 28).

■ Le ministre des transports a accepté le projet de contournement de Lyon par le TGV en faisant passer la ligne à travers le département de l'Ain (lire page 24).

L'attaque sur la Société générale de Belgique

Suez brouille les cartes

Deux nouveaux éléments sont intervenus le 4 février dans la compétition pour le contrôle de la Générale de Belgique. D'une part, la Compagnie financière de Suez a annoncé qu'elle détenait 10 % du premier holding belge, sans pour autant prendre parti pour l'un ou l'autre camp en présence. D'autre part, M. Carlo De Benedetti, premier attaquant de la Générale, a déposé plainte auprès du procureur du roi (ses dernières éditions) contre les achats massifs de titres effectués la veille et qu'il considère comme illicites.

Une partie du voile est désormais levée dans la bataille pour la prise de contrôle de la Société générale de Belgique (SGB) : l'acheteur qui a acquis une partie des 4 millions de titres échangés le 3 février est bien le groupe français Suez (le Monde du 3 février). Le 4 février au soir, à l'issue d'un conseil d'administration, la Compagnie financière a dans un communiqué, confirmé qu'elle détenait 10 % du premier holding belge. Mais, affirme-t-on à la direction générale du groupe français, « il ne s'agit ni d'une déclaration de guerre ouverte qui soit ni d'un syndicat de défense ». En clair, Suez affirme ne pas avoir pris parti contre Carlo De Benedetti, l'attaquant qui a acquis 18,6 % de la SGB et a lancé une offre publique d'achat (OPA) sur 15 % supplémentaires pour la « vieille dame » de Bruxelles, qui cherche à contraindre l'offensive de l'homme d'affaires italien. Tout simplement, la compagnie « route » pour elle : « Cet investissement s'inscrit dans la stratégie de développement international du groupe Suez », affirme le communiqué.

Une explication limpide, à défaut d'être convaincante pour tout le monde. A force de se perdre dans le jeu d'alliances et de contre-alliances qui est le lot de toute OPA, avait-on oublié que la Compagnie financière devait, comme les détenteurs de la SGB, atteindre une taille critique et s'internationaliser ? « Il faut grandir », ne cesse de répéter à ses troupes Renaud de La Genière, le président de Suez, obsédé par la petite taille de la compagnie qui limite son champ d'action. Compagnie aux géants japonais, anglais ou américains de la finance, Suez ne pèse pas très lourd. En termes de total de l'actif, elle se classe qu'à un 59^e rang des établissements financiers mondiaux.

Le rapprochement, sous une forme ou sous une autre, avec la Société générale de Belgique donnerait donc à la compagnie la dimension internationale qui lui manque. Avec un pied belge et un pied français, Suez se rapproche

rait, elle aussi, de ce statut européen que veulent désormais acquiescer nombre d'entreprises du Vieux Continent dans la perspective de 1992 et de l'abolition des frontières intra-communautaires. De Benedetti aurait-il donné des idées à un groupe que l'on considèrerait jusqu'à présent comme son partenaire privilégié ?

Au fond, Suez fait la même analyse que l'homme d'affaires italien sur la Générale de Belgique. Ce groupe financie, fort de quelque 1260 participations sans actionnariat structuré et réalise des performances médiocres. Il y a là de quoi faire un travail de rationalisation et de modernisation. Le communiqué de la rue d'Astorg n'affirme-t-il pas d'ailleurs que la compagnie entend, par sa présence au sein de l'actionnariat du holding belge, « aider à la mise en œuvre d'un projet de restructuration et de développement de la Société générale de Belgique, aux conditions nouvelles » ? On croirait entendre M. De Benedetti.

A rebrousse-poil

Pourquoi alors la compagnie a-t-elle décidé de partir seule à la bataille ? Le fossé s'est creusé entre l'italien et son allié français. En annonçant son offensive sur la SGB, sans avoir prévu Suez, qui détient 10 % de Cerus, son holding français — Carlo De Benedetti a pris la maison à rebrousse-poil. Désireux de ne pas couper les ponts, celui-ci s'est contenté de s'abstenir lors du conseil d'administration de Cerus. Mais la faute ne se limite pas à ce problème de acceptabilité. Même si Suez, a fait de bonnes affaires avec l'italien, la compagnie, elle, ne pouvait pas rester éternellement dans son alliage. Avant-elle le sacrifice d'un milliard à chaque fois de l'argent sans avoir droit à autre chose qu'un strapontin ? Toujours est-il qu'elle a visiblement décidé de s'émanciper.

A-t-elle fait le bon choix ? Toute la question est là. Suez se voit un « actionnaire actif » de la SGB, même si l'on s'en doute. Avec 10 % du capital, la française a-t-elle vraiment les moyens de jouer un rôle ou s'illustre-t-elle sur son propre pouvoir ? Il n'est pas exclu qu'il lui ait servi à l'intention de la porter au niveau de celle de Carlo De Benedetti. Ne faut-il pas parce qu'il n'y a pas les moyens financiers. A 640 francs français l'action (4000 francs belges) ses 10 % dans la SGB lui ont déjà coûté environ 1,8 milliard de francs. Suez ne peut guère faire plus sur ses propres ressources. Sa privatisation, faite dans un contexte boursier morose, ne lui a pas permis de procéder à l'augmentation de capital qui lui aurait rapporté 2 milliards de francs.

Suez n'envisage d'ailleurs pas de rester seul et se dit « à l'écoute de

tous ceux qui auraient des vues ambigües sur la SGB ». Ce qui n'exclut ni les actionnaires actuels de la SGB ni ses prétendants, le flamand Laysen ou l'italien De Benedetti.

Situation rocambolesque

A Bruxelles, la majorité des commentateurs estiment que l'initiative du groupe français vient renforcer le « noyau dur » de la Générale. « La sainte alliance des conservateurs mais sans Metternich », ironisent ainsi un financier belge proche du groupe Cerus.

Ce nouveau couple va-t-il, par la force des choses, en créer un autre, entre Carlo De Benedetti et André Laysen ? Officiellement, le patron flamand reste toujours l'allié de la Générale, mais la plupart des experts belges considèrent maintenant que cette alliance pourrait se briser. Ils estiment d'abord que M. Laysen et De Benedetti, étant tous deux des entrepreneurs, partent le même langage et pourraient trouver plus facilement un terrain d'entente. Paribas, qui participe indirectement au groupe Gevaert, ne devrait pas laisser son ennemi de toujours, Suez, acquiescer une partie importante de la Société générale sans réagir.

Si cette nouvelle alliance prenait corps, la situation politico-financière pourrait devenir rocambolesque. La Société générale pourrait maintenant solliciter que le tribunal de commerce refuse l'augmentation de capital qu'elle avait elle-même concoctée en vue de contraindre la première initiative de Carlo De Benedetti. « Il n'est pas évident », peut-on lire dans le *Soleil*, de Bruxelles, qui est au cas où l'augmentation de capital n'est validée, le groupe de M. Laysen obtiendrait les dix millions de titres sur lesquels il a fait une prise ferme [...] Il pourrait donc lui aussi, le cas échéant, aller en justice pour obtenir ces actions.

Alors que la bataille financière se poursuit, il ne faut, en effet, pas oublier que la justice belge doit maintenant se prononcer, et sur la validité de l'augmentation de capital annoncée par la Générale et sur la plainte déposée, jeudi, par Carlo De Benedetti auprès du procureur du roi contre le achat massif d'actions de la SGB le 3 février à un prix supérieur aux cours de Bourse, achats qu'il assimile à une OPA occulte. Sans oublier aussi l'avis que la Commission bancaire doit donner un jour ou l'autre sur l'OPA lancée par l'homme d'affaires italien. Tout reste donc conditionné à la décision des juges. La seule certitude, quel que soit le vainqueur de cette bataille politico-financière, c'est que la Générale de Belgique n'en sortira pas indemne.

CLAIRE BLANDIN et JOSÉ-ALAIN FRALON.

Dans l'industrie électrique

Télémeccanica convoitée par Schneider

Le bruit qui circulait depuis plusieurs semaines sous les lambris du palais Brongniart s'est confirmé, le jeudi 4 février : Schneider veut acheter la Télémeccanica, une entreprise de taille moyenne peu connue du grand public, mais qui occupe une place de choix dans les automatismes industriels avec 7 milliards de francs de chiffre d'affaires et 13 700 salariés. Cette entreprise considère que l'attaque du patron de Schneider, M. Didier Pineau-Valencienne, est inamicale et affirme qu'elle est déterminée à se défendre. « Nous avons toutes les chances de gagner ».

Les responsables de Télémeccanica avaient vu le danger venir. Depuis plusieurs mois, leur titre était systématiquement « ramassé » en Bourse. Impensable au branch bourgeois, il n'avait cessé de grimper au fil des mois pour culminer le 3 février — à la veille de la suspension de sa cotation — à 3 721 F, soit près de 1 000 F de plus que son cours plancher de 1987 (2 880 F). En novembre, ils avaient mis sur pied un montage financier pour tenter de consolider leur actionnariat : à la suite de cette opération, le personnel détenait 12,5 % des actions (dont 9,5 % à travers un fonds commun de placement) aux côtés des familles fondatrices (4,28 %) et de la Cofitel (9,95 %), une entité dans laquelle on retrouve la BNP et le Crédit lyonnais (1) ainsi que la Sagem et le groupe Neufilms-Mallat-Schlumberger, notamment. La Caisse des dépôts possédait 6,62 % et le Crédit agricole 5,8 % du capital. Quelque 36 % du capital est donc « identifié ». Compte tenu du jeu des droits de votes doubles attribués aux actionnaires possédant leurs titres depuis plus de deux ans, la société pense maîtriser environ 42 % des votes. Considérée comme une « valeur de père de famille », Télémeccanica comptait également 560 SICAV parmi ses actionnaires.

Ce montage financier ne semblait néanmoins pas avoir convaincu la communauté financière, qui continuait à considérer l'entreprise comme « opérable ». Car, même si le cours élevé de son action rend son rachat onéreux (3,5 milliards pour 51 % du capital), Télémeccanica est regardée par tous comme une bonne entreprise. Menant une stratégie industrielle cohérente, elle a dégagé en 1987 un bénéfice représentant 3,8 % de son chiffre d'affaires, son endettement financier est faible (507 millions en 1986) et, depuis les années 50, elle mène une politique systématique d'internationalisation. Aujourd'hui, 60 % de son chiffre d'affaires est réalisé à l'étranger. Des performances propres à alimenter les appétits.

Le nom de plusieurs acheteurs circulait avec insistance à la Corbeille. On prêtait notamment à Siemens des visées sur la société. Mais le géant allemand démentait. Schneider apparaissait comme l'autre « papabile » en raison des

complémentarités existant entre les activités de sa filiale, Merlin Gerin, et celles de Télémeccanica. Son patron, M. Pinea-Valencienne, affirme d'ailleurs vouloir « constituer un pôle industriel français dans le domaine de la basse tension électrique » grâce à un rapprochement entre les deux sociétés pour faire front commun face aux concentrations récentes à l'étranger (mariage entre le suédois ASEA et le suisse Brown Boveri, et entre les deux américains Westinghouse et Challenger).

Plusieurs acheteurs ?

M. Pinea-Valencienne, qui a fait suivre à son groupe depuis sept ans une sévère cure d'amaigrissement (le *Monde* Affaires du 12 décembre 1987) et a vendu il y a quelques semaines à peine sa téléphonie à l'allemand Bosch, dispose de moyens financiers pour mener à bien son offensive. Il avait en décembre une trésorerie de 1 milliard, mais certains lui prêtent des possibilités plus grandes. D'autant qu'il peut compter sur le soutien de son actionnariat. Semble aux critiques qui lui sont faites d'être par trop un financier, le patron de Schneider fait-il enfin entrer son groupe dans une phase de redéploiement industriel ? On murmure qu'il aurait d'autres projets d'achats pour les mois à venir.

Toujours est-il que le succès de son OPA sur Télémeccanica n'est pas garanti. Pour plusieurs raisons.

La Télémeccanica étudie actuellement un nouveau système de défense ou s'appuyant sur ses banquiers « amis ». Elle estime être en mesure de mobiliser des sommes importantes et de s'assurer plus de 50 % des actions. Reste qu'une page semble bel et bien se tourner pour elle et que c'en est probablement fini de son indépendance.

Les spécialistes financiers se demandent en outre s'il n'y a pas plusieurs acheteurs en sache étant donné l'ampleur des transactions sur le titre ces dernières semaines. Lors de la seule séance du 3 février, 6 % du capital ont changé de mains. Télémeccanica a-t-elle lancé depuis quelques jours déjà sa riposte ? Un « chevalier blanc » (allié) volerait-il à son secours, comme elle semble le souhaiter ? Un outsider français ou étranger, plus ou moins amical, se dévoilerait-il prochainement ? Comment interpréter les mouvements sur le titre de l'assailant, Schneider, le 4 février à la Bourse de Paris (6,2 % du capital ont changé de mains) ? Un nouveau feuilleton boursier en perspective.

FRANÇOISE VAYSSE.

(1) La Société générale n'est pas partie prenante dans Cofitel contrairement à ce que nous indiquions par erreur dans le *Monde* du 5 février.

Dans l'industrie pétrolière

ARCO contrôle la majorité de Tricentrol

A la suite de son offre publique d'achat, la compagnie pétrolière américaine Atlantic Richfield (ARCO) a réussi à porter, jeudi 4 février, sa participation dans le capital de la société britannique Tricentrol de 46,9 % à 54,5 %, ont annoncé à Londres les dirigeants du groupe américain. ARCO contrôle donc désormais la majorité du capital de Tricentrol et semble l'avoir emporté sur Elf Aquitaine qui avait lancé une OPA inamicale sur cette même société le 11 décembre dernier. Elf Aquitaine avait pourtant amélioré sa proposition le 25 janvier dernier.

ORGANISATION POUR L'AMÉNAGEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT DU BASSIN DE LA RIVIÈRE KAGERA (O.B.K.)

PROJET RÉGIONAL DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Avis d'appel d'offres international

L'Organisation du bassin de la Kagera, pour le compte des gouvernements du Burundi, du Rwanda, de la Tanzanie et de l'Uganda, lance un appel d'offres pour l'installation d'une part, des liaisons en faisceaux hertziens de grande capacité pour l'interconnexion des quatre pays membres, d'autre part, de quelques centres téléphoniques locaux.

Ce projet sera financé conjointement par la FAD et les Etats membres de l'O.B.K.

Le projet comprend la fourniture et l'installation de :

1. Equipements de transmission numérique et analogique y compris les équipements de multiplexage ;
2. Trois centres téléphoniques numériques ;
3. Fournitures des moyens logistiques pour l'installation et la maintenance de ces liaisons.

Cet avis d'appel d'offres s'adresse à tous les fabricants des matériels de télécommunications des pays du groupe de la BAD.

Les derniers appels d'offres pourront être obtenus auprès du secrétariat technique de l'O.B.K. à Kigali, à partir du 17 décembre 1987, moyennant paiement de 300 \$ EU par lot au compte « Projet Télécom O.B.K. » n° 9389/060-48 ouvert à la Banque commerciale du Rwanda à Kigali.

La date limite des soumissions est fixée au 15 mars 1988.

Les renseignements complémentaires pourront être obtenus au siège de l'O.B.K. : Secrétariat technique O.B.K. B.P. 297 Kigali - Rwanda. Tél. 567 B.K. / RW 24. 84886.

Le Monde
sur minitel

BOURSE :
Plus que jamais, surveillez votre portefeuille

3615 TAPÉZ LE MONDE

Dans l'industrie agro-alimentaire

Martell et Seagram officialisent leur mariage

COGNAC de notre envoyé spécial

M. René Firino-Martell, PDG des cognacs Martell, et M. Edgar Bronfman, président de Seagram, ont officiellement, le jeudi 4 février, leur mariage annoncé deux jours plus tôt au terme d'une bataille boursière de six semaines entre le groupe canadien Seagram et le britannique Grand Metropolitan. Dans un vaste salon du château de Chanteloup, ancienne propriété des Martell reconvertie en siège de réception de la société, « Monsieur René » a enfin précisé pourquoi son conseil d'administration avait finalement penché en faveur de « son ami Edgar ».

En juillet dernier, Martell avait conclu un accord de distribution avec IDV, filiale de Grand Metropolitan (1). Celle-ci avait insisté pour recevoir en contrepartie 10 % du capital de la firme française. René Firino-Martell, plutôt défavorable à cette participation, l'accepta à une condition : que ce paquet d'actions soit pris sur le marché et non dans le groupe familial. « J'ai un jour appris que les Anglais avaient décidé, sans nous consulter, de porter leur pari à 20 % du capital. Lorsque Seagram nous a contactés, nous avons jugé logique de l'écouter. » Par la suite, M. Firino-Martell n'a jamais caché sa préférence pour les Canadiens, même si la dernière sursurcélé de Grand Met avait obtenu l'aval du conseil d'administration.

La contre-attaque de Seagram, qui a payé Martell trois fois son

prix (« mais Martell n'a pas de prix », dit Edgar Bronfman) a aussitôt répondu à ses propres aspirations. « Le grand-père d'Edgar, Sam Bronfman, qui connaissait très bien Michel Firino-Martell, avait toujours souhaité un rapprochement entre nos deux firmes », a indiqué M. Firino-Martell. Pourquoi avoir choisi la vente plutôt qu'une association ? La réponse du PDG est cinglante : « Le groupe familial est composé de cinquante personnes de dix-huit à quatre-vingt-cinq ans. Six d'entre elles seulement travaillent dans le groupe. Une première dilution du capital s'est opérée à travers les droits de succession. Mais l'impôt honteux et spoliatif sur les grandes fortunes prélevé entre 1981 et 1986 nous a coûté 8 % à 9 % du capital. Si nous étions restés petits et inconnus, nous n'aurions pu tenir. Mais quand on a trop bien réussi... »

De son côté, Edgar Bronfman a précisé que tous les contrats passés entre Martell et ses fournisseurs (viticulteurs, bouilleurs de cru) seraient maintenus. « Nous avons même l'intention d'acheter davantage d'eau-de-vie pour faire face à un développement des ventes », confiait le jeune PDG canadien, coupant ainsi court aux inquiétudes nées dans le milieu vinicole lors de la bataille pour le contrôle de Martell.

ERIC FOTTORINO.

(1) Les termes de cet accord seront examinés en avril prochain.

GOVERNO QUERCIA

AVIS D'APPEL D'OFFRES PUBLIC

APPROVISIONNEMENT DE CABLES CONDUCTEURS EN ALUMINIUM A AME D'ACIER

L'APPEL D'OFFRES PUBLIC 8760, de cadre international, se trouve ouvert et comporte sur des ressources du Prêt n° 184/IC-BR consenti par la Banque Interaméricaine de Développement-BID, pour l'approvisionnement de 3408000 (trois millions quatre cent huit mille) kilos de câbles conducteurs en aluminium à âme d'acier, 1987.

3400000 kilos de 636 MCM de diamètre code Grobneck et 8000 kilos de 134,6 MCM de diamètre code Leghorn.

Cet APPEL D'OFFRES PUBLIC est limité aux fournisseurs de produits originaires des pays membres de la BID.

Les normes qui établissent les conditions spécifiques de cet APPEL D'OFFRES devront être retirées, par personne autorisée, moyennant le paiement de 50000 (cinquante mille) cruzados à la Divisão de Tecnologia, Cadastro e Licitação de Material, Rua Major Paladino, 128, de 9 heures à 11 h 30 et de 13 h 30 à 16 heures.

L'ouverture des documents et des propositions aura lieu à 14 heures, le 10 mars 1988, Rua Major Paladino, 128, São Paulo, Brésil.

Francisco Rodolfo Almeida
Directeur Administratif

SECRETARIA DE OBRAS

CESP

Économie

AFFAIRES

La liaison Paris - vallée du Rhône

Le TGV contournera Lyon par le département de l'Ain

LYON
de notre bureau régional

M. Jacques Douffignies, ministre délégué chargé des transports, devait faire connaître, vendredi 5 février, sa décision concernant le tracé retenu pour le contournement de Lyon par le TGV et sa prolongation jusqu'à Valence. Le ministre des transports a décidé, en effet, de rendre public le rapport qu'ont rédigé les trois experts qu'il avait désignés le 24 décembre 1987 et de faire s'en le tracé qu'ils ont choisi (1). Ce tracé, portant la lettre « E » dans la longue liste des projets et variantes préparés par les groupes de travail depuis dix-huit mois, satisfait peut-être les élus du Rhône parce qu'il évite totalement — comme ceux-ci le réclamaient — le

parc de loisirs de Miribel-Jonage, à l'est de l'agglomération lyonnaise. En revanche, il risque de faire grincer des dents les habitants de l'Ain et leurs représentants — dont M. Jacques Boyon (RPR), secrétaire d'Etat à la défense, président du conseil général de l'Ain et maire de Pont-d'Ain — dans la mesure où plusieurs d'entre eux s'étaient déclarés hostiles au passage de la nouvelle ligne dans leur département. Or le tracé « E », qui décroche de la ligne actuelle Paris-Lyon à hauteur de Montanay, traverse l'Ain sur une quinzaine de kilomètres, dans l'extrême sud de la Dombes, avant de franchir la « coulée » à l'est de la commune de Beynost.

Les propositions des experts, que M. Douffignies reprend à son compte, prévoient aussi que le tracé du TGV

soit jumelé, pour partie, avec le projet de construction de l'autoroute A-46 E qui constituera ultérieurement la liaison entre l'autoroute Lyon-Genève et l'aéroport international de Satolas. C'est à une manière habile d'indiquer aux populations riveraines que le souci des responsables gouvernementaux est de réduire au maximum les nuisances que la conduite séparée de ces deux dossiers entraînerait. On peut tenir pour la même veine l'annonce, faite par M. Douffignies, d'une amélioration de la desserte ferrée entre Lyon et Bourg-en-Bresse. Ce dossier devrait faire l'objet de propositions de la part de la SNCF dans la perspective de la signature d'une convention avec les deux départements concernés : l'Ain et le Rhône.

Cette décision — que de nombreux élus de la région Rhône-Alpes avaient

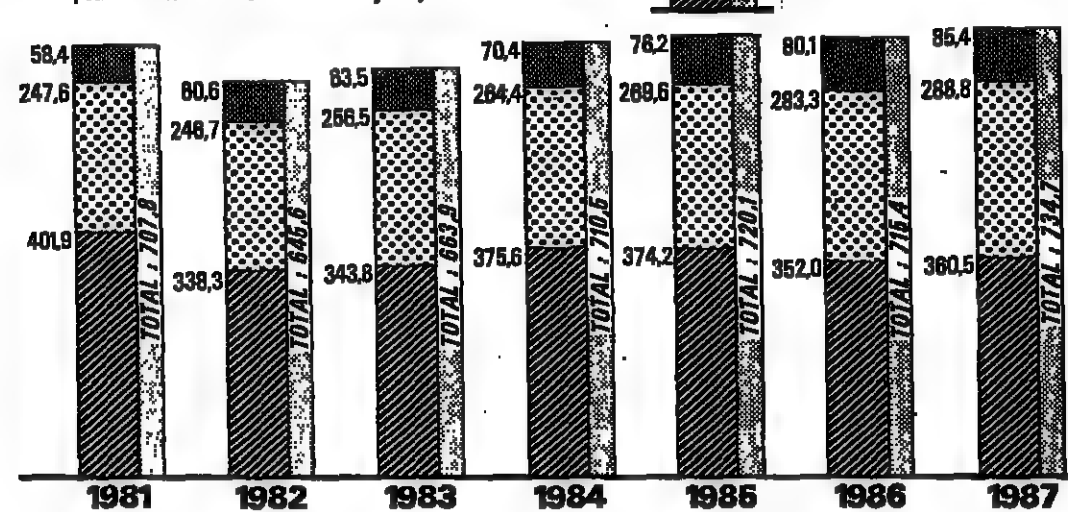
appelée de leurs vœux — en marquant quelque impatience — devrait permettre de déclencher les études détaillées préalables à l'enquête d'utilité publique. Et si aucun obstacle politique ou juridique nouveau n'apparaît, elle devrait conduire à la réalisation de la partie de la ligne entre l'aéroport de Satolas et la voie ferrée Lyon-Genève, ouvrant ainsi aux TGV l'accès direct aux sites olympiques savoyards en février 1992.

BERNARD ELIE.

(1) Les trois experts sont MM. Guy Salmon Legagneur, président du conseil national des transports, Pierre Guilhaud, ingénieur général des ponts et chaussées, et Simon Odoux, ingénieur général du génie rural.

LA PRODUCTION MONDIALE D'ACIER BRUT

(en millions de tonnes métriques)



Source : Institut international du fer et de l'acier

La production mondiale d'acier a augmenté en 1987 de 2,7 %, pour atteindre 937,1 millions de tonnes. La hausse la plus marquée est enregistrée dans les pays en développement, qui affichent un niveau record de 288,8 millions de tonnes, en hausse de 6,7 %. Parmi ces « nouveaux producteurs », qui concurrencent désormais sérieusement les anciens pays industrialisés, la Corée du Sud occupe une bonne place : avec 16,8 millions de tonnes d'acier coulé en 1987 (en hausse de 15 %), elle talonne la France (17,7 millions de tonnes) ou le Royaume-Uni (17,2 millions).

Les pays industrialisés enregistrent une hausse de 2,4 %, imputable à la reprise de la production américaine (à 81 millions de tonnes), après une année 1986 perturbée par une longue grève chez USX (ex-US Steel). Les nations à économie planifiée continuent d'accroître leur production : 283,3 millions de tonnes contre 268,6 millions un an plus tôt.

L'horizon reste pourtant bouché pour les pays développés : l'OCDE s'attend à une baisse de 2 % de la production en 1988 après l'augmentation de 2,5 % enregistrée en 1987.

EN BREF

● Airbus et McDonnell-Douglas discutent d'un avion gros porteur commun. — Des discussions viennent de commencer entre l'Européen Airbus et l'Américain McDonnell-Douglas (MDD) en vue de la production en commun d'un nouvel avion. M. Sanford McDonnell, directeur général de MDD, a précisé que les deux groupes étudiaient un projet d'avion gros porteur concurrent du Boeing-747. Cet appareil pourrait être une version allongée du tri-racteur MD-11 de McDonnell-Douglas équipée de composants d'Airbus. — (Reuters.)

● Plusieurs centaines de camions bloqués sur la Manche. — Aucun ferry britannique ne quitte plus les ports par suite de la grève des équipages, plusieurs centaines de camions attendent, à Calais (France) et à Douvres (Grande-Bretagne), de pouvoir prendre place sur les deux bateaux français, Côte-d'Azur et Nord-Pas-de-Calais, qui continuent à assurer le service. Le Syndicat des marins britanniques, menacé par la justice de mise sous séquestre de ses avoirs s'il persistait dans son mot d'ordre de grève, a donné une consigne de reprise du travail qui n'a pas été suivie par ses sept mille adhérents.

REPÈRES

Chômage

Détérioration en RFA

Pour la première fois depuis deux ans, le barre des 2,5 millions de chômeurs a été dépassée en janvier en RFA. En données brutes, le nombre des sans-emploi s'est établi à 2,518 millions, soit un taux de 9,9 % de la population active salariée, contre 9,2 % en décembre et 10 % en janvier 1987. Cette détérioration du marché de l'emploi est d'autant plus préoccupante que le président de l'Office du travail, M. Heinrich Franke, a souligné, en présentant ces statistiques, que la hausse saisonnière du chômage avait été limitée cette année par des conditions météorologiques favorables à la poursuite de l'activité dans la construction. C'est un hiver particulièrement rude, un an plus tôt, qui avait été à l'origine des mauvaises performances économiques du premier trimestre et de nouvelles tensions pour l'emploi. Ces chiffres mensuels doivent être considérés avec prudence. Ils risquent malgré tout de relancer la polémique sur la nécessité de donner un coup de fouet à la conjoncture outre-Rhin.

Epargne

Un encours supérieur au PNB, en Allemagne fédérale

L'épargne des ménages a atteint, en Allemagne fédérale, 2 260 mil-

liards de marks (8362 milliards de francs) en 1986, soit plus que le produit national brut du pays (11 550 milliards de marks) cette même année, indique l'analyse annuelle de Günter und Jahr. Cette épargne, en progression de 8 % sur 1985, porte à 91 000 marks (336 700 francs) le bas de laine dont chaque foyer allemand dispose en moyenne. Il s'agit, pour un ménage sur deux, de pouvoir parer à « un coup dur » et, pour les non-salariés, de pallier l'insuffisance de la couverture sociale au moment de la retraite. Au total, en 1986, le taux d'épargne a représenté 13,4 % du revenu disponible, un niveau proche des records atteints dans les années 70 (14,8 %).

Etats-Unis

Moins de faillites

Les faillites d'entreprises se sont ralenties aux Etats-Unis en 1987 après huit années consécutives d'accélération, selon une étude de Dun and Bradstreet Corp. L'an dernier, 61 236 sociétés ont fait faillite, une légère baisse de 0,6 % sur 1986. Cette moyenne recouvre des réalités différentes selon les secteurs : l'agriculture enregistre une hausse de 43 % (3 783 faillites) et les services de 14,6 % (24 025). Par contre les mines et le forage pétrolier voient leur situation s'améliorer, à partir d'un point très bas en 1986, avec une baisse de 32,6 % des déclarations d'entreprises, la diminution atteignant 5,4 % dans la construction, 12,7 % dans les transports et 11 % dans le commerce de gros et de détail.

SOCIAL

La CGT proteste contre l'expulsion d'un de ses militants de Renault-Billancourt

M. Claude Jaguella, militant CGT, ancien premier secrétaire de la section PCF de Renault-Billancourt, licencié par la direction le 5 juin 1987, a été expulsé, le jeudi 4 février de l'usine où des militants CGT s'opposaient au transfert de machines. Selon l'union CGT des Hauts-de-Seine, M. Jaguella « a été emmené de force par dix-sept membres d'une milice privée de la Régie dans la bâtisse de Meudon où il a été molesté » et il « souffre de contusions multiples mais légères » : il « a porté plainte au commissariat de Boulogne, et a indiqué que sa famille a été menacée ».

Le bureau confédéral de la CGT et la fédération de la métallurgie accusent la direction de la Régie d'avoir « franchi un pas supplémentaire dans les méthodes fascistes pour juguler l'expression syndicale et revendicative. Contre toute justice, elle veut interdire l'activité des dix militants qu'elle a illégalement licenciés ». La CGT a appelé à un rassemblement de protestation le vendredi 5 février. La direction de Renault rappelle que M. Jaguella, expulsé de l'usine par des gardiens à bord d'une camionnette, n'a plus le droit de pénétrer dans l'usine, ayant été licencié le 5 juin 1987. Alors qu'il était à sa demande en congé sans solde à partir d'octobre 1986, il avait continué à venir dans l'usine et, le 8 avril 1987, avait frappé un gardien qui tentait de l'en empêcher ; il s'était opposé le 23 mai au transfert de matériel à l'usine de Choisy. La Régie avait porté plainte.

Le tribunal des prud'hommes de Rouen rejette la réintégration de M^{me} Soyier

Le tribunal des prud'hommes de Rouen, réuni le jeudi 4 février avec un juge « départiteur » (il n'avait pas réussi à trancher seul le 4 novembre dernier), a rejeté les demandes de réintégration de deux ouvrières licenciées au début de 1987 par les établissements Carnaud de Grand-Quevilly (Seine-Maritime) pour « absences répétées » (le Monde des 27 mars et 6 novembre 1987). Cependant il a jugé le licenciement de M^{me} Nicole Monnier, défendue par la CFDT, « sans causes réelles et sérieuses » et accordé à l'ouvrière 140 000 francs de dommages et intérêts.

Il a rejeté en revanche les demandes de M^{me} Joëlle Soyier, trente-trois ans, atteinte d'un cancer et défendue par la CGT, qui demandait seulement sa réintégration, et l'a condamnée aux dépens. M^{me} Soyier, note le jugement, n'a (au nom du secret médical) produit un certificat attestant la nature de sa maladie. Elle a décidé de faire appel. La CGT, estimant le jugement « inique », va lancer une campagne contre « les licenciements pour raisons médicales », avec une journée d'action le mardi 23 février.

(Publicité)
MAIRIE DE MONTPELLIER
AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT
Edition des bulletins municipaux
L'AGE D'OR, MARCHÉ
Date de dépôt des offres : 25 janvier 1988
Date de l'ouverture des plis : 1 mars 1988 à 17 h
Prix à adresser : M. le directeur de la ville de Montpellier
Affaires administratives et marchés
20004 Montpellier cedex
Délai pendant lequel les candidats pourront être reçus : 30 jours
Justifications à produire : Liste de références pour des travaux similaires
Pour tous renseignements, s'adresser à : M. le directeur général des services techniques
mairie de Montpellier
Affaires administratives et marchés
Tél. : 67-34-72-39

SCHUUUSS!

Découvrez

la Supercinq

Schuss série limitée,

3 ou 5 portes, GTR, GTS, GTD

ou Automatic. Forfait Schuss :

volant cuir, lave-vitres électriques à l'avant,

vitres teintées, 2 rétroviseurs extérieurs réglables

de l'intérieur, condamnation électromotrizée des portes

latérales avec commande à distance, fonctionnalité arrière 1/3

2/3..., la Supercinq vous emmène tout schuss. Combinaison unique :

boucliers, protections latérales, enjoliveurs, calandre, tout s'harmonise avec le

ton de la carrosserie : blanc, argent ou gris tungstène. Modèle présenté Renault

Supercinq GTR 5 portes : 63 200 F prix clés en main au 01/02/88. Garantie anti-corrosion

A PARTIR DE 61100 F Renault 5 ans. DIAC votre financement.

GTR 3 PORTES

LA VIE ÇA ROULE EN SUPERCINQ SCHUSS.

RENAULT partenaire elf

RENAULT
DES VOITURES
A VIVRE

ملا، ملو

Economie

ÉTRANGER

Les Japonais ont limité leurs achats de bons du Trésor américain

Les responsables allemands et japonais ont poursuivi leurs déclarations rassurantes à l'adresse des marchés des changes. A Washington, le ministre allemand des finances, M. Volkmann, estimait, dans une interview télévisée, que le dollar a atteint un niveau satisfaisant, relayé à Bonn par le président de la Bundesbank, M. Pöhl, selon lequel la différence entre les taux d'intérêt en RFA et aux États-Unis est suffisante pour maintenir la stabilité de la parité

dollar-deutschmark. Pour sa part, le ministre japonais des finances, M. Miyazawa, indiquait que le niveau le plus bas acceptable pour le dollar vis-à-vis de la devise japonaise était d'environ 125 yens. Des propos accueillis avec calme sur les marchés où la devise américaine s'effritait quelque peu en raison du manque d'empressement des investisseurs japonais à acheter les bons du Trésor dont l'adjudication s'est terminée le jeudi 4 février.

NEW-YORK
de notre correspondant

Les adjudications de bons du Trésor américain se sont terminées le jeudi 4 février dans une atmosphère morose. En trois jours d'enchères trimestrielles, environ 27 milliards de dollars en bons de trois, six et treize ans ont été placés, mais les rendements et les prix fléchissent considérablement, comme « déconseillés » par les grands opérateurs boursiers, qui se disent désorientés par les réactions du public.

Les investisseurs boudent-ils, en partie, les bons du Trésor en raison des incertitudes qui planent sur la situation de l'économie américaine, ou plutôt en raison d'un fond de confiance qui draine, encore et toujours, les liquidités vers les entreprises ? La question reste posée. Elle ne risque pas de trouver une réponse rapide, alors que les spécialistes se montrent de plus en plus divisés quant à l'avenir immédiat de l'économie.

Mis en vente le mardi 2 février, 9,25 milliards de dollars de bons à trois ans ont été dispersés à un taux de rendement moyen de 7,42 %, en baisse de 0,61 % par rapport à la vente du mois de novembre 1987. Le jour suivant, les bons à dix ans ont réuni 9 milliards de dollars à un taux relativement haut de 8,21 %, ce qui a déprimé le prix de l'ensemble des émissions similaires d'environ 1 point, les fixant à 994 dollars pour une valeur d'émission de 1 000 dollars. Enfin, la valeur-phare du Trésor, les bons à trente ans, dont 8,7 milliards de dollars ont été placés jeudi, se sont « légèrement mieux » comportés, permettant la fixation d'un rendement de 8,51 %, contre 8,78 % lors de la précédente adjudication.

Selon Jay Goldinger, de la charge Cantor Fitzgerald, les opérateurs espèrent des prix légèrement plus bas, afin d'attirer les liquidités disponibles en raison des hésitations du public à s'engager dans des opérations boursières. « Malgré le flot de papier que le Trésor a déversé sur le marché en trois jours, les prix ne

ont pas descendu suffisamment », ajoute cet analyste, qui soupçonne les investisseurs de pousser les rendements des bons du Trésor dans l'attente d'une probable baisse des taux d'intérêt bancaires.

En effet, la détente sur le loyer de l'argent se poursuit aux États-Unis, « et ne devrait pas s'arrêter avant quelques mois », estime John Roper, directeur de la Bank of New York, qui est parmi ceux qui prévoient une croissance ralentie, certes, mais « acceptable tout de même » pour l'année 1988. En revanche, le principal économiste d'Irving Trust Co., Robert McGee, affirme que les taux bancaires ne descendront pas aussi bas que certains le souhaiteraient, étant données les craintes de la Réserve fédérale quant au sort du dollar. En effet, l'étranger suit avec une certaine inquiétude le mouvement amorcé par les principales banques américaines, dont la plupart tablent déjà sur une faiblesse du dollar et sur une légère récession aux États-Unis. En revanche, aucune inquiétude ne se manifeste quant à l'inflation, dont le taux actuel pourrait, dit-on, être maintenu tout au long des mois à venir.

Léger tassement de la demande

Les hésitations des investisseurs américains face aux bons du Trésor semblent confirmées par le comportement des Japonais, qui n'ont pas acheté autant que prévu, malgré les recommandations émises par le ministère japonais des finances. En l'absence de chiffres précis, discrétion oblige, les indications officielles fournies par les charges nouvelles laissent entendre un léger tassement de la demande, notamment en ce qui concerne les émissions à court et moyen termes. Les Japonais se seraient ainsi adjugé le quart des ventes, contre 30 à 50 % précédemment.

« Si cette diminution se confirme, les pessimistes pourraient avoir raison », affirme l'analyste indépendant Rudolf Thumberg, qui fait une distinction entre le comportement des investisseurs étrangers, intéressés surtout par la valeur du dollar, et celui des Américains, plus soucieux de l'évolution des valeurs industrielles. Son collègue David Hale, de Kemper Financial Services (Chicago), craint l'inverse : la dispersion progressive des marges accumulées dans le ciel économique depuis trois mois pourrait provoquer une vague de ventes des émissions du Trésor, ce qui, selon lui, expliquerait déjà le manque d'empressement du public à « digérer » la dernière enchère à des prix plus élevés.

CHARLES LESCAUT.

L'Algérie a conclu avec la Grèce un accord sur vingt et un ans pour la livraison de gaz

ALGER
de notre correspondant

L'Algérie livrera à la Grèce 12 milliards de mètres cubes de gaz naturel liquéfié sur vingt et un ans à partir de 1991, a annoncé le jeudi 4 février, l'agence officielle APS. L'accord conclu entre l'entreprise nationale algérienne SONATRACH et la société d'État grecque DEP précise que les livraisons se feront à partir du complexe de liquéfaction de Skikda et quedes installations de regazéification seront implantées à Pacht-Megora, près d'Athènes. Cet accord fait suite à celui conclu, le lundi 1^{er} février, entre la SONATRACH et la société turque Botas qui porte sur la livraison de 40 milliards de mètres cubes de gaz liquéfié durant vingt ans. Les premières livraisons de gaz algériens à la Turquie débuteront en 1992. Le GNL sera regazéifié (Marmara Ereglisi).

Ce contrat a été signé dans le cadre des travaux de la Commission mixte algéro-turque, qui s'est réunie à Alger une semaine après la visite officielle de quatre jours que le président turc, T. Kenan Evren, a effectuée en Algérie du 18 au 22 janvier.

Aucune information n'a pu être obtenue sur la formule retenue pour

le calcul du prix de ce gaz. APS indique laconiquement que « le prix livré à bord sera déterminé par une formule liée à l'évolution des prix du pétrole brut sur une base compétitive », précisant toutefois que « le contrat SONATRACH-DEP prévoit une révision périodique pour adapter la formule des prix au contexte énergétique ». APS souligne encore qu'avec ces contrats ce sont « quelque 780 milliards de mètres cubes de gaz naturel qui sont réservés à la Méditerranée » (1).

L'annonce de ces deux accords intervient alors que les discussions pour la révision des contrats entre Gaz de France et SONATRACH s'achèvent depuis dix-huit mois. L'approche de l'élection présidentielle en France et la perspective d'une campagne électorale difficile laissent planer des doutes quant au règlement rapide du dossier. Les Algériens, fins observateurs de la vie politique française, semblent s'être fait une raison et n'attendent apparemment rien de nouveau avant le mois de mai prochain.

FREDÉRIC FRITSCHER.

(1) L'Algérie fournira donc en 1992 l'Espagne, la France, l'Italie, la Yougoslavie, la Grèce, la Turquie, la Libye et la Tunisie.

GOVERNO QUÉRCIA

AVS D'APPEL D'OFFRES PUBLIC APPROVISIONNEMENT DE CABLES EN ACIER GALVANISÉ 3/8" - E.A.R. (E.H.S.)

L'APPEL D'OFFRES PUBLIC 8761, de cadre international, se trouve ouvert pour l'approvisionnement de 170 000 (cent soixante-dix mille) kilos de câbles en acier galvanisé 3/8" - E.A.R. (E.H.S.), comprenant sur des ressources du prêt n° 194/IC-BR consenti par la Banque Interaméricaine de Développement-BID.

L'APPEL D'OFFRES PUBLIC est limité aux fournisseurs de produits originaires des pays membres du BID.

Les normes qui établissent les conditions spécifiques de cet APPEL D'OFFRES devront être retirées, par personne autorisée, moyennant le paiement de 20 000 (vingt mille) cruzados à la Division de l'écologie, Cadastro e Licitação de Material, Rua Major Paladino, 128, de 9 heures à 17 heures et de 13 h 30 à 16 heures.

L'ouverture des documents et des propositions sera fixée à 14 heures, le 10 mars 1988, Rua Major Paladino, 128, São Paulo, Brésil.

Francisco Rodolfo Almeida
Directeur Administratif

SECRETARIA DE OBRAS

CESP

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

UGINE - ACIERS DE CHATILLON ET GUEUGNON (GROUPE USINOR - SACLOR)

a acquis la quasi totalité du capital de la

SOCIÉTÉ MEUSIENNE DE CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES

Premier producteur français, l'un des principaux producteurs européens de tubes soudés en aciers inoxydables, la MEUSIENNE est également un producteur important de tubes soudés en acier courant.

LE CRÉDIT LYONNAIS AFFAIRES INDUSTRIELLES

a contribué au rapprochement et conseillé les actionnaires de la Société MEUSIENNE DE CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES.



CREDIT LYONNAIS



CAISSE NATIONALE DES AUTOROUTES
Crée par la Caisse des Dépôts et Consignations

Emprunts Février 1988

Emprunt à taux fixe :
1,5 milliard de Francs

soit 300 000 obligations de 5 000 F
Emprunt assimilable à l'emprunt 9,90 % du 31 Août 1987
Prix d'émission : 4 996 F

Taux nominal : 9,90 %

Taux de rendement actuariel brut : 9,56 %

Durée : 14 ans et 206 jours.
Amortissement en trois tranches égales en 2000, 2001, et 2002.

Emprunt à taux variable :
1,5 milliard de Francs

soit 300 000 obligations de 5 000 F

Prix d'émission : 4 950 F

1^{er} coupon payable le 22 Février 1989

Le taux d'intérêt annuel sera égal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement des emprunts d'Etat à long terme (TME) établis par la Caisse des Dépôts et Consignations pour les douze mois se terminant le 31 janvier précédant le paiement du coupon, diminué d'une marge de 0,60 % l'an. Marge actuarielle : moins 0,46 %, calculée sur la base d'un TME constant de 9,78 %.

Modalités communes aux deux emprunts :
Jouissance, règlement : 22 Février 1988

Souscription auprès des Banques, de la Poste, des Caisses d'Épargne Épargne, des Agences de Change et des Comptes de Trésor. Une fiche d'information (avis C.O.B. n° 86-32 du 29/01/88) peut être obtenue sans frais auprès de la CNA, 56, rue de Lille - 75007 Paris et des Etablissements chargés du placement. Clôture sans préavis.

Souscrivez aux emprunts de la CNA pour l'extension du réseau français d'autoroutes.

AXA et vous

- Notre volonté de gagner : la garantie du dynamisme. AXA, 3ème Groupe Français : demain, un des premiers Européens.
- Un groupe puissant : l'assurance de la sécurité. AXA : 20 milliards de Francs, 3 500 conseillers.
- Un passé : le bénéfice de l'expérience. AXA : une gestion performante de SICAV depuis plus de 15 ans.

Les SICAV AXA :

Des performances sur le long et le moyen terme, la qualité reconnue de l'équipe de gestion financière.

PERFORMANCES DES SICAV AXA DEPUIS LEUR CREATION							
SICAV OBLIGATIONS				SICAV ACTIONS			
DROUOT SECURITE OCT. 1979	DROUOT SELECTION MAI 1984	MUTUELLES UNIES SELECTION FEV. 1984	AXA EUROPE DEC. 1986	DROUOT INVEST. JUIN 1970	DROUOT FRANCE OCT. 1978	MEDITERRANEE OCT. 1978	AXA INVEST. DEC. 1986
+ 17,32 %	+ 11,87 %	+ 10,79 %	+ 6,05 %	+ 14,65 %	+ 21 %	+ 16,02 %	- 7,58 %
INFLATION DEPUIS LEUR CREATION							
+ 7,96 %	+ 3,95 %	+ 4,12 %	3,1 %	+ 8,61 %	+ 7,93 %	+ 2,81 %	3,1 %
PERFORMANCES DES SICAV AXA DEPUIS 5 ANS							
DROUOT SECURITE + 14,78 %*		DROUOT INVEST. + 14,50 %*		DROUOT FRANCE + 24,76 %*			

* An 31/12/87 - coupon net incl. réinvest.
* Inflation, taux moyen sur 5 ans : 5,17 %

Informations : service minitel 3616 AXA

Marchés financiers

300 000 actionnaires pour Matra

Une privatisation miraculeuse

Un succès inespéré : la privatisation de Matra aura finalement attiré 250 000 petits porteurs (auquel il faut ajouter 15 000 salariés) que ni le krach boursier ni les déboires de la privatisation dans les satellites de télécommunication n'ont découragés. M. Balladur peut se féliciter de ce bon résultat, alors même que ses services, à l'issue de l'offre publique de vente (OPV) réalisée du 20 au 27 janvier, n'avaient, par prudence, tablé que sur 150 000 petits porteurs. Le résultat final, qui représente le double de ces prévisions, permet-il pour autant d'affirmer que les Français sont toujours aussi enthousiastes face aux privatisations ?

Les conditions réunies pour la cession de l'Etat de sa participation (51 %) dans Matra expliquent largement ce succès. Avec 3,7 millions de titres mis en vente — soit moins de

20 % du capital — cette opération était de dimension modeste (410 millions de francs) au regard de celles qui l'avaient précédée. Le nombre de souscripteurs, pour miraculeux qu'il puisse paraître, n'est pas moins le plus faible enregistré pour une privatisation. Même quand on le compare à d'autres opérations de petite taille : 1,03 million de petits porteurs n'avaient reçu qu'une action de la Banque des travaux publics, ils étaient 520 000 à obtenir 1,5 action de la Banque industrielle et mobilière privée, et 730 000 à acquiescer 3 actions Havas. Pour Matra, 250 000 particuliers recevront au moins 10 actions.

Le prix, particulièrement attractif, a contribué, il est vrai, à un bon argument de vente. A 110 F l'action, correspondant, compte tenu de la division du titre par deux, à un cours de 1 320 F, cela représentait une décote de 10 % par rapport au dernier cours de Bourse (1 465 F le 15 janvier).

La première cotation de Matra le 9 février permettra de juger de la qualité du succès enregistré. Le précédent, catastrophique, de Suez est dans toutes les mémoires : le premier cours s'était établi à 17,6 % en dessous du prix de cession (à 261 F).

Néanmoins, les choses s'annoncent plutôt bien. Sur le marché « gris » de Londres, l'action Matra s'échange entre 115 F et 120 F, en légère hausse par rapport aux chiffres de la semaine passée (112 F-117 F).

Les dépenses à l'étranger peuvent désormais être payées par chèque à hauteur de 50 000 F maximum

Jusqu'à présent, les Français pouvaient régler leurs dépenses à l'étranger en espèces, avec une carte de crédit ou par virement bancaire. M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a décidé, le jeudi 4 février, d'autoriser l'utilisation des chèques. « Les entreprises et les particuliers pourront désormais régler des dépenses d'un montant égal ou inférieur à 50 000 F par chèque. »

En fait, il s'agit là d'une mesure technique qui vise à simplifier la vie des Français réalisant des dépenses à l'étranger. La possibilité de recourir aux chèques vient compléter des moyens de paiement existants. Elle devrait être utilisée à l'occasion d'abonnements à des revues étrangères, d'achats auprès de sociétés étrangères de ventes par correspondance et plus généralement pour le paiement de dépenses à partir de la France. Désormais possible, l'utilisation du chèque pour régler un commerçant à l'étranger ne devrait pas en revanche être très courante. Dans la plupart des pays étrangers, les commerçants préfèrent le paiement par cartes internationales.

C. B.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Lt Simco
UNION POUR L'HABITATION

Le montant des loyers émis par la société au cours des quatre trimestres de l'année 1987 est le suivant, comparé à celui de 1986 :

	1986 francs	1987 francs
Premier trimestre	67 181 776	70 497 354
Deuxième trimestre	64 239 568	67 828 693
Troisième trimestre	65 786 136	68 460 487
Quatrième trimestre	67 995 422	71 990 456
	265 202 902	278 784 990

Ces montants ne tiennent pas compte des indemnités compensatrices dues par l'Etat.

BOUYGUES

Le conseil d'administration de Bouygues, réuni le 3 février 1988 sous la présidence de Francis Bouygues, a examiné la situation de groupe et les prévisions d'activités pour 1988.

BOUYGUES CONSOLIDÉ	1987 (estimations)	1986	1987/1986
Chiffre d'affaires	51,4 MdF	45,8 MdF	+ 12 %
Bénéfice net total	640 MF	555 MF	+ 15 %
Bénéfice net (part du groupe)	485 MF	481 MF	+ 1 %

Le chiffre d'affaires de TF1 a été inclus pour la première fois en 1987 dans le chiffre d'affaires du groupe pour 3,9 millions de francs.

Pour 1988, le chiffre d'affaires prévisionnel s'analyse de la manière suivante :

CHIFFRE D'AFFAIRES (milliards de francs)	1988 prévision	1987
Construction France	22,3	22,3
Construction internationale	6,6	6,8
Immobilier	9,2	9,0
Diversification (compris TF1 à 100 %)	14,0	13,3
TOTAL	52,1 %	51,4 %
% international	17 %	18 %

La division Construction regroupe les activités de BTP et les activités routières. La conjonction dans le BTP se caractérise par la diminution importante des grands chantiers à l'international et par la concurrence très vive sur le marché français, qui connaît un niveau de prix anormalement bas. Au contraire, l'activité routière devrait connaître un développement satisfaisant.

La division Immobilier a enregistré une forte croissance en 1987. Elle devrait maintenir sa position de leader en 1988.

Les activités de diversification ont des perspectives encourageantes dans tous les nouveaux métiers du groupe : communication, distribution d'eau, électricité, échantillon, produits grand public.

Les travaux maritimes effectués par Bouygues offshore ne devraient pas connaître de développement en 1988, sauf évolution imprévisible du prix du pétrole.

Au total, 1988, qui verra se poursuivre la mutation du groupe par la progression des techniques nouvelles, devrait être essentiellement un exercice de consolidation.

NEW-YORK, 4 février

L'équilibre

Phénomène assez rare : Wall Street s'est, jeudi, immobilisé dans un équilibre presque parfait. Après avoir balisé puis monté, l'indice des industriels s'est établi à 1 923,57, soit à 1 point seulement en dessous de son niveau précédent. Le bilan de la journée a parfaitement traduit cet état. Sur 1 968 valeurs traitées, 740 ont progressé et 747 ont baissé. On aurait voulu la faire que le résultat s'aurait pas été plus réuni. Enfin, 472 n'ont pas varié.

De l'avis général, les initiatives sont restées paralysées par la crainte d'une récession. Avec des statistiques totalement divergentes d'un jour à l'autre, les investisseurs ne savent plus à quel saint se vouer. Leur prudence est d'autant plus grande que l'opération de refinancement de l'Etat américain n'est pas achevée. Jusqu'à la dernière minute, des difficultés peuvent surgir. D'après ce que l'on sait déjà, les Japonais ne se précipitent pas.

L'activité a diminué, et 183,69 millions de titres ont changé de mains, contre 237,27 millions la veille.

VALEURS	Cours du 3 fév.	Cours du 4 fév.
Alcoa	28 1/2	41 1/4
Aluminum	70 3/4	71 1/4
A.T.T.	28 1/2	29 3/4
Boeing	28 1/2	29 3/4
Chemical Bank	22 1/2	22 3/4
Eastman Kodak	81 1/2	81 3/4
General Motors	31 1/2	31 3/4
IBM	41 1/2	41 3/4
Intel	42 1/4	42 3/4
Johnson & Johnson	38 1/2	38 3/4
Merck	39 1/2	39 3/4
Microsoft	35 1/2	35 3/4
Novartis	32 1/2	32 3/4
Roche	31 1/2	31 3/4
Schering	30 1/2	30 3/4
Schwarz	29 1/2	29 3/4
Schwarz	28 1/2	28 3/4
Schwarz	27 1/2	27 3/4
Schwarz	26 1/2	26 3/4
Schwarz	25 1/2	25 3/4
Schwarz	24 1/2	24 3/4
Schwarz	23 1/2	23 3/4
Schwarz	22 1/2	22 3/4
Schwarz	21 1/2	21 3/4
Schwarz	20 1/2	20 3/4
Schwarz	19 1/2	19 3/4
Schwarz	18 1/2	18 3/4
Schwarz	17 1/2	17 3/4
Schwarz	16 1/2	16 3/4
Schwarz	15 1/2	15 3/4
Schwarz	14 1/2	14 3/4
Schwarz	13 1/2	13 3/4
Schwarz	12 1/2	12 3/4
Schwarz	11 1/2	11 3/4
Schwarz	10 1/2	10 3/4
Schwarz	9 1/2	9 3/4
Schwarz	8 1/2	8 3/4
Schwarz	7 1/2	7 3/4
Schwarz	6 1/2	6 3/4
Schwarz	5 1/2	5 3/4
Schwarz	4 1/2	4 3/4
Schwarz	3 1/2	3 3/4
Schwarz	2 1/2	2 3/4
Schwarz	1 1/2	1 3/4
Schwarz	1/2	3/4

LONDRES, 4 février

Baïsse

La Bourse de Londres était indécise, le jeudi 4 février. L'indice Financial Times des valeurs industrielles a clôturé en baisse de 2,3 points, à 1 410,9, alors que l'indice Footsie des cent valeurs a terminé en hausse de 0,6 point, à 1 766,9. La veille, le Stock Exchange avait enregistré un mouvement descendant, l'indice FT perdant 6,9 points. Le volume des transactions est resté faible, à 24 972, contre 23 648 mercredi et 27 907 mardi.

Seules les valeurs obligataires ont permis de maintenir un niveau moyen d'activité dans le marché, toujours à la recherche d'une direction, selon les observateurs.

Les valeurs pétrolières étaient au centre de l'attention, après l'annonce que la gouvernance britannique des pétroles s'est, de nouveau, portée sur des compagnies des monopoles et fusions (OPA) financée de 2,55 milliards de livres de BP (25 milliards de francs) sur British Petroleum. D'autres annonces ont suivi, notamment de la part de la compagnie Shell, qui a annoncé la fusion de ses activités pétrolières avec celles de la compagnie Esso.

FAITS ET RÉSULTATS

● Kodak : triplement des bénéfices. — Le groupe américain Eastman Kodak annonce, pour le dernier trimestre 1987, un triplement de son bénéfice net, qui atteint 242 millions de dollars (contre 74 millions). Le chiffre d'affaires de Kodak a progressé durant la même période de 17 %, pour atteindre 3,53 milliards de dollars. Pour l'ensemble de l'exercice écoulé, le bénéfice net a également triplé, à 1,18 milliard (3,52 dollars par action), contre 374 millions (1,10 dollar). Kodak précise toutefois que le résultat de 1986 avait été affecté par une charge exceptionnelle de 373 millions de dollars, due à une réduction des dépenses et à la fermeture d'usines liées à l'abandon de la fabrication de matériels de photo à développement instantané.

Concernant le rachat en cours du laboratoire pharmaceutique Sterling Drug Co., M. Chaudier a précisé que cette opération de 5,1 milliards de dollars commencerait à être profitable pour Kodak dès 1990.

● Poché : prise de majorité de Carbone de Lorraine. — Le groupe Poché vient de porter à plus de 30 % sa participation dans la société Le Carbone-Lorraine. Il en détient, jusqu'à présent, 49,6 %. Le Carbone-Lorraine et ses trente-trois filiales et participations dans vingt-six pays constituent un ensemble industriel et commercial qui réalise un chiffre d'affaires d'environ 1,3 milliard de francs et un résultat net consolidé total de près de 70 millions de francs en 1987.

● Compagnie bancaire : fusion UFB-Locall. — L'UFB (Union

PARIS, 5 février

La hausse encore

Et de cinq ! Comme les précédentes, la dernière séance de la semaine s'est déroulée sous le signe de la hausse. Ce n'est pas sans surprise. Après une progression moyenne de 8,3 % des cours, des ventes bénéficiaires se sont produites. Mais elles ont été généralement bien absorbées.

Cette fois, cependant, ce sont les « copiables » qui se sont mis en avant. Elles étaient toutes là, Midi en tête, qui a tenu la vedette, et aussi Crozet, Marlin-Gerlin, Club Méditerranée, DMC, Assurances-Roy, Financière, Navigation Méditerranée. A la clôture, l'indice instantané enregistré une avance de 1,2 %. En cinq jours, sa hausse dépasse légèrement 10 % et la Bourse se retrouve à son niveau du 31 décembre dernier.

Dans les trévids, tout le monde ne parait que d'OPA. Et de passer en revue toutes les entreprises susceptibles de faire l'objet d'une attaque. « M. Schneider peut y passer », disait quelqu'un. Et son interlocuteur de lui répondre : « Ce serait bien une OPA corporative. » Les boursiers sont imprévisibles. Un spécialiste faisait cependant remarquer qu'il s'agit d'un marché de professionnels, très spéculatif. Les grandes valeurs, elles, n'ont guère varié, ce qui est symptomatique du phénomène. Les valeurs « parait-il », étaient vides. « Si le soufflé retombe, on reverra les plus bas », nous confiait un gérant de portefeuilles un peu inquiet de tout ce remue-ménage.

En attendant, les rumeurs les plus folles ont continué de circuler. L'un d'entre elles accreditait l'idée que M. De Benedetti aurait revendu sa participation dans la Générale de Belgique à Paribas. Fictive !

Sur le marché obligataire, la tendance s'est raffermie. Reprise également du MATIF.

TOKYO, 5 février

Effrètement

La reprise n'aura pas duré plus de vingt-quatre heures. Vendredi, après une nouvelle avance initiale, le marché nippon s'est, de nouveau, orienté à la baisse. La clôture, la perte était toutefois limitée, le Nikkei s'établissant à 23 688,55 (- 20,55 points).

Les hésitations de New-York semblent avoir été contagieuses. Les investisseurs nippons attendent, eux aussi, le résultat de la grande opération de refinancement du Trésor américain pour se faire une religion.

Les ventes ont surtout concerné les valeurs de haute technologie, ainsi que les actions des entreprises travaillant pour le marché intérieur. Recul également des instruments de précision. L'activité s'est accrue, et plus de 600 millions de titres ont changé de mains.

VALEURS	Cours du 4 fév.	Cours du 5 fév.
Asahi	470	480
Daewoo	1 200	1 200
Daewoo	980	980
Daewoo	3 200	3 200
Daewoo	1 300	1 300
Daewoo	2 200	2 210
Daewoo	4 700	4 600
Daewoo	1 670	1 680

PARIS: Second marché

VALEURS	Cours	Déclat	VALEURS	Cours	Déclat
ASP SA	184	180	Matra	227	227
Alcatel	188	184 20	Matra	227	227
Alcatel	387 20	375	Matra	227	227
Alcatel	281	286	Matra	227	227
Alcatel	424	430	Matra	227	227
Alcatel	235	240	Matra	227	227
Alcatel	630	630	Matra	227	227
Alcatel	468	470	Matra	227	227
Alcatel	700	720	Matra	227	227
Alcatel	585	585	Matra	227	227
Alcatel	535	535	Matra	227	227
Alcatel	582	572	Matra	227	227
Alcatel	458	458	Matra	227	227
Alcatel	1081	1081	Matra	227	227
Alcatel	800	800	Matra	227	227
Alcatel	304	304	Matra	227	227
Alcatel	49 20	49 20	Matra	227	227
Alcatel	128	128	Matra	227	227
Alcatel	873	873	Matra	227	227
Alcatel	200	200	Matra	227	227
Alcatel	242 20	242 20	Matra	227	227
Alcatel	210	210	Matra	227	227
Alcatel	418	418	Matra	227	227
Alcatel	131 20	131 20	Matra	227	227
Alcatel	2400	2400	Matra	227	227
Alcatel	1120	1120	Matra	227	227
Alcatel	705	705	Matra	227	227
Alcatel	88 80	88 80	Matra	227	227
Alcatel	380	380	Matra	227	227
Alcatel	18 90	18 90	Matra	227	227
Alcatel	340	340	Matra	227	227
Alcatel	271	271	Matra	227	227
Alcatel	400	400	Matra	227	227
Alcatel	580	580	Matra	227	227
Alcatel	215	215	Matra	227	227
Alcatel	180	180	Matra	227	227
Alcatel	90	90	Matra	227	227
Alcatel	88 80	88 80	Matra	227	227
Alcatel	180	180	Matra	227	227
Alcatel	212	212	Matra	227	227
Alcatel	168	172 00	Matra	227	227
Alcatel	246	246	Matra	227	227
Alcatel	140	140	Matra	227	227
Alcatel	220	220	Matra	227	227

LA BOURSE SUR MINUTE
36-15 TAPEZ
LE MONDE

Marché des options négociables le 4 février 1988

VALEURS	PROX	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Mars	Juin	Mars	Juin
Alcatel	240	34	41	5,78	12,48
Alcatel	1 100	64	28	81	—
Alcatel	140	17,50	27	7,50	11
Alcatel	1 980	245	285	30	65
Alcatel	240	31	42	3,35	18
Alcatel	840	68	185	65	84
Alcatel	480	28	45	—	—
Alcatel	128	19	25,50	4,80	7

MATIF

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 88	Juin 88	Sept. 88
Dernier	102,65	101,40	101,10
Précédent	103,30	102	101,75

Options sur notional

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 88	Juin 88	Mars 88	Juin 88
100	2,86	3,62	0,17	1,60

INDICES

CHANGES	BOURSES
Dollar : 5,69 F ↓	PARIS (INSEE, base 100 = déc. 1987)
	Valeur française... 92
	Valeur étrangère... 100
	Cp des agents de change (base 100: 31 déc. 1987)
	Indice général... 262
	NEW-YORK (Index Dow Jones)
	Industriel... 1 924,5
	Indice... 1 923,57
	LONDRES (Index Financial Times)
	Industriel... 1 412,2
	Mixte... 253,3
	Fonds d'Etat... 89,24
	TOKYO (Index Nikkei)
	Indice... 23 688,55
	Nikkei Dow Jones... 23 780,10
	Indice général... 1 923,57

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN DOLLAR		DEUX DOLLARS		TROIS DOLLARS	
	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -
SE-UL	5,7800	5,7820	+ 20	+ 35	+ 45	+ 70
SE-UL	4,8220	4,8240	- 58	- 32	- 185	- 65
SE-UL	4,6725	4,6745	+ 114	+ 136	+ 236	+ 270
DM	3,7480	3,7500	+ 180	+ 119	+ 224	+ 240
SE-UL	3,0002	3,0012	+ 76	+ 36	+ 166	+ 187
FB (500)	16,1427	16,1453	+ 114	+ 36	+ 276	+ 302
SE-UL	4,1245	4,1265	+ 289	+ 238	+ 434	+ 462
L (1 000)	4,9573	4,9591	- 131	- 81	- 248	- 152
SE-UL	10,6525	10,6540	- 134	- 92	- 280	- 213

PARK

BOURSE DU 5 FEVRIER

[illegible]

36-15 **LEMON**

[illegible]

Comptant (régle

10,075 10 78/84	1023	70	4174	Cheney DS	361	434	Midland Petroleum	405	405	5	Audited	672.73	352.03	Franchiser	10850.84	10850.84	Pennaco-Vulco	1637.24	1632.68
12,25 5 80/80	1024	8	8778	Cheney DS	338	338	Mesa	80	49 29	5	A.E.F. Aspire (ex-CP)	927.88	805	Franchiser	248.80	241.87	Petrolite-Rohm	1077.23	1094.36
12,80 5 81/88	1025	30	6180	Cheney DS	46	47 80	Navig. Mar. Int.	80	47 80	5	A.E.F. ECU	1068.78	477.58	Franchiser	519.98	599.89	Petrolite	520.91	505.74
12,80 10 82/80	113	80	1082	Cofidil	345		OPR Partners	165	180	20	A.E.F. ECU	459.70	1057.28	Franchiser	214.31	214.31	Phonix Plastering	250.70	255.42
18 15 81 82	115	60	10 678	Coupland	270	270	Ontario	180	180	20	A.E.F. Inpartito	414.46	40.36	Franchiser	84573.97	84582.98	Pross Investco	633.07	604.26
19,04 95 86, 83	116	16	14	Co Industriale	1020	1020	Ortel D.T.C.I.	122	40	10	A.E.F. Invest	92.23	89.94	Pross SCI	579.08	571.31	Prossco A	747.75	747.75
12,40 95 86, 83	119	8	1721	Comp. Luso-Alm.	228		Ortel D.T.C.I.	718	818	10	A.E.F. OME	1070.80	1065.80	Franchiser	11801.30	11331.33	Prossco (ex-CP)	7384.65	7384.65
12,40 95 86, 83	128	4	4033	Concorde Ltd	700	886	Parfums	140	140	10	A.E.F. S.M. (ex-CP)	1042.60	1042.60	Franchiser	1045.48	1045.48	Prossco J	6965.84	6965.84
11 15 86, 85	111	65	10	C.M.P.	10 40	91 10	Parfums CP	263	264	4	Agilis	539.72	528.58	Gardline	86338.98	86186.89	Prossco Partner	55943.11	55943.11
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	Gardline	10227.33	10215.14	Prossco Partner	10240.07	10240.07
10,25 85 86 88	105	6	2 276	Ind. Gile, Ind.	482	812	Petit France	143	143	10	Agilis	211.80	218.58	G					

En 1995

OFF 10,50% BE	108 50	7 013	ELCA Laramie	300	238	Ref. Bond, L.	68 80	70	DR	15 50	15 20	Real Americans	26 10	23 02	Interstate	11 89	02	Real Pkcs	104 50	104 30
OFF 10,50% BE	108 50	7 013	Elmwood Pkcs	431	438	Ref. Bond, L. Int.	275	294	Comstock	685	670	Real International	76 27	79 74	Interstate	359	348	St-Honore Acct.	1384 17	1384 47
OFF 10,50% BE	108 50	7 013	Elmwood Pkcs	2500	2600	Rockwell Int.	181	132	De Beers (Port.)	307	310	Capital Inc.	1744 51	1744 51	Interstate	4835	4480	St-Honore St-Honore	691 55	690 74
OFF 10,50% BE	108 50	7 013	Elmwood Pkcs	29 80	29 80	Rockwell Int.	681	682	De Beers (Port.)	462	462	Cap. Int. Aff. Action			Interstate	16228	16228 89	St-Honore Pacific	470 54	470 54
OFF 10,50% BE	108 50	7 429	Elmwood Pkcs	1460	1446	Rockwell Int.	400	400	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	104 37	101 35	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	165 20	164 70	Rockwell Int.	190	190	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	271	271	Rockwell Int.	62	62	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728	1703 31	St-Honore P.A.M.	370 38	361 34
			Elmwood Pkcs	376	376	Rockwell Int.	358	370 60	Gib. Belgio	616	600	Comptrol	322 08	302 70	Interstate	1728				

EC 325

Compagnie Ind.	148 70	159 40 d	Life-Savings	375	390	S.F.L.	1005	120	625	West Bank	14	Europe-Lux	1053	107	Alma-Cont terme	205845	205845	Tition	62805	62805
Compta-Luxemb.	405	402 50	Life-Savings	254 90	255	Suez Fin. du CIP	170	175	175			Europe-Mor.	379 39	395 24	Ned.-Amst.-Zich.	874 04	865 85	U.A.P. Invest.	361 70	349 60
C.E.G.R.	532		Locaux-Rou.	332	327	Sund.	705	705				Europe-Par.	1245 57	1243 95	Ned.-Lux.	1189 17	1149 58	Un.-Associations	109 83	109 83
Compt. Min.	1180	1195	Locaux-Rou.	510	530	Talange	1620	1621				Europe-Vol.	1031 57	1021 45	Ned.-Chig.-Lux.	512 50	507 55	Unifac	505 35	505 35

<

Cote des changes	Marché libre de l'or
-------------------------	-----------------------------

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES
3 Le raid à la frontière libanaise. — L'ONU et la guerre du Golfe. 4 Nicaragua : le soulèvement mitigé des sandinistes. 5 L'élection présidentielle à Chypre. 6 Le parti de M. Gandhi remporte les élections dans l'État du Tripura.	7 L'adoption par l'Assemblée des projets de loi sur le financement de la vie politique. 8 « Journal d'un émigré », par Philippe Bouchard. 8-9 « La préparation de l'élection présidentielle.	10 Les suites de la « bavure » de Marseille. 11 Le congrès de la FEN. — Les crédits à la recherche dans l'industrie privée. DÉBATS 2 Sécurité routière : Pour mille morts de moins...	18 La nouvelle médiathèque de Villaurbanne. — Musique : le Comte Ory, à Lyon. 19 Ventes : Vienne à Londres. — Communication : la CNCL fixe les règles de programmation du téléachat.	23 L'attaque sur la Société générale de Belgique. 24 La liaison Paris-Val-de-Rhône. 25 Les Japonais ont limité leurs achats de bons du Trésor américain. 26-27 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 12 Cartes 12 Campus 22 Météorologie 22 Jeux, Mots croisés 16 Loto 22 Radio-télévision 21 Philatélie 22

MINTEL

● Messias : la hauteur de neige. NEIG
● Bourse : la cote des 15 à 30 sur Minitel.
● Bourse
● Abonnez-vous au Monde.
ABO
Actualités, International, Campus, Jeux, Bourse
Abonnements. FINAN
38-15 tapez LEMONDE

L'escroquerie au détriment de la COGEMA

- Ouverture d'une information contre X...
- Mandat d'arrêt contre M. Jean-Marc Aletti

Une information contre X... a été ouverte, jeudi 4 février, pour « faux en écriture de commerce et usage, escroquerie et abus de confiance », à la suite du dépôt d'une plainte avec constitution de partie civile de la COGEMA. Compagnie générale des matières nucléaires. Le dossier a été confié à M^{me} Claude Noquet, premier juge d'instruction au tribunal de Paris.

La COGEMA avait porté plainte le 28 janvier après avoir perdu 259 millions de francs sur le MATIF (marché à terme des instruments financiers) (Le Monde du 30 janvier).

Le juge d'instruction a, d'autre part, lancé, également jeudi, un mandat d'arrêt contre M. Jean-Marc Aletti, directeur d'Arbitrage SA, société auxiliaire de la charge d'agent de change JFA Buisson.

Deux membres de l'UNWRA enlevés au Liban

Des hommes armés ont enlevé, le vendredi 5 février, à Saida, au sud du Liban, un Soudanais, M. Jay Stinson, et un Norvégien, M. William Jorgensen, employés par l'UNWRA, a annoncé la police libanaise. Les deux hommes s'occupent au sein de l'organisation de l'ONU pour les réfugiés palestiniens de l'approvisionnement et de l'alimentation. Ils traversaient à bord d'une voiture de fonction le pont de Siniq sur la route côtière, au sud de Saida, lorsqu'ils ont été interceptés vers 9 h 30 (7 h 30 GMT) par des hommes armés. « Les agresseurs, sous la menace de leurs armes, ont contraint les deux victimes à descendre de voiture et à monter dans une Mercedes jaune qui a pris la fuite pour une destination inconnue », selon un communiqué de la police. Des porte-parole de l'UNWRA à Beyrouth ont confirmé l'enlèvement de deux employés de leur organisation. — (AP.)

PHILIPPINES

Arrestation de deux dirigeants communistes

L'armée philippine a capturé, dans l'agglomération de Manila et sa région immédiate, vingt militants du Parti communiste philippin (PCP) clandestin, dont deux membres du comité central. Dans la nuit du jeudi 4 au vendredi 5 février, l'armée a également découvert des habitations équipées pour servir de centres médicaux et du matériel de communication. Un porte-parole de l'armée a précisé que les opérations en cours dans Manila se poursuivaient vendredi matin et a indiqué qu'il y avait de nouvelles arrestations. Il s'agit du plus important succès de l'armée après la capture l'an dernier du numéro un présumé du parti, M. Rodolfo Sola.

Toutefois, l'absence de saisie d'armes semble confirmer que les personnes arrêtées, dont deux sont des prêtres catholiques, n'appartiennent pas aux commandos urbains communistes, qui ont fait leur apparition, dans la région de Manila, en 1987 après l'échec des pourparlers avec l'insurrection. Ces commandos ont tué plus de cent policiers dans une série d'opérations ponctuelles qui tranchent avec la stratégie jusqu'alors exclusivement rurale suivie par la direction communiste. (AFP.)

MALAISIE

La justice annule la réélection du premier ministre au parti au pouvoir

Le premier ministre de Malaisie a annoncé qu'il ne démissionnerait pas de ses fonctions de chef de gouvernement à la suite de l'annulation, le jeudi 4 février, par la Haute Cour de justice, de son élection à la tête de l'UMNO, principale formation de la coalition au pouvoir.

M. Mahathir avait été réélu, en avril 1987, de justesse à la présidence de l'UMNO. Estimant ce scrutin entaché d'irrégularités, la Haute Cour a décidé de l'annuler. M. Mahathir peut faire appel de ce jugement. — (AFP, UPI.)

Les prix de la Fondation HEC

Bruno Dethomas, meilleur journaliste économique de l'année

Le Monde est à nouveau à l'honneur. Deux des prix de la Fondation Mumm pour la presse écrite étaient allés, la semaine dernière, à Jean-Marc Théolier, chef du service des informations générales, et à notre dessinateur Placide M. Jacques Mayoux, président d'honneur de la Société générale et président de la Fondation HEC, a remis, le jeudi 4 février, à notre éditorialiste Bruno Dethomas, le prix du « meilleur journaliste économique » que cette Fondation décernait pour la première fois. A été également couronné comme « meilleur jeune journaliste économique », Vincent Beaulieu, de l'Expansion. Le jury était composé de personnalités du monde des affaires et de la presse, ainsi que du directeur d'HEC et d'un étudiant de l'école.

La cérémonie se déroulait à la chambre de commerce de Paris. M. Balladur, qui la présidait, a rendu hommage au grand professionnalisme des lauréats, journalistes dans un domaine particulièrement sensible, où « l'amplification inconsidérée (de certaines nouvelles) peut susciter une perte de confiance des phénomènes économiques ». « Votre métier est difficile, voire périlleux », a déclaré M. Balladur. « Permettez-moi de saluer le sang-froid dont vous avez fait preuve lors des événements récents. La presse n'a pas cédé à la tentation de catastrophisme. (...) Je sais que votre dévouement vous conduit à être aussi objectifs que possible. C'est à ce prix que vous serez entendus. »

Les prix de la Fondation HEC

Bruno Dethomas, meilleur journaliste économique de l'année

La question n'était que passagère. M. Jacques Chirac avait annoncé d'annuler son rendez-vous, jeudi 4 février, avec le chancelier autrichien, en visite à Paris, en raison de l'attitude des Autrichiens au Conseil de l'Europe. Ces derniers ont en effet vigoureusement protesté, la semaine dernière, contre l'obligation de visa imposée par la France aux ressortissants de leur pays. Mais M. Franz Vranitzky a finalement eu droit à un entretien d'une heure et demie avec un Jacques Chirac charmant et souriant, et d'une « exquise amabilité », selon l'expression du chancelier.

La question n'était que passagère. M. Jacques Chirac avait annoncé d'annuler son rendez-vous, jeudi 4 février, avec le chancelier autrichien, en visite à Paris, en raison de l'attitude des Autrichiens au Conseil de l'Europe. Ces derniers ont en effet vigoureusement protesté, la semaine dernière, contre l'obligation de visa imposée par la France aux ressortissants de leur pays. Mais M. Franz Vranitzky a finalement eu droit à un entretien d'une heure et demie avec un Jacques Chirac charmant et souriant, et d'une « exquise amabilité », selon l'expression du chancelier.

« VENTE DU SIECLE ! »
De parvilles circonstances se situent jamais produites et sont ne les retrouvés sans doute jamais.
Les plus beaux tissus de la mode « Couture et Cravates » figurent dans nos vitrines pour la première et unique fois.
D'autres « motifs » d'un raffinement et d'une qualité incomparables sont littéralement bradés.
Jamais une telle variété de tissus exceptionnels (soies, laines, polyester, cravates, lin, etc.) n'a été offerte à de tels prix.
A vous de profiter !
RODIN
30 CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Selon un sondage
Les trois quarts de la population autrichienne continuent de soutenir M. Kurt Waldheim

A trois jours de la date prévue pour la remise du rapport de la commission internationale d'historiens chargée de faire la lumière sur le passé de M. Kurt Waldheim, les autorités yougoslaves ne donnaient pas, vendredi 5 février, à Belgrade, l'impression de vouloir utiliser contre le président autrichien d'éventuels documents compromettants dont elles disposeraient. De source proche du gouvernement autrichien, on s'attendait vendredi à prendre réception lundi prochain, comme prévu, du rapport de la commission, sans apparentement attendre des révélations spectaculaires. On estimait également, malgré l'affaire du document du Spiegel, que la Yougoslavie ne semblait pas prête à prendre le risque d'une dégradation de ses relations avec l'Autriche.

Le mystère s'épaissit en Yougoslavie au sujet de l'original du document publié par l'hebdomadaire ouest-allemand Der Spiegel, impliquant le président autrichien Kurt Waldheim dans la déportation de prisonniers civils yougoslaves du massif de la Kozara, en 1942. Les deux institutions désignées par l'historien yougoslave Dusan Plenca comme pouvant détenir l'original de ce télégramme — à savoir les archives militaires et les archives fédérales yougoslaves — ont formellement démenti jeudi être en possession de ce texte, sans préciser toutefois si ce document a un jour figuré ou non dans leurs dossiers.

L'impression, dans la capitale yougoslave, a été au moment que ce document était détenu par un particulier. M. Plenca et le journaliste Daulzo Vasovic, qui a négocié pour 50 000 deutschemarks (environ 170 000 FF) la vente d'une photocopie du document à l'hebdomadaire ouest-allemand, ont tous deux démenti être en sa possession.

Alors que le gouvernement fédéral yougoslave se cantonne pour le moment dans le mutisme le plus complet sur cette affaire, la presse de Belgrade se soulève devenue plus prudente. Le journal Borba tirait jeudi : « La preuve-clé sujette à caution » et Politika Express ajoutait l'historien Plenca de fournir ce texte. La presse croate, qui a toujours été plus réservée, soulignait, jeudi, qu'il fallait se garder de tout « sensationnalisme ».

On apprenait, en outre, jeudi que le journaliste Danko Vasovic faisait l'objet d'une procédure disciplinaire. Danko Vasovic doit être entendu le 9 février par une commission qui lui reproche de s'être absenté de son journal sans préavis. C'est à cette occasion que le journaliste s'est rendu à Vienne et à Hambourg pour vendre la photocopie du document. Le journaliste n'a pas exclu que cette procédure puisse être liée à l'embarras suscité en Yougoslavie par la découverte de nouveaux documents concernant le président Waldheim.

En Autriche, où la presse dénonce l'attitude « ambiguë » de la Yougoslavie, un sondage publié vendredi 5 février par l'hebdomadaire Wochenpresse, réalisé après la publication du fameux document dans Der Spiegel, indique que près des trois quarts des Autrichiens sont pour le maintien de M. Waldheim à la présidence.

Selon ce sondage, 72 % des personnes interrogées souhaitent que M. Waldheim reste à son poste, 27 % ne le souhaitent pas ; 64 % considèrent que M. Waldheim était au courant des crimes de guerre qui ont été perpétrés dans les Balkans. — (AFP.)

Malgré la querelle des visas

Le chancelier autrichien a trouvé M. Chirac d'une « exquise amabilité »

La bouderie n'était que passagère. M. Jacques Chirac avait annoncé d'annuler son rendez-vous, jeudi 4 février, avec le chancelier autrichien, en visite à Paris, en raison de l'attitude des Autrichiens au Conseil de l'Europe. Ces derniers ont en effet vigoureusement protesté, la semaine dernière, contre l'obligation de visa imposée par la France aux ressortissants de leur pays. Mais M. Franz Vranitzky a finalement eu droit à un entretien d'une heure et demie avec un Jacques Chirac charmant et souriant, et d'une « exquise amabilité », selon l'expression du chancelier.

La question n'était que passagère. M. Jacques Chirac avait annoncé d'annuler son rendez-vous, jeudi 4 février, avec le chancelier autrichien, en visite à Paris, en raison de l'attitude des Autrichiens au Conseil de l'Europe. Ces derniers ont en effet vigoureusement protesté, la semaine dernière, contre l'obligation de visa imposée par la France aux ressortissants de leur pays. Mais M. Franz Vranitzky a finalement eu droit à un entretien d'une heure et demie avec un Jacques Chirac charmant et souriant, et d'une « exquise amabilité », selon l'expression du chancelier.

Cette querelle, à laquelle l'Autriche attache une grande importance, n'a pas empêché le chancelier de qualifier les relations austro-françaises de « très bonnes » et de se féliciter du soutien de la France aux efforts faits par Vienne pour se rapprocher de la Communauté européenne. M. Vranitzky a rappelé à ce propos que si la question d'une entrée pure et simple de l'Autriche

Préservez votre dos fragile avec Pirella de TIRELLI
sommier articulé à lattes de bois soutient bien la COLONNE VERTEBRALE.
DEMANDEZ CONSEIL A VOTRE MÉDECIN
37, Avenue de la République
7^{ème} PARIS Tél. 43-57-48-35
Métro : PASTEUR

Sur le vif

Aie !

Je suis juive. Et j'ai mal à Israël. Mal à en crier. Enfin, c'est pas possible, on ne peut pas respirer là, les bras ballants à bér devant ce piège sanglant de violence et de haine qui est en train de se refermer sur Tshahal dans les territoires occupés. Si je vous en parle aujourd'hui, ce n'est pas parce que des soldats en armes, des jeunes soldats, viennent de trouver la mort, à la frontière du Liban. Ce n'est pas parce que j'ai entendu ce matin, à la radio, un de leurs copains en larmes, des larmes d'exaspération impuissante, perplexes sous le feu croisé d'ordres contradictoires : « Tirez, ne tirez plus, Tirez ici, Tirez pas là. »

Non, j'ai eu, et je ne suis pas la seule — vous avez vu l'article de Woody Allen dans le New York Times — le cœur navré au récit et à la vue de ces manifestants battus, abattus à la mitraille, à la mitraille, mais cassés, incarcérés, expulsés. Parait

que les médias exaspèrent la rue des Rosiers. Simplement en rapportant les faits. On est bien obligé. C'est notre métier. Et c'est à l'honneur de l'Etat hébreu, Etat démocratique, Etat transparent, de nous permettre de l'exercer.

Un Etat en péril, menacé, cerné, attaqué, risé, à qui on refuse jusqu'au droit d'exister, je le sais bien, je ne le sais que trop. Seulement voilà, cet Etat-là, ce peuple-là, qu'on le veuille ou non, n'est pas un peuple comme les autres. C'est un peuple symbole. Cette terre, sa terre, il la doit par beaucoup à ses souffrances passées ; sa légitimité, il la tire de son martyre. Victime et vainqueur de la barbarie, il ne faudrait pas qu'à force de vouloir, de devoir préserver son intégrité physique, il en vienne à perdre son âme.

CLAUDE SARRAUTE.

Au tribunal de Paris

Deux plaignants contre « le Monde » déboutés par la première chambre civile

La première chambre civile du tribunal de Paris a débouté, le 3 février, M. Lyndon Larouche, de l'action qu'il avait intentée contre le Monde, après la publication d'un article de Claudine Escoffier-Lambiotte dans le numéro du 27 mai 1987. Cet article faisait suite aux déclarations de M. Le Pen sur le SIDA, prononcées à « L'heure de vérité » du 6 mai précédent, pour les réfuter et montrer leur similitude avec les propos de Lyndon Larouche, présenté comme un « dangereux politicien, mégalo-mane d'outre-atlantique ».

Le jugement rendu sous la présidence de M. Pierre Vengone relève notamment que, « en soulignant l'identité des thèses défendues par ces hommes politiques, en jugeant sévèrement la valeur, la portée et le mérite de leurs déclarations sur le nombre des malades, l'avenir des porteurs sains, les risques de transmission de la maladie, la nécessité

de dépistage général, les modes de traitement et leur coût, le journaliste s'est borné à critiquer les opinions et les théories du demandeur sans jamais articuler contre sa personne des faits de nature à porter atteinte à son honneur ou à sa considération ».

La même chambre, présidée par M^{me} Huguette Le Foyer de Cordi, a, de son côté, débouté, par un jugement rendu le 20 janvier, MM. Jean-François Gautier, Emmanuel Ratier et Serge Ferrand, qui se plaignaient d'avoir été diffamés par un article de Georges Marion relatant une crise à la rédaction du journal Minute et publié dans le Monde daté du 8 mai 1987. Le tribunal a retenu en faveur du Monde le bénéfice de la bonne foi en faisant valoir que l'auteur de l'article avait utilisé des articles publiés par Minute sur le sujet dans le but légitime d'informer ses lecteurs.

Le tribunal de Paris continuera d'instruire la plainte des Verts contre le RPR

Visé par une plainte des Verts de Paris-Ecologie pour infractions au code électoral pendant la campagne des législatives de 1986, MM. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, et Robert Galley, trésorier de ce mouvement, avaient refusé de se rendre au cabinet de M. Claude Grellier, juge d'instruction chargé de l'affaire. Ils invoquaient leur qualité de maire pour faire valoir que la chambre criminelle de la Cour de cassation devait préalablement être saisie pour désigner la juridiction pouvant instruire un dossier les concernant (Le Monde du 7 janvier).

Ainsi fut fait, mais, mercredi 3 février, la chambre criminelle a désigné « le juge d'instruction du tribunal de grande instance de Paris », ce qui implique vraisemblablement que M. Claude Grellier restera en charge du dossier. Le magistrat avait déjà inculpé, dans le cadre de la plainte des Verts, M. Paul d'Ornano, sénateur RPR, mais le Sénat avait requis en sa faveur et obtenu, en décembre dernier, une suspension des poursuites le concernant jusqu'à la fin de son mandat (Le Monde du 17 décembre).

M. LAURENT FABIUS invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Laurent Fabius, député socialiste de Seine-Maritime, premier adjoint au maire de Grand-Quevilly, sera l'invité de l'émission de débat « Le grand jury RTL-le Monde », le dimanche 7 février, de 18 h 15 à 19 h 30. L'ancien premier ministre répondra aux questions d'André Passeron et de Jean-Louis Audouard de l'Union, et de Paul-Jacques Trautman et de Paul Joly de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazzocco.

EN BREF

● Coups de feu contre le représentant de l'ANC à Bruxelles. — M. Godfrey Mwanza, représentant officiel de l'ANC African National Congress à Bruxelles, a été légèrement blessé jeudi 4 février par des inconnus qui ont mitraillé ses bureaux. — (Corresp.)

● PAKISTAN : onze réfugiés afghans tués. — Onze réfugiés afghans ont été tués et neuf autres blessés, jeudi 4 février, lorsque leur camionnette a sauté sur une mine en franchissant la frontière pakistano-afghane, a-t-on appris vendredi, de source pakistanaise. La mine avait été posée près du village de Kharich, à l'ouest de Peshawar, où passent les voies d'approvisionnement des résistants afghans.

● Défection d'un diplomate polonais en Suède. — Un diplomate polonais en poste à Stockholm, le vice-secrétaire Marek Lewicki, a fait défection, le mercredi 3 février, avec sa famille, en Suède, et a sollicité « une protection polonaise ». Cette défection est la deuxième d'un diplomate polonais en l'espace de deux semaines. Le 21 janvier dernier, le vice-consul de l'ambassade à Stockholm, M. Witold Grabiec, avait demandé à bénéficier de l'asile politique en Suède. — (AFP.)

● Contrat annulé pour une « mère porteuse » aux Etats-Unis. — La Cour suprême du New-Jersey aux Etats-Unis a annulé, le jeudi 4 février, le contrat financier par lequel Mary Beth Whitehead s'engageait à porter un enfant pour le couple Stern. Après un débat juridique mouvementé, un tribunal du New-Jersey avait confié la garde de l'enfant au père biologique, alors que M^{me} Whitehead refusait de rendre la petite fille. Dans son jugement, la Cour suprême déclare que s'il n'est pas interdit à une femme de concevoir dans le but de céder son enfant à un couple stérile, le paiement d'une telle pratique « est illégal ». Elle a cependant accordé un droit de visite à M^{me} Whitehead et refuse aux époux Stern le droit d'adopter l'enfant, bien qu'elle leur en confie la garde jusqu'à sa majorité.